

501

Les nationalistes angolais se sont mis d'accord pour négocier ensemble avec les Portugais

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 30 c. ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 18 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 rs. ; Italie, 250 L. ; Japon, 125 y. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 3,50 kr. ; Pays-Bas, 0,85 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 00 cts. ; Yougoslavie, 8 n. din. Tarif des abonnements page 26

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Retrouvailles franco-australiennes

La visite en France de M. Whitlam est assurément un événement. Le dernier voyage à Paris d'un premier ministre australien — il s'agissait de M. Menzies — remontait à quinze ans. Canberra, jusqu'à la victoire travailliste de décembre 1972, tournait en priorité les yeux vers Washington et Londres. Et la France ne s'intéressait guère à cet immense pays des antipodes, si ce n'est dans les sphères officielles, pour s'irriter des dénonciations, proférées là-bas, des explosions de Murooa. A vrai dire, elle n'a jamais prêtée une grande attention à l'ensemble du Pacifique sud, à l'exception — et encore ! — des territoires — ou ses territoires.

Aujourd'hui, le « différend nucléaire » est, en principe, terminé. « Parvenus désormais, dans la technologie nucléaire, à un degré où il nous devient possible de poursuivre nos programmes par des essais souterrains, nous avons pris nos dispositions pour nous engager dans cette voie dès l'an prochain », déclarait, le 23 septembre 1974, M. Sauvagnac. En principe, M. Whitlam n'aura plus de motif pour dénoncer la pollution atmosphérique dans le Pacifique.

Il n'existe donc plus de tensions entre Paris et Canberra. Officiellement du moins, car il serait vain de nier que M. Whitlam et ses amis voient l'avenir du Pacifique sud d'un autre œil que Paris. L'Australie, entendez-vous, n'est plus dans cette région, et qu'elle, comme la Nouvelle-Zélande, à exercer sur les petits archipels une influence dominante avec des moyens plus modernes que la domination coloniale, elle estime d'un autre côté l'actuel type de relations entre la France et ses territoires de l'Océanie.

L'heure, cependant, n'est pas aux récriminations. M. Whitlam a d'autres soucis que de vitupérer l'administration française à Nouméa et à Tahiti. Il entend mieux que dans le passé son pays à la puissance économique de l'Europe de l'Ouest, premier fournisseur de l'Australie et second de ses clients. La France a beaucoup investi dans ce pays, dont elle n'est pourtant que le quinzième partenaire commercial, lui vendant d'ailleurs presque trois fois moins qu'elle ne lui achète.

L'Australie dispose de richesses fabuleuses : bauxite, plomb, zinc, fer, nickel, charbon, pétrole, gaz naturel, uranium. Elle pourrait, tout en consolidant sa propre indépendance, renforcer celle de l'Europe dans le domaine des matières premières. La France pourrait, pour sa part, participer par un apport technique à la construction de l'usine d'enrichissement d'uranium, dont la financerait serait assuré par le Japon. Mais rien n'est encore acquis dans ce secteur, pas plus que dans celui de l'armement. Canberra n'ayant pas décidé quels avions remplaceraient ses Mirage. En revanche, l'Australie serait favorable au projet français de réunion d'une conférence trilatérale sur l'énergie.

Il serait vain d'attendre de grands résultats de la visite de M. Whitlam. Sa tournée européenne est avant tout exploratoire, mais elle est hautement symbolique. Le chef du gouvernement australien espère vivement que l'Europe occidentale finira par s'unir, et il a marqué à ce propos les Britanniques, dont les hésitations lui paraissent anachroniques. Sa quête d'une certaine indépendance par rapport aux États-Unis, qui n'est pas sans rappeler celle du Canada, peut contribuer à affaiblir la volonté hégémonique de Washington. Sans doute serait-il bon que, dans le dialogue de retrouvailles entre les dirigeants australiens et français, ce type de considération l'emporte sur des problèmes qui, face à ce pressant défi, paraissent à l'évidence mineurs, et sans rapport avec l'actualité la plus brûlante.

(Lire nos informations page 7.)

LA TENSION AU PROCHE-ORIENT ET L'ARME DU PÉTROLE

Les Arabes ne feront pas la distinction entre Américains et Européens en cas de conflit nous déclare M. Yasser Arafat

La première conférence quadripartite entre l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et l'O.L.P. a conclu ses travaux samedi soir 4 janvier, au Caire, sans qu'ait été réglé le différend qui oppose le royaume hachémite à la résistance palestinienne. Une nouvelle rencontre aura lieu à Damas en février prochain, l'objectif demeurant, pour les Égyptiens et les Syriens, une rencontre entre le roi Hussein et M. Yasser Arafat.

Dans une interview accordée à Beyrouth à notre envoyé spécial Eric Rouleau, le chef de l'O.L.P. déclare notamment que s'il se déclarait de son propre chef, dans l'éventualité d'un conflit, ses intérêts occidentaux, les Arabes ne feront pas de distinction entre Américains et Européens. « La catastrophe économique que nous suscitons, a-t-il dit, s'étendra par la force des choses à tous les pays occidentaux. »

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

Beyrouth. — Constamment en déplacement dans les diverses capitales arabes ou en tournée dans les bases de l'Égypte et les camps de réfugiés, M. Yasser Arafat, ne dormant jamais deux nuits consécutives au même endroit, M. Yasser Arafat, dont les mouvements sont entourés du plus grand secret pour des raisons de sécurité, passe pour être un homme insaisissable, même pour ses collaborateurs les plus proches. Le président de l'O.L.P. ne dispose pas d'un bureau qui lui soit propre. C'est au siège du département politique de la « centrale » de la résistance palestinienne qu'il nous reçoit, à l'issue d'une réunion qui s'était prolongée jusqu'au petit matin.

« L'Égypte » (le « vieux » en dialecte palestinien), comme le surnomment ses partisans, paraît néanmoins frais et dispos. Un bonnet de fourrure bien planté sur le crâne, il est vêtu d'un anorak imperméabilisé beige. Son visage, bien que mal rasé, comme à l'accoutumée, rayonne de fierté et de bonheur quand il évoque l'ancien chaherouk que lui a réservé en novembre dernier l'Assemblée des Nations unies.

« Je n'en reviens pas moi-même, nous dit-il. J'ai eu droit à trois, vous entendez, trois ovations interminables. Quel triomphe pour notre peuple, les longévités ignorées de Dieu et des hommes ! C'est le juste hommage que la communauté internationale rend enfin à la langue, la très longue lutte des Palestiniens pour conquérir leur droit à une identité nationale. »

« Votre allocution a été cependant très critiquée dans certains secteurs de l'opinion mondiale, notamment en Israël. »

Les traits de M. Arafat se durcissent. « Les propagandistes sionistes enrégimés par le succès éclatant que nous venons d'enregistrer ont débordé d'arrogance et de mépris en les présentant sous un tel jour. J'ai pourtant plaidé en faveur d'une coopération pacifique fraternelle et égalitaire entre les Arabes et les Juifs, tous les Juifs sans exception, sur la terre de Palestine. »

« La C.I.A. sera donc soumise à une commission d'enquête dirigée par le vice-président des États-Unis en personne. »

Il ne lui est pas reproché de s'être mêlé de choses qui ne le regardent pas. C'est le travail de toute agence de renseignements. Il lui est reproché de s'être intéressé à ce qui ne le regardait pas dans la vie des citoyens américains, alors que le F.B.I. est là pour ça. La C.I.A. est chargée de l'ennemi extérieur et le F.B.I. de l'ennemi intérieur ; si l'on mélange les attributions, c'est l'anarchie.

Ce qui est grave pour l'avenir de la C.I.A., c'est que l'occupation dispose d'arguments de poids : à part le coup d'État de septembre 1973 au Chili, la célèbre agence n'a pas fait grand-chose. La preuve, c'est qu'un régime démocratique s'est installé depuis en Grèce et au Portugal, et que la C.I.A. n'y est pour rien.

BERNARD CHAPUIS.

M. Boumediène met Washington en garde contre une intervention militaire

Les propos de M. Kissinger évoquant l'éventualité d'une intervention militaire américaine contre les pays producteurs de pétrole, au cas où ceux-ci tenteraient d'« étrangler le monde industrialisé », continuent de susciter des réactions. Le président Boumediène, dans une interview publiée dimanche 5 janvier par le journal mexicain « Excelsior », dénonce ce qui serait une « entreprise colonialiste » et affirme que « très peu de moyens » seraient nécessaires pour détruire toutes les installations pétrolières. « On note toutefois une déclaration du ministre koweïtien du pétrole selon laquelle « nous ne devons pas réduire notre production dans une limite qui risque de menacer les intérêts du monde. »

D'autre part, le président Ford aurait, selon le magazine « Time », donné son accord à un programme de conservation de l'énergie comprenant notamment l'établissement d'un droit de 1 à 3 dollars par baril sur les importations de pétrole et d'une taxe sur la consommation ainsi qu'éventuellement la libération des prix intérieurs du pétrole et du gaz naturel.

LA MACHINE INFERNALE

par MAURICE DUVERGER

Les propos de M. Kissinger concernant une éventuelle intervention armée au Proche-Orient ne font qu'exprimer une donnée de l'histoire. Aucune nation, aucun empire, aucune civilisation ne s'est jamais laissée étrangler quand il avait les moyens de résister. L'effondrement économique de l'Europe occidentale détruirait l'équilibre entre l'Est et l'Ouest, ce qui constituerait pour les États-Unis un péril majeur. Or cet effondrement deviendrait à peu près inévitable en cas d'un nouvel embargo sur le pétrole ou d'une hausse trop forte des prix. Si des mesures de ce genre étaient décidées et maintenues, elles entraîneraient, presque nécessairement, une action militaire de Washington.

Il n'est pas mauvais que ces choses soient exprimées clairement par le chef de la diplomatie américaine. Le réalisme brutal de M. Kissinger est probablement plus favorable à la paix que ne le furent, voici vingt-cinq ans, les déclarations de son prédécesseur Dean Acheson, suivant lesquelles le Corée ne laisserait pas partir du périmètre délimité des États-Unis, ce qui contribuait au déclenchement de la guerre de 1950.

« Tous les pays, y compris les pays européens, doivent se préparer totalement pour une guerre lancée par l'Ince ou l'autre des superpuissances. » Cet avertissement énergique a été lancé par le ministre chinois des affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua, lors d'un toast prononcé samedi 4 janvier à Pékin, à l'honneur du ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Max Van der Stoep, en visite officielle en Chine, M. Chiao Kuan-hua a affirmé que les États-Unis et l'U.R.S.S. avaient « de miel sur les lèvres, mais le crime dans le cœur » et étaient en train de « rivaliser avec une férocité accrue ». L'Europe étant « le point focal de leur rivalité ». Le ministre chinois avait déclaré auparavant aux journalistes néerlandais : « Nous espérons que l'Europe sera une et forte ; nous sur la base de l'indépendance et forte sur la base de l'austérité. » M. Van der Stoep a été reçu samedi dans un hôpital de Pékin, par M. Chou En-lai.

Ces propos confirment que l'hostilité Pékin-Moscou reste plus vive que jamais. Alain Jacob retrace ci-dessous l'évolution des relations entre les deux capitales communistes depuis 1969.

I. — La seconde rupture

par ALAIN JACOB

Les Soviétiques évoquent plus volontiers que les Chinois les raisons du message que ces derniers leur ont adressé le 6 novembre dernier pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Outre la version officielle — exposée par M. Brejnev le 26 novembre à Oulan-Bator et selon laquelle les offres de Pékin sont assorties de conditions préalables « absolument inacceptables », — deux thèses sont avancées, l'une et l'autre conjoncturelles, et discutables.

Selon la première, les Chinois auraient en vue la prochaine conférence mondiale des partis communistes et ouvriers que Moscou souhaite réunir. En adoptant des positions apparemment plus conciliantes envers l'U.R.S.S., ils s'efforceraient d'améliorer leur réputation au sein du mouvement communiste international et de prévenir ainsi une « excommuni-

cation ». L'exploitation est peu convaincante, si l'on se souvient du climat dans lequel se réunit en 1969 la dernière conférence des partis communistes, quelques mois après les affrontements de l'Oulan-Bator. Pékin ne paraissait guère s'alarmer à l'époque d'une éventuelle condamnation.

Seconde explication soviétique : les Chinois font de la diplomatie triangulaire ; chaque fois qu'il se passe quelque chose entre eux et les Américains, ils se retournent vers nous pour voir si nous sommes impressionnés, et cela ne nous incite pas à traiter avec eux. A quel nous répondons que nos positions restent inchangées ; nous sommes prêts à « normaliser », mais pas à n'importe quel prix. Mais s'il s'était passé quel que soit entre Chinois et Améri-

La manifestation de Draguignan

Des communistes et des socialistes déposeront en faveur des trois appelés jugés à Marseille

Après l'appel des cent et la manifestation de jeunes gens du contingent, le 10 septembre dernier à Draguignan, le débat sur la condition militaire est de nouveau porté devant l'opinion, à l'occasion du procès de trois jeunes appelés mardi 7 janvier à Marseille.

De nombreuses prises de position ont déjà été enregistrées à cet égard, et on remarquera que plusieurs des témoins qui déposeront à ce procès sont des membres importants, soit du parti communiste, soit du parti socialiste.

De notre envoyé spécial

Marseille. — « Je ne nie pas la gravité de ces agissements, mais il ne faut pas dramatiser. (...) L'armée a les moyens de se défendre et elle se défendra. (...) Ce sont des problèmes qu'il faut traiter avec beaucoup d'indulgence et de fermeté. » Ces propos tenus par M. Soufflet au lendemain de la manifestation de deux cents soldats dans les rues de Draguignan, le 10 septembre dernier, traduisaient assez l'embarras du ministre de la Défense.

Indulgence et fermeté ne sont guère compatibles. Pourtant, le dilemme est celui de l'autorité militaire depuis plusieurs mois, depuis que la contestation s'est développée dans les casernes à partir de l'appel des cent. Ce sera aussi le dilemme des juges du tribunal permanent des forces armées de Marseille devant lequel comparaitront, le mardi 7 janvier, MM. Robert Pelletier, vingt-quatre ans, Serge Ravet, vingt ans, et Alex Taurus, vingt et un ans, considérés comme les « meneurs » de la manifestation de Draguignan.

Ces trois soldats sont notamment inculpés d'« incitation à commettre des actes contraires au devoir et à la discipline générale » (article 71 du code de justice militaire) — comme de fut M. Jean Fournel, condamné le 13 novembre dernier à douze mois d'emprisonnement dont six avec sursis par le T.P.F.A. de Marseille. Mais, en réalité, au regard de l'autorité militaire, ils sont plus sûrement coupables d'avoir révéauté de façon spectaculaire et sur la place publique — que le mécontentement du contingent et le malaise qui règne aujourd'hui dans les casernes avaient atteint un point tel qu'il paraissait presque normal à quelque deux cents jeunes militaires de descendre dans la rue pour en faire état.

Le défilé, pendant plus de deux heures, de soldats en uniforme, le poing levé, l'intervention prudente d'un colonel contraint de « négocier » pour ramener ses troupes au quartier et le « Héraut » du 16 septembre, le fait d'un officier supérieur reconnaisance que la manifestation avait un « caractère bon enfant » et qu'elle ne reflétait pas forcément une attitude antimilitariste, c'était, en effet, un « événement important », selon l'appréciation du ministre de la Défense lui-même.

FRANÇOIS CORNU.

(Lire la suite page 10.)

L'impasse sino-soviétique

« Tous les pays, y compris les pays européens, doivent se préparer totalement pour une guerre lancée par l'Ince ou l'autre des superpuissances. » Cet avertissement énergique a été lancé par le ministre chinois des affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua, lors d'un toast prononcé samedi 4 janvier à Pékin, à l'honneur du ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Max Van der Stoep, en visite officielle en Chine, M. Chiao Kuan-hua a affirmé que les États-Unis et l'U.R.S.S. avaient « de miel sur les lèvres, mais le crime dans le cœur » et étaient en train de « rivaliser avec une férocité accrue ». L'Europe étant « le point focal de leur rivalité ». Le ministre chinois avait déclaré auparavant aux journalistes néerlandais : « Nous espérons que l'Europe sera une et forte ; nous sur la base de l'indépendance et forte sur la base de l'austérité. » M. Van der Stoep a été reçu samedi dans un hôpital de Pékin, par M. Chou En-lai.

Ces propos confirment que l'hostilité Pékin-Moscou reste plus vive que jamais. Alain Jacob retrace ci-dessous l'évolution des relations entre les deux capitales communistes depuis 1969.

« Tous les pays, y compris les pays européens, doivent se préparer totalement pour une guerre lancée par l'Ince ou l'autre des superpuissances. » Cet avertissement énergique a été lancé par le ministre chinois des affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua, lors d'un toast prononcé samedi 4 janvier à Pékin, à l'honneur du ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Max Van der Stoep, en visite officielle en Chine, M. Chiao Kuan-hua a affirmé que les États-Unis et l'U.R.S.S. avaient « de miel sur les lèvres, mais le crime dans le cœur » et étaient en train de « rivaliser avec une férocité accrue ». L'Europe étant « le point focal de leur rivalité ». Le ministre chinois avait déclaré auparavant aux journalistes néerlandais : « Nous espérons que l'Europe sera une et forte ; nous sur la base de l'indépendance et forte sur la base de l'austérité. » M. Van der Stoep a été reçu samedi dans un hôpital de Pékin, par M. Chou En-lai.

Ces propos confirment que l'hostilité Pékin-Moscou reste plus vive que jamais. Alain Jacob retrace ci-dessous l'évolution des relations entre les deux capitales communistes depuis 1969.

LA C.I.A. sera donc soumise à une commission d'enquête dirigée par le vice-président des États-Unis en personne.

Il ne lui est pas reproché de s'être mêlé de choses qui ne le regardent pas. C'est le travail de toute agence de renseignements. Il lui est reproché de s'être intéressé à ce qui ne le regardait pas dans la vie des citoyens américains, alors que le F.B.I. est là pour ça. La C.I.A. est chargée de l'ennemi extérieur et le F.B.I. de l'ennemi intérieur ; si l'on mélange les attributions, c'est l'anarchie.

Ce qui est grave pour l'avenir de la C.I.A., c'est que l'occupation dispose d'arguments de poids : à part le coup d'État de septembre 1973 au Chili, la célèbre agence n'a pas fait grand-chose. La preuve, c'est qu'un régime démocratique s'est installé depuis en Grèce et au Portugal, et que la C.I.A. n'y est pour rien.

BERNARD CHAPUIS.

« Je n'en reviens pas moi-même, nous dit-il. J'ai eu droit à trois, vous entendez, trois ovations interminables. Quel triomphe pour notre peuple, les longévités ignorées de Dieu et des hommes ! C'est le juste hommage que la communauté internationale rend enfin à la langue, la très longue lutte des Palestiniens pour conquérir leur droit à une identité nationale. »

« Votre allocution a été cependant très critiquée dans certains secteurs de l'opinion mondiale, notamment en Israël. »

Les traits de M. Arafat se durcissent. « Les propagandistes sionistes enrégimés par le succès éclatant que nous venons d'enregistrer ont débordé d'arrogance et de mépris en les présentant sous un tel jour. J'ai pourtant plaidé en faveur d'une coopération pacifique fraternelle et égalitaire entre les Arabes et les Juifs, tous les Juifs sans exception, sur la terre de Palestine. »

« La C.I.A. sera donc soumise à une commission d'enquête dirigée par le vice-président des États-Unis en personne. »

Il ne lui est pas reproché de s'être mêlé de choses qui ne le regardent pas. C'est le travail de toute agence de renseignements. Il lui est reproché de s'être intéressé à ce qui ne le regardait pas dans la vie des citoyens américains, alors que le F.B.I. est là pour ça. La C.I.A. est chargée de l'ennemi extérieur et le F.B.I. de l'ennemi intérieur ; si l'on mélange les attributions, c'est l'anarchie.

Ce qui est grave pour l'avenir de la C.I.A., c'est que l'occupation dispose d'arguments de poids : à part le coup d'État de septembre 1973 au Chili, la célèbre agence n'a pas fait grand-chose. La preuve, c'est qu'un régime démocratique s'est installé depuis en Grèce et au Portugal, et que la C.I.A. n'y est pour rien.

BERNARD CHAPUIS.

« Je n'en reviens pas moi-même, nous dit-il. J'ai eu droit à trois, vous entendez, trois ovations interminables. Quel triomphe pour notre peuple, les longévités ignorées de Dieu et des hommes ! C'est le juste hommage que la communauté internationale rend enfin à la langue, la très longue lutte des Palestiniens pour conquérir leur droit à une identité nationale. »

« Votre allocution a été cependant très critiquée dans certains secteurs de l'opinion mondiale, notamment en Israël. »

Les traits de M. Arafat se durcissent. « Les propagandistes sionistes enrégimés par le succès éclatant que nous venons d'enregistrer ont débordé d'arrogance et de mépris en les présentant sous un tel jour. J'ai pourtant plaidé en faveur d'une coopération pacifique fraternelle et égalitaire entre les Arabes et les Juifs, tous les Juifs sans exception, sur la terre de Palestine. »

« La C.I.A. sera donc soumise à une commission d'enquête dirigée par le vice-président des États-Unis en personne. »

Il ne lui est pas reproché de s'être mêlé de choses qui ne le regardent pas. C'est le travail de toute agence de renseignements. Il lui est reproché de s'être intéressé à ce qui ne le regardait pas dans la vie des citoyens américains, alors que le F.B.I. est là pour ça. La C.I.A. est chargée de l'ennemi extérieur et le F.B.I. de l'ennemi intérieur ; si l'on mélange les attributions, c'est l'anarchie.

Ce qui est grave pour l'avenir de la C.I.A., c'est que l'occupation dispose d'arguments de poids : à part le coup d'État de septembre 1973 au Chili, la célèbre agence n'a pas fait grand-chose. La preuve, c'est qu'un régime démocratique s'est installé depuis en Grèce et au Portugal, et que la C.I.A. n'y est pour rien.

BERNARD CHAPUIS.

« Je n'en reviens pas moi-même, nous dit-il. J'ai eu droit à trois, vous entendez, trois ovations interminables. Quel triomphe pour notre peuple, les longévités ignorées de Dieu et des hommes ! C'est le juste hommage que la communauté internationale rend enfin à la langue, la très longue lutte des Palestiniens pour conquérir leur droit à une identité nationale. »

« Votre allocution a été cependant très critiquée dans certains secteurs de l'opinion mondiale, notamment en Israël. »

Les traits de M. Arafat se durcissent. « Les propagandistes sionistes enrégimés par le succès éclatant que nous venons d'enregistrer ont débordé d'arrogance et de mépris en les présentant sous un tel jour. J'ai pourtant plaidé en faveur d'une coopération pacifique fraternelle et égalitaire entre les Arabes et les Juifs, tous les Juifs sans exception, sur la terre de Palestine. »

« La C.I.A. sera donc soumise à une commission d'enquête dirigée par le vice-président des États-Unis en personne. »

Il ne lui est pas reproché de s'être mêlé de choses qui ne le regardent pas. C'est le travail de toute agence de renseignements. Il lui est reproché de s'être intéressé à ce qui ne le regardait pas dans la vie des citoyens américains, alors que le F.B.I. est là pour ça. La C.I.A. est chargée de l'ennemi extérieur et le F.B.I. de l'ennemi intérieur ; si l'on mélange les attributions, c'est l'anarchie.

Ce qui est grave pour l'avenir de la C.I.A., c'est que l'occupation dispose d'arguments de poids : à part le coup d'État de septembre 1973 au Chili, la célèbre agence n'a pas fait grand-chose. La preuve, c'est qu'un régime démocratique s'est installé depuis en Grèce et au Portugal, et que la C.I.A. n'y est pour rien.

BERNARD CHAPUIS.

« Je n'en reviens pas moi-même, nous dit-il. J'ai eu droit à trois, vous entendez, trois ovations interminables. Quel triomphe pour notre peuple, les longévités ignorées de Dieu et des hommes ! C'est le juste hommage que la communauté internationale rend enfin à la langue, la très longue lutte des Palestiniens pour conquérir leur droit à une identité nationale. »

« Votre allocution a été cependant très critiquée dans certains secteurs de l'opinion mondiale, notamment en Israël. »

Les traits de M. Arafat se durcissent. « Les propagandistes sionistes enrégimés par le succès éclatant que nous venons d'enregistrer ont débordé d'arrogance et de mépris en les présentant sous un tel jour. J'ai pourtant plaidé en faveur d'une coopération pacifique fraternelle et égalitaire entre les Arabes et les Juifs, tous les Juifs sans exception, sur la terre de Palestine. »

« La C.I.A. sera donc soumise à une commission d'enquête dirigée par le vice-président des États-Unis en personne. »

Il ne lui est pas reproché de s'être mêlé de choses qui ne le regardent pas. C'est le travail de toute agence de renseignements. Il lui est reproché de s'être intéressé à ce qui ne le regardait pas dans la vie des citoyens américains, alors que le F.B.I. est là pour ça. La C.I.A. est chargée de l'ennemi extérieur et le F.B.I. de l'ennemi intérieur ; si l'on mélange les attributions, c'est l'anarchie.

Ce qui est grave pour l'avenir de la C.I.A., c'est que l'occupation dispose d'arguments de poids : à part le coup d'État de septembre 1973 au Chili, la célèbre agence n'a pas fait grand-chose. La preuve, c'est qu'un régime démocratique s'est installé depuis en Grèce et au Portugal, et que la C.I.A. n'y est pour rien.

BERNARD CHAPUIS.

« Je n'en reviens pas moi-même, nous dit-il. J'ai eu droit à trois, vous entendez, trois ovations interminables. Quel triomphe pour notre peuple, les longévités ignorées de Dieu et des hommes ! C'est le juste hommage que la communauté internationale rend enfin à la langue, la très longue lutte des Palestiniens pour conquérir leur droit à une identité nationale. »

« Votre allocution a été cependant très critiquée dans certains secteurs de l'opinion mondiale, notamment en Israël. »

Les traits de M. Arafat se durcissent. « Les propagandistes sionistes enrégimés par le succès éclatant que nous venons d'enregistrer ont débordé d'arrogance et de mépris en les présentant sous un tel jour. J'ai pourtant plaidé en faveur d'une coopération pacifique fraternelle et égalitaire entre les Arabes et les Juifs, tous les Juifs sans exception, sur la terre de Palestine. »

« La C.I.A. sera donc soumise à une commission d'enquête dirigée par le vice-président des États-Unis en personne. »

Il ne lui est pas reproché de s'être mêlé de choses qui ne le regardent pas. C'est le travail de toute agence de renseignements. Il lui est reproché de s'être intéressé à ce qui ne le regardait pas dans la vie des citoyens américains, alors que le F.B.I. est là pour ça. La C.I.A. est chargée de l'ennemi extérieur et le F.B.I. de l'ennemi intérieur ; si l'on mélange les attributions, c'est l'anarchie.

Ce qui est grave pour l'avenir de la C.I.A., c'est que l'occupation dispose d'arguments de poids : à part le coup d'État de septembre 1973 au Chili, la célèbre agence n'a pas fait grand-chose. La preuve, c'est qu'un régime démocratique s'est installé depuis en Grèce et au Portugal, et que la C.I.A. n'y est pour rien.

BERNARD CHAPUIS.

« Je n'en reviens pas moi-même, nous dit-il. J'ai eu droit à trois, vous entendez, trois ovations interminables. Quel triomphe pour notre peuple, les longévités ignorées de Dieu et des hommes ! C'est le juste hommage que la communauté internationale rend enfin à la langue, la très longue lutte des Palestiniens pour conquérir leur droit à une identité nationale. »

« Votre allocution a été cependant très critiquée dans certains secteurs de l'opinion mondiale, notamment en Israël. »

Les traits de M. Arafat se durcissent. « Les propagandistes sionistes enrégimés par le succès éclatant que nous venons d'enregistrer ont débordé d'arrogance et de mépris en les présentant sous un tel jour. J'ai pourtant plaidé en faveur d'une coopération pacifique fraternelle et égalitaire entre les Arabes et les Juifs, tous les Juifs sans exception, sur la terre de Palestine. »

« La C.I.A. sera donc soumise à une commission d'enquête dirigée par le vice-président des États-Unis en personne. »

Il ne lui est pas reproché de s'être mêlé de choses qui ne le regardent pas. C'est le travail de toute agence de renseignements. Il lui est reproché de s'être intéressé à ce qui ne le regardait pas dans la vie des citoyens américains, alors que le F.B.I. est là pour ça. La C.I.A. est chargée de l'ennemi extérieur et le F.B.I. de l'ennemi intérieur ; si l'on mélange les attributions, c'est l'anarchie.

Ce qui est grave pour l'avenir de la C.I.A., c'est que l'occupation dispose d'arguments de poids : à part le coup d'État de septembre 1973 au Chili, la célèbre agence n'a pas fait grand-chose. La preuve, c'est qu'un régime démocratique s'est installé depuis en Grèce et au Portugal, et que la C.I.A. n'y est pour rien.

BERNARD CHAPUIS.

« Je n'en reviens pas moi-même, nous dit-il. J'ai eu droit à trois, vous entendez, trois ovations interminables. Quel triomphe pour notre peuple, les longévités ignorées de Dieu et des hommes ! C'est le juste hommage que la communauté internationale rend enfin à la langue, la très longue lutte des Palestiniens pour conquérir leur droit à une identité nationale. »

« Votre allocution a été cependant très critiquée dans certains secteurs de l'opinion mondiale, notamment en Israël. »

Les traits de M. Arafat se durcissent. « Les propagandistes sionistes enrégimés par le succès éclatant que nous venons d'enregistrer ont débordé d'arrogance et de mépris en les présentant sous un tel jour. J'ai pourtant plaidé en faveur d'une coopération pacifique fraternelle et égalitaire entre les Arabes et les Juifs, tous les Juifs sans exception, sur la terre de Palestine. »

« La C.I.A. sera donc soumise à une commission d'enquête dirigée par le vice-président des États-Unis en personne. »

Il ne lui est pas reproché de s'être mêlé de choses qui ne le regardent pas. C'est le travail de toute agence de renseignements. Il lui est reproché de s'être intéressé à ce qui ne le regardait pas dans la vie des citoyens américains, alors que le F.B.I. est là pour ça. La C.I.A. est chargée de l'ennemi extérieur et le F.B.I. de l'ennemi intérieur ; si l'on mélange les attributions, c'est l'anarchie.

Ce qui est grave pour l'avenir de la C.I.A., c'est que l'occupation dispose d'arguments de poids : à part le coup d'État de septembre 1973 au Chili, la célèbre agence n'a pas fait grand-chose. La preuve, c'est qu'un régime démocratique s'est installé depuis en Grèce et au Portugal, et que la C.I.A. n'y est pour rien.

BERNARD CHAPUIS.

« Je n'en reviens pas moi-même, nous dit-il. J'ai eu droit à trois, vous entendez, trois ovations interminables. Quel triomphe pour notre peuple, les longévités ignorées de Dieu et des hommes ! C'est le juste hommage que la communauté internationale rend enfin à la langue, la très longue lutte des Palestiniens pour conquérir leur droit à une identité nationale. »

« Votre allocution a été cependant très critiquée dans certains secteurs de l'opinion mondiale, notamment en Israël. »

Les traits de M. Arafat se durcissent. « Les propagandistes sionistes enrégimés par le succès éclatant que nous venons d'enregistrer ont débordé d'arrogance et de mépris en les

صداي الاصل

PROCHE-ORIENT

DE L'ÉNERGIE

LA MACHINE INFERNALE

(Suite de la première page.)
 La clarté est préférable aux ambiguïtés dans ce domaine. Définir à l'avance les « casus belli » aurait empêché bien des conflits armés et d'erreurs d'appréciation. Connaître les limites à ne pas franchir dans les rapports avec autrui, c'est une condition indispensable au développement des relations pacifiques, entre les nations comme entre les individus.

À moins qu'une des nations ou qu'un des individus concernés estime que ces relations pacifiques lui sont nuisibles, et qu'un affrontement violent serait plus favorable à ses intérêts. Alors le raisonnement piédestal se retourne: connaître les limites au-delà desquelles l' affrontement devient inévitable permet, en effet, de mieux le provoquer. Le pire danger pour le paix mondiale, en ce début de l'an 1975, c'est qu'une situation de ce genre est en train de se développer entre la Méditerranée et le golfe Persique. L'avertissement de M. Kissinger diminue les risques de guerre dans la mesure où il s'adresse aux États producteurs de pétrole, lesquels n'ont certainement pas intérêt à un conflit militaire avec Washington et en sont profondément conscients. Il les encourage dans la mesure où l'État d'Israël pourrait y trouver un encouragement à essayer de forcer les Américains à le soutenir contre les Arabes.

Les peuples nationaux aussi ont des intérêts vitaux qu'ils défendent avec la même énergie et le même violence que les grandes quand elles le paient: c'est une autre donnée de l'histoire. En l'oubliant, on installe au Proche-Orient une terrible machine infernale. L'État d'Israël n'est pas réellement menacé dans son existence, parce que les Américains ne toléreront jamais qu'il disparaisse. Ses gouvernements le savent, mais ils ne peuvent ignorer que la population israélienne se croit menacée, après les dernières sessions de l'ONU et de l'UNESCO, qu'elle craint d'être sacrifiée par les Occidentaux à leurs besoins pétroliers, que l'isolement diplomatique lui paraît une première étape vers un abandon quasi total.

Egypte

UN SPÉCIALISTE DES FUSÉES EST NOMMÉ CHEF D'ÉTAT-MAJOR

(De notre correspondant.)
 Le Caire. — Le président Sadate, en sa qualité de chef militaire suprême, a nommé le général Mohamed Ali Fahmy, chef d'état-major des forces armées égyptiennes en remplacement du général Abdel Ghani Ghamasi, lequel occupe maintenant le poste de ministre de la guerre depuis la récente disparition du marchand Ahmed Ismail Ali.

Le nouveau chef d'état-major passe pour un spécialiste des fusées. On se souvient, à cet égard, que le régime a plusieurs fois déclaré que l'Égypte détenait des engins perfectionnés susceptibles d'atteindre les villes israéliennes à partir du territoire égyptien. Le général Fahmy, âgé de cinquante-quatre ans, est sorti de l'académie militaire du Caire en 1959, puis de l'école de commandement de l'armée de l'air en 1962, l'année du renversement du roi Farouk par les « officiers libres ». D'abord chargé d'incliquer aux officiers les principes de la défense anti-aérienne et de l'artillerie, il est, en 1965, au moment de l'expédition franco-britannique, l'un des principaux responsables des opérations dans la zone du canal de Suez. En 1969, il préside la commission d'entraînement au maintien des missiles.

En 1964 et 1965, il effectue un stage à l'académie militaire de Kallina, en Union soviétique, où il étudie plus particulièrement l'utilisation des roquettes, de l'artillerie électronique et des radars. A son retour en Égypte, il commande la division aérienne chargée de la protection du Caire. On le retrouve ensuite commandant des forces aériennes (1969), puis vice-ministre de la guerre (1972).

Le général Fahmy, d'allure avenante et dynamique, est également connu en Égypte pour son abondante production d'écrits. Il a publié des ouvrages sur la première guerre de Palestine (1948), le problème allemand, le nationalisme africain et la défense aérienne.

En même temps, le Raïs a nommé le général de division (Iswa) Hilmi Afifi Morsi au poste de commandant des forces aériennes. Né en 1922, le général Morsi est sorti de l'académie militaire du Caire en 1942. Il commandait l'une des divisions aériennes lors de la guerre d'octobre. Il a, lui aussi, effectué un séjour d'étude en Union soviétique.

L.P. P.-H.

LES ARRESTATIONS SE MULTIPLIENT À LA SUITE DES MANIFESTATIONS

Le régime égyptien a arrêté plusieurs centaines de personnes lors de manifestations organisées par des étudiants et des intellectuels. Les arrestations ont eu lieu dans plusieurs villes du pays, notamment au Caire, où des milliers de personnes ont été placées en détention préventive. Les autorités ont justifié ces mesures par le maintien de l'ordre public et la lutte contre le terrorisme.

AMÉRIQUES

États-Unis

PRÉSIDIÉE PAR M. ROCKEFELLER

Une commission va enquêter sur les activités « intérieures » de la C.I.A.

Dans la bonne tradition de l'Amérique de papa, le président Ford a décidé, samedi 4 janvier, de confier à une commission spéciale, composée de « personnalités insoupçonnables », le soin d'examiner la validité des charges dirigées contre les activités illégales de la Central Intelligence Agency (C.I.A.). La présidence est revenue au vice-président Nelson Rockefeller. Celui-ci s'est entouré de M. Ronald Reagan, gouverneur de Californie jusqu'en novembre dernier du banquier Douglas Dillon, ambassadeur à Paris de 1953 à 1957, de M. John Conroy, ministre du commerce de 1965 à 1967, de M. Erwin Griswold, ancien professeur à l'École de droit de Harvard et procureur général du gouvernement fédéral de 1957 à 1972, de M. Joseph Lane Kirkland, trésorier de la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. depuis 1968, du général en retraite Lyman Lemnitzer, qui fut commandant des forces de l'OTAN de 1963 à 1969, et de M. Edgar

Shannon, qui fut pendant quinze ans président de l'université d'Etat de Virginie.

Ces notabilités ont jusqu'au 4 mars pour faire leur enquête — toutes l'assistance des services fédéraux leur est assurée à cet effet — et remettre un rapport au président Ford. Un mois plus tard, la commission sera dissoute et son « état » devra se disperser. Dans l'intervalle, il est possible que le Congrès procède à ses propres investigations, encore que pour l'instant il ne montre qu'une faible aide à la concurrence à des travaux qui vont être menés tambour battant pour respecter les délais qui sont impartis.

Le Capitole est toujours lent à entrer en campagne. Ce plus, il ne s'est jamais intéressé de près aux problèmes posés par la C.I.A., qu'il s'agisse des interventions extérieures ou des entreprises intérieures, comme celles qui furent découvertes en 1967 (lancement et pénétration de l'Association nationale des étudiants, soutien à des centres d'études et à des ateliers spécialisés dans les affaires soviétiques et autres subventions plus discutables encore). La C.I.A. lui rend bien cette indifférence. Les rares apparitions publiques de ses directeurs devant les commissions parlementaires ont été marquées d'un laconisme aussi déterré qu'inébranlable. Il n'y aurait

pas à en attendre davantage en période de crise.

Peut-on déjà parler d'une crise? Ou est-ce que les articles du *New York Times* ont « dévoilé » qui puisse faire tout à coup scandale? Que la C.I.A. avait à l'œil des citoyens américains et n'hésitait pas à opérer sur la territoire national, ce qui lui interdisent ses statuts de 1947? L'abus de pouvoir est-il aussi flagrant qu'on le dit? Il est significatif qu'un journal qui ne le cède en rien en « libéralisme » au grand quotidien de New-York, le *Washington Post*, consacre un long éditorial aux reproches adressés à la C.I.A. pour les ramener à ce qu'il estime être leurs véritables proportions. L'agence aurait-elle jeté dans les dix mille Américains? Mais, dans les quelques cas connus, un seul n'aurait pu être de « connexion étrangère » relevant des obligations normales d'un « intelligence service », autrement dit, n'aurait pas été plus ou moins compromis par une puissance étrangère.

Quant aux statuts de l'agence, ils prévoient également que la C.I.A. remplisse toute fonction relevant de la sûreté nationale que pourra exécuter — que dans un système aussi compliqué le Conseil national de sécurité — cet organisme de la Maison Blanche que M. Kissinger tient lementement sous sa coupe

depuis 1969. Or, M. Kissinger — un familier de M. Nelson Rockefeller depuis plus de vingt ans — assistait à l'entretien au cours duquel le président Ford demanda à son vice-président de prendre la direction de la commission ruban bleu — sur la C.I.A.

En conclusion que tout se passera « en famille », qu'une nouvelle « alliance » s'éprouve à être étouffée selon les règles classiques de la bienséance américaine, serait sans doute commettre un jugement téméraire. On sait désormais à Washington — on aurait dû le savoir depuis longtemps — que dans un système aussi « poreux » que celui des États-Unis, il est vain de croire que des actes véritablement inlatants perpétrés en leur lieu puissent rester indéfiniment cachés. Le président Ford n'a aucun intérêt à tomber dans le piège d'un nouveau Watergate. Et si, comme le *Washington Post* la laisse entendre, la C.I.A. n'a l'air de plus s'aventurer dans la « zone grise » de ses compétences, elle s'exposera à un contrôle moins négligent, non à un procès de ses méthodes. — A.C.

Selon le « Washington Post »

MOSCOU SOUHAITERAIT RÉVISER L'ACCORD DE COMMERCE SOVIÉTO-AMÉRICAIN DE 1972

Washington (A.P.). — L'U.R.S.S. estimait que les États-Unis n'ont pas tenu leurs engagements, souhaiterait la révision de l'accord commercial signé avec Washington en 1972, écrit le *Washington Post*, le 6 janvier.

L'ambassadeur d'U.R.S.S. aux États-Unis, M. Dobrynin, aurait informé M. Kissinger, le 18 décembre dernier, que si les restrictions attachées par le Congrès au « Trade Bill » et notamment celles concernant l'émigration des juifs soviétiques étaient appliquées, Moscou demanderait que révision soit point de l'accord commercial signé entre les deux pays en 1972, tout en le qualifiant qu'il n'est pas source soviétique autorisée.

Moscou considère, d'autre part, que les limitations de crédits imposées par le Congrès sont aussi inacceptables que la clause concernant l'émigration, ajoute le *Washington Post*. En effet, alors que l'U.R.S.S. a bénéficié de 469 millions de dollars de crédits de la banque gouvernementale export-import depuis 1972, le Congrès a limité à 300 millions de dollars au total les prêts que Moscou pourra recevoir au cours des quatre prochaines années.

Du côté américain, on dément que l'U.R.S.S. ait menacé de considérer comme « nul et non avéré » l'accord commercial de 1972. Moscou a seulement fait valoir, admet-on, que les conditions dans lesquelles le « Trade Bill » a été adopté par le Congrès ont été un certain nombre de problèmes qui doivent être discutés avec Washington.

Uruguay

L'ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI COMMUNISTE EST LIBÉRÉ ET IMPULSÉ

Montevideo (A.P.). — M. Rodney Arismendi, ancien secrétaire général du parti communiste uruguayen, qui était détenu depuis le 1er mai 1974, a été libéré et expulsé du pays. Il est resté en contact avec sa famille. M. Arismendi a quitté l'Uruguay samedi 4 janvier par avion pour l'Europe, ajoute-t-on de même source. Aucune information officielle n'a été publiée sur la libération et l'expulsion du leader du P.C.

M. Arismendi était secrétaire général du parti communiste lorsque le gouvernement uruguayen a interdit, le 30 novembre 1973, son parti, ainsi que le parti socialiste et quatre mouvements de tendance marxiste. Depuis cette date, le P.C. a continué son activité dans la clandestinité. Le 9 mai 1974, M. Arismendi était arrêté dans la maison d'un de ses amis. Il était remplacé à la tête du parti par M. Jaime Perez. Celui-ci a été arrêté à son tour en octobre dernier et se trouve toujours détenu. M. Rodney Arismendi, qui est âgé de cinquante-huit ans, est accompagné dans son exil de sa femme. Il laisse en Uruguay ses deux filles, ajoutée-t-on de source proche de sa famille.

● ERRATUM. — Une inversion de ligne a rendu incompréhensible un passage de l'article Le Venezuela entreprend une offensive diplomatique à l'échelle du continent (le Monde du 5-6 janvier). Il fallait lire: « (...) Le chef de l'état s'est rendu à Lima à l'occasion des fêtes marquant le cent cinquantième anniversaire de la bataille d'Ayacucho, qui avait consacré l'indépendance des anciennes colonies sud-américaines de l'Espagne. »

Dans un ouvrage publié à Londres

UN ANCIEN AGENT DE LA C.I.A. ACCUSE TROIS PRÉSIDENTS MEXICAINS D'AVOIR COLLABORÉ AVEC L'AGENCE AMÉRICAINE DE RENSEIGNEMENTS.

Londres (A.P.P. D.P.). — Dans un livre publié le 2 janvier à Londres et intitulé: *Inside the Company: C.I.A. diary* que l'on peut traduire: « La C.I.A. au jour le jour », un ancien agent de cette organisation, M. Philip Agee, accuse plusieurs personnalités latino-américaines d'être ou d'avoir été des collaborateurs de la C.I.A. Il accuse, en particulier, l'actuel président de la République mexicaine, M. Luis Echeverría, d'avoir, avant d' accéder à la magistrature suprême, travaillé en étroite collaboration avec le chef du bureau de la C.I.A. à Mexico, M. Winston Scott. Selon M. Agee, les deux précédents présidents mexicains, MM. Adolfo Lopez Mateos et Gustavo Díaz Ordaz, entretenaient également des relations suivies avec M. Scott.

Selon M. Agee, qui a travaillé au bureau de la C.I.A. à Mexico en 1967 et 1968, le président Díaz Ordaz et M. Echeverría, alors ministre de l'Intérieur, étaient responsables de la liaison entre la C.I.A. et les services de sécurité et de renseignements mexicains. Cette coopération a, notamment, eu pour objet, selon M. Agee, d'établir un nouveau réseau de communications secret entre le bureau présidentiel et les grandes villes du pays.

La liste des « employés, agents et collaborateurs de la C.I.A. et des organisations contrôlées et financées et influencées par la C.I.A. » occupe, à elle seule, 26 pages de l'ouvrage, sur un total de 640 pages.

Si le Mexique est le principal terrain d'action des dénonciations de M. Agee, d'autres pays ne sont pas épargnés. Il est commun, assure ainsi l'auteur, qu'en Équateur tout le gouvernement comporte plusieurs ministres « employés » par l'organisation. Dans ce même pays, trois membres sur huit du bureau politique du parti communiste seraient des agents de la centrale américaine. Les révélations de M. Agee, qui vit actuellement en Cornouailles, ne sont pas toutes très actualisées: l'auteur a quitté le service en 1968. Mais son objectif avoué est, moins d'informer que de dénoncer.

INDOCHINE

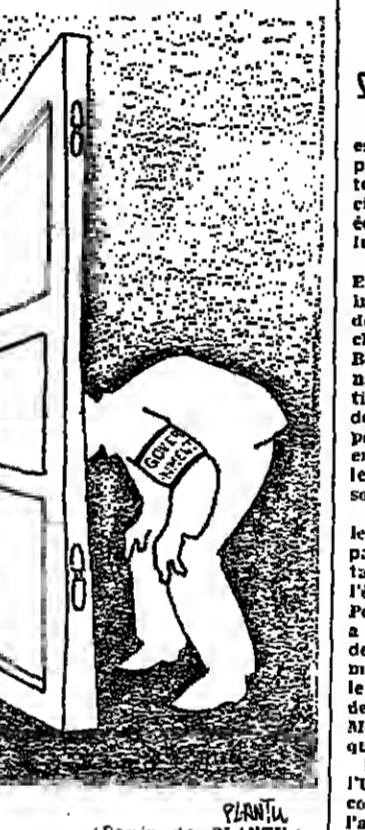
Une importante délégation du G.R.P. sud-vietnamien vient d'être reçue au Cambodge par le GRUNC

Alors que les combats font rage au Vietnam du Sud et au Cambodge, un contingent vient d'annoncer la visite, du 25 au 29 décembre 1974, d'une importante délégation du G.R.P. dans les régions tenues par le GRUNC.

C'est sans doute pas un hasard si les deux mouvements révolutionnaires ont tenu à réaffirmer leur « amitié militante » au moment où, des deux côtés de la frontière, ont lieu de durs engagements. La délégation sud-vietnamienne était conduite par M. Huynh Tan Phat, président du conseil du G.R.P. et secrétaire général du F.N.L.; M. Tran Man Trung, ministre de la défense du G.R.P. et Mme Binh, ministre des affaires étrangères. Elle a notamment rencontré MM. Khieu Samphan, vice-premier ministre et ministre de la défense du GRUNC; Hon Yuon, ministre de l'Intérieur; Nu Nim, ministre de l'information; le prince Phourisara, ministre de la justice, et M. Chey Chum, président du comité du Front national uni de Phnom-Penh, et ministre du GRUNC.

Un journal de Phnom-Penh ayant fait allusion, dimanche 5 janvier, à d'éventuelles négociations au Cambodge, le prince Bihanouk a aussitôt répété que le GRUNC et les forces armées de libération « n'accepteront absolument jamais de négocier avec la clique des traîtres »; selon lui, il s'agit activement d'offensives de la plus violente, la plus puissante et la plus victorieuse jamais lancée autour de Phnom-Penh.

Quarante-trois roquettes ont été tirées dans la nuit de dimanche à lundi aux alentours de Tchéoung de Pochentong, qui dessert la capitale. Plusieurs de ces engins étaient tombés dimanche sur la ville. L'aviation républicaine interrompt sans cesse contre des unités révolutionnaires, dont les



(Dessin de PLANTU.)

COLLECTION DOCUMENTS

Le conflit israélo-arabe
 par Irène ERRERA-HOECHSTETTER

Une synthèse brève et précise étayée par 50 documents essentiels à la compréhension du conflit

La croissance zéro
 par Raymond REICHENBACH et Sylvain URFER

pour comprendre la crise, 35 textes de Marx, Malthus, Malthus, Giscard, Marcuse, E. Maire, etc.

PUF

AFRIQUE

AVANT DE RENCONTRER LES PORTUGAIS LE 10 JANVIER

Les nationalistes angolais se sont mis d'accord pour négocier ensemble la formation d'un gouvernement de transition

Les trois mouvements de libération de l'Angola, réunis à Mombasa, au Kenya, ont annoncé, dimanche 5 janvier, qu'ils s'étaient mis d'accord pour négocier ensemble la constitution d'un gouvernement de transition qui permettrait de conduire la lutte à l'indépendance. Les dirigeants nationalistes rencontreront le 10 janvier, les autorités portugaises afin d'entamer les pourparlers à ce sujet. Les autorités de Lisbonne ont exprimé,

dimanche soir, leur satisfaction devant les « réalisations positives », du « sommet de Mombasa », qui, selon la commission de décolonisation, constitue une « étape décisive ». Le président Francisco Costa Gomes a envoyé un message au président kenyan Jomo Kenyatta pour le remercier de sa « contribution capitale » à la réconciliation des trois mouvements angolais.

De notre envoyé spécial

Des notes de terre kenyanaise, ou presque. Le communiqué final de la conférence — fait état d'une « plateforme commune » dans laquelle sont consignées « les questions relatives à la formation d'un gouvernement de transition, à la situation des forces armées en Angola ainsi qu'à la création et à l'installation des futures institutions de ce pays ». Appuyant sur la situation des forces armées en Angola ainsi qu'à la création et à l'installation des futures institutions de ce pays. Appuyant sur la situation des forces armées en Angola ainsi qu'à la création et à l'installation des futures institutions de ce pays. Appuyant sur la situation des forces armées en Angola ainsi qu'à la création et à l'installation des futures institutions de ce pays.

et qui comprendrait les trois chefs des mouvements de libération, serait chargé de gérer la colonie avec la collaboration de deux ministres (trois Portugais et trois membres de chacun des mouvements nationalistes). Tandis que les ministres assureraient l'expédition des affaires courantes, la commission militaire s'attaquerait au problème plus épineux de l'intégration des forces armées, et à l'organisation d'élections générales qui, le jour venu, consacrerait la décolonisation du pays. Une telle structure provisoire serait chargée de régler, du moins d'éclaircir, des questions de préséance ainsi abandonnées à un événement, comme la politique.

Ethiopie

LE GOUVERNEMENT SOUHAITE RÉGLER PAR LA NÉGOCIATION LE PROBLÈME ÉRYTHREÏEN

Addis-Abeba (A.F.P., A.F.P., Reuters). — Pour la seconde fois, une délégation du gouvernement éthiopien s'est rendue en Érythrée pour tenter de régler le problème érythréen. Elle est conduite par le ministre de l'Information, le général Michael Imru. Elle est arrivée à Asmara, samedi 4 janvier, à Asmara, lorsque deux attentats à la grenade se sont produits. Les explosifs, lancés derrière l'hôtel de ville, n'ont pas fait de victimes. A Addis-Abeba, les autorités ont reconnu dimanche qu'elles avaient officiellement demandé à un comité des Trucis, qui représente les notables érythréens de prendre contact avec les mouvements de libération afin de parvenir à une négociation qui permette de régler le sort de la province. Faisant allusion aux conversations qui se déroulent à Asmara, la radio, dans un communiqué, utilisé à plusieurs reprises le terme « cessez-le-feu » et a parlé des rebelles, alors qu'ils étaient jusqu'à présent qualifiés de « bandits ». Ce texte insiste sur la volonté du conseil militaire provisoire d'instaurer une solution négociée du problème. Il précise que l'armée a d'ores et déjà donné suite à l'une des recommandations faites par les représentants des communautés érythréennes. C'est ainsi que l'ordre a été donné à tous les responsables militaires en Érythrée de « réduire au minimum » les mesures de sécurité pour ne pas compromettre la recherche et l'aboutissement d'un règlement pacifique.

On a appris enfin, dimanche, dans la capitale, que le commandant de la III^e armée éthiopienne, le général Tihlham Bishan, avait été nommé ministre. Cet officier semble être la dernière victime en date d'une série de mises à la retraite qui auraient touché quelque trois cents cadres des trois armées depuis la destitution de l'empereur en septembre dernier. La troisième division est basée dans l'ogaden, vaste région semi-désertique revendiquée par la Somalie. En octobre dernier, la conseil militaire provisoire avait porté le général Tihlham Bishan au poste de commandant en chef des forces armées. Mais cette nomination avait été annulée deux jours après avoir été rendue publique.

LE PREMIER MINISTRE, M. JOHN VORSTER, s'est entretenu samedi matin 4 janvier à Port Elizabeth avec M. James Callaghan, secrétaire au Foreign Office, qui effectuait actuellement un tour de deux jours en Afrique. Les deux hommes ont échangé leurs points de vue sur la situation en Afrique australe. M. Callaghan a ensuite gagné le Malawi, où il a rencontré le président Kamuzu Banda. Puis il a repris l'avion pour se rendre en Tanzanie.

Canada

LE PREMIER MINISTRE, M. TRUDEAU, VISITERA QUATRE PAYS EUROPÉENS EN MARS PROCHAIN

Le premier ministre, M. Pierre Trudeau, visitera quatre pays européens en mars prochain. Son voyage durera onze jours. Il ira successivement à Bonn les 3 et 4 mars, à Rome les 5, 6 et 7 mars, à Paris les 8, 9 et 10 mars, et à Londres les 11 et 12 mars. Le premier ministre était venu en octobre dernier à Paris et à Bruxelles. (A.F.P., A.F.P., Reuters, U.P.I.)

Chili

M. PATRICIO ALVAREZ, PRÉSIDENT DU PARTI DÉMOCRATE-CHRÉTIEN, A ACCUSÉ DIMANCHE 5 JANVIER LA COMMISSION DE NE RIEN FAIRE POUR PRÉVENIR LE « GRAVE DANGER DE DESTRUCTION DES DROITS DES CITOYENS DU CHILI ».

(A.F.P.)

Grèce

L'AMIRAL PETROS APAPANTIS, COMMANDANT EN CHEF DES FORCES NAVALES GRECQUES, A PRÉ-

senté sa démission « pour des raisons personnelles », à son oncle, samedi 4 janvier, un porte-parole du gouvernement d'Athènes. L'amiral Apapantis avait été nommé à ce poste par le président Georges Papandréou, à la fin du mois de décembre 1974, après la découverte d'un complot de la marine. (A.F.P.)

Inde

SEPT SPECTACLES — DONT CINQ CHEMISÉS — ONT ÉTÉ ARRÊTÉS APRÈS L'ATTENTAT DU JEUDI 2 JANVIER, A CÔTÉ DE LA VIE DU MINISTRE DES CHEMISÉS, M. L. N. MISHRA. EN MARS 1974, LE MINISTRE AVAIT RÉVOQUÉ UN GRAND NOMBRE DE CHEMISÉS PENDANT UN MOUVEMENT DE GRÈVE NATIONALE. — (U.P.I.)

Italie

LE GÉNÉRAL VITO MICELLI, ANCIEN CHEF DES SERVICES SECRETS ITALIENS (S.I.S.I.), ARRÊTÉ APRÈS L'ATTENTAT CONTRE LE GÉNÉRAL GIULIO ANDREOTTI, A ÉTÉ TRANSPORTÉ À PADOUA, OÙ IL A ÉTÉ CONFINÉ EN QUARANTAINE. — (A.F.P.)

Japon

LE CORPS DE MME MICHELE GUZZALY, ÉPOUSE D'UN DIPLOMATE DE L'AMBASSADE DE FRANCE QUI S'ÉTAIT ÉGARÉ, A ÉTÉ RELEVÉE DIMANCHE APRÈS UN TOUR DE PATROUILLE DE POLICE. MME GUZZALY SEMBLE AVOIR ACCIDENTÉMENT TROUVÉ LA FATIGUE PENDANT UNE TEMPÊTE DE NEIGE. — (A.F.P.)

Portugal

SIR CHRISTOPHER SOAMES, VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES COMMUNITÉS EUROPÉENNES, SE RENDRA EN VISITE OFFICIELLE AU PORTUGAL LES 18 ET 17 JANVIER. — (A.F.P.)

R.D.A.

LE QUOTIDIEN « NEUES DEUTSCHLAND », ORGANE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ (S.E.D.), A ANNONCÉ À L'AVANCEMENT QU'IL INTEND VOTER, A LA FIN DE LA SEMAINE PROCHAINE, EN FAVEUR DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE. — (U.P.I.)

R.F.A.

M. KARL CARSTENS, chef de l'opposition parlementaire C.D.U.-C.S.U., se rendra à Paris, le 23 janvier, pour une visite de quarante-huit heures. — (A.F.P.)

Roumanie

DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES AURONT LIEU LE 9 MARS PROCHAIN. LES ROUMAINS ÉLIRONT POUR CINQ ANS LES TROIS CENT ASSEMBLÉS NATIONAUX ET POUR DEUX ANS LES DEUX CENT CINQUANTE ASSEMBLÉS LOCAUX. — (U.P.I.)

Thaïlande

UNE GRENADE A EXPLOSE DIMANCHE 5 JANVIER À LANPANG, DANS LE NORD DU PAYS, AU MILIEU D'UNE FÊTE ORGANISÉE PAR DES MILITAIRES, BIEN QU'ILS AVAIENT ÉTÉ PRÉVENUS QU'ILS Y AVAIENT DES MOBILES DE L'ATTENTAT.

EUROPE

Irlande du Nord

Selon le « Times »

L'IRA « PROVISOIRE » AURAIT PROPOSÉ UN PLAN DE CESSER-LE-FEU A M. WILSON

L'IRA « provisoire » aurait adressé au premier ministre britannique, M. Wilson, un plan pour un cessez-le-feu, révèle lundi 6 janvier le Times. Selon le journal indépendant, qui cite des « sources politiques sûres à Dublin », ce plan s'expliquerait plus du gouvernement britannique qu'il déclare solennellement son intention de continuer d'opérer dans le Nord. L'exceptionnelle longueur de la lettre dans le Nord met le plus part des journaux britanniques à penser que les « provos » ont diminué leurs exigences traditionnelles et qu'ils se sont engagés sur la voie de la recherche de la paix. Le Daily Telegraph (conservateur) annonce, de son côté, que David O'Connell a renoncé à son poste de chef d'état-major de l'IRA et a proposé à M. Wilson (conservateur) de mener sa démission le plus vite possible, afin d'éviter ce que les Anglais appellent désobligeamment un « embarras ».

Il est inconcevable qu'un tel plan soit accepté par le gouvernement britannique. Il ne peut renoncer de lui-même à la responsabilité qu'il a prise de représenter les citoyens de son pays. Les défilés des Chilterns Hundred peuvent conserver leur poste jusqu'à ce qu'un autre membre des Communes soit désigné pour le remplacer. Comment un homme peut-il encore défendre les intérêts du peuple ? Les défilés des Chilterns Hundred peuvent conserver leur poste jusqu'à ce qu'un autre membre des Communes soit désigné pour le remplacer. Comment un homme peut-il encore défendre les intérêts du peuple ? Les défilés des Chilterns Hundred peuvent conserver leur poste jusqu'à ce qu'un autre membre des Communes soit désigné pour le remplacer. Comment un homme peut-il encore défendre les intérêts du peuple ?

En Bade-Wurtemberg

« HUIS CLOS » REMPLACÉ PAR « LA POLICE »

Bonn. — M. Jean-Paul Sartre sera-t-il mis à l'index en République fédérale pour avoir protesté contre les conditions de détention des « huis clos » ? Les habitants de la petite ville de Wurtemberg au der Murr (Bade-Wurtemberg) ont vu, le 23 janvier, un spectacle inédit : un huis clos à la place de la police. Les responsables de la représentation ont annoncé leur projet. Ils ont déclaré : « Un auteur de théâtre en vue ne le droit ni de tromper l'opinion publique ni de devenir l'instrument de censure ».

Le directeur du théâtre wurtembergien a déclaré qu'il a été surpris par la décision de la ville de Murrstadt, bien qu'il se comprenne l'importance des habitants contre Sartre et les détracteurs de son théâtre. Il a déclaré : « C'est une pièce de théâtre qui a été écrite il y a plus de trente ans ». Le théâtre wurtembergien sera une pièce de théâtre de Shawcross et de la Police.

Le directeur du théâtre wurtembergien a déclaré qu'il a été surpris par la décision de la ville de Murrstadt, bien qu'il se comprenne l'importance des habitants contre Sartre et les détracteurs de son théâtre. Il a déclaré : « C'est une pièce de théâtre qui a été écrite il y a plus de trente ans ». Le théâtre wurtembergien sera une pièce de théâtre de Shawcross et de la Police.

Portugal

SIR CHRISTOPHER SOAMES, VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES COMMUNITÉS EUROPÉENNES, SE RENDRA EN VISITE OFFICIELLE AU PORTUGAL LES 18 ET 17 JANVIER. — (A.F.P.)

R.D.A.

LE QUOTIDIEN « NEUES DEUTSCHLAND », ORGANE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ (S.E.D.), A ANNONCÉ À L'AVANCEMENT QU'IL INTEND VOTER, A LA FIN DE LA SEMAINE PROCHAINE, EN FAVEUR DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE. — (U.P.I.)

R.F.A.

M. KARL CARSTENS, CHEF DE L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE C.D.U.-C.S.U., SE RENDRA À PARIS, LE 23 JANVIER, POUR UNE VISITE DE QUARANTE-HUIT HEURES. — (A.F.P.)

Roumanie

DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES AURONT LIEU LE 9 MARS PROCHAIN. LES ROUMAINS ÉLIRONT POUR CINQ ANS LES TROIS CENT ASSEMBLÉS NATIONAUX ET POUR DEUX ANS LES DEUX CENT CINQUANTE ASSEMBLÉS LOCAUX. — (U.P.I.)

Thaïlande

UNE GRENADE A EXPLOSE DIMANCHE 5 JANVIER À LANPANG, DANS LE NORD DU PAYS, AU MILIEU D'UNE FÊTE ORGANISÉE PAR DES MILITAIRES, BIEN QU'ILS AVAIENT ÉTÉ PRÉVENUS QU'ILS Y AVAIENT DES MOBILES DE L'ATTENTAT.

Grande-Bretagne

A PROPOS DE L'AFFAIRE STONEHOUSE

Comment sortir de la Chambre des communes ?

De notre correspondant

Londres. — S'il n'est pas possible de faire dire à la Chambre des communes, il est presque aussi difficile de quitter ce qui est toujours considéré comme un des meilleurs clubs de Londres. Le problème est posé, une fois de plus, par le cas de M. John Stonehouse, le député travailliste qui, en novembre, a plongé dans l'océan sur un plage de Miami, et a émergé quelques semaines plus tard sur les côtes de l'Australie. Son attitude personnelle, ses tractations financières posent quelques questions. Aussi, M. Stonehouse se voit-il invité par les dirigeants du Labour à donner sa démission le plus vite possible, afin d'éviter ce que les Anglais appellent désobligeamment un « embarras ».

Il est inconcevable qu'un tel plan soit accepté par le gouvernement britannique. Il ne peut renoncer de lui-même à la responsabilité qu'il a prise de représenter les citoyens de son pays. Les défilés des Chilterns Hundred peuvent conserver leur poste jusqu'à ce qu'un autre membre des Communes soit désigné pour le remplacer. Comment un homme peut-il encore défendre les intérêts du peuple ? Les défilés des Chilterns Hundred peuvent conserver leur poste jusqu'à ce qu'un autre membre des Communes soit désigné pour le remplacer. Comment un homme peut-il encore défendre les intérêts du peuple ? Les défilés des Chilterns Hundred peuvent conserver leur poste jusqu'à ce qu'un autre membre des Communes soit désigné pour le remplacer. Comment un homme peut-il encore défendre les intérêts du peuple ?

Espagne

Les ministres de l'armée et de la marine demandent aux officiers tentés par la politique de quitter l'uniforme

De notre correspondant

Madrid. — Les ministres espagnols de l'armée et de la marine ont prononcé, samedi 4 janvier, deux discours dans lesquels ils ont affirmé le caractère « apolitique » des forces armées et leur refus de participer à la vie politique. C'est la première fois que deux ministres militaires se prononcent de façon aussi claire. Le lieutenant-général Coloma Gallego, ministre de l'armée, après avoir insisté sur la nécessité de l'armée de rester « apolitique », a déclaré : « Les militaires ne doivent pas se laisser entraîner par les passions politiques ». Le ministre de la marine, M. José Antonio Novais, a déclaré : « Les militaires ne doivent pas se laisser entraîner par les passions politiques ».

Le lieutenant-général Coloma Gallego, ministre de l'armée, après avoir insisté sur la nécessité de l'armée de rester « apolitique », a déclaré : « Les militaires ne doivent pas se laisser entraîner par les passions politiques ». Le ministre de la marine, M. José Antonio Novais, a déclaré : « Les militaires ne doivent pas se laisser entraîner par les passions politiques ».

Italie

UN DÉMENTI DE M. CATTANI

M. Francesco Cattani, ancien président de la commission anti-Mafia du Parlement italien, nous écrit à propos de l'allusion que nous avons faite, dans le « Bulletin de l'étranger » du 25 décembre, à l'interpellation de sa femme à la frontière italo-suisse pour transferts illégaux de devises : « Cette allusion est infamante et contraire à mon honneur et pour moi, je vous prie de bien vouloir en prendre acte et de préciser que cette information est complètement fautive et que ma femme n'a jamais tenté de transférer à l'étranger des devises italiennes. Je vous informe que j'ai quitté Paris, depuis quelque temps déjà, intenté une action judiciaire en Italie contre les deux journaux de droite qui ont diffusé cet odieux mensonge ».

(L'information à laquelle nous nous sommes référés a été publiée largement dans la presse italienne, Turin et la Stampa le 10 janvier 1975, sous forme d'une correspondance de Côme.)

Irlande du Nord

Selon le « Times »

L'IRA « PROVISOIRE » AURAIT PROPOSÉ UN PLAN DE CESSER-LE-FEU A M. WILSON

L'IRA « provisoire » aurait adressé au premier ministre britannique, M. Wilson, un plan pour un cessez-le-feu, révèle lundi 6 janvier le Times. Selon le journal indépendant, qui cite des « sources politiques sûres à Dublin », ce plan s'expliquerait plus du gouvernement britannique qu'il déclare solennellement son intention de continuer d'opérer dans le Nord. L'exceptionnelle longueur de la lettre dans le Nord met le plus part des journaux britanniques à penser que les « provos » ont diminué leurs exigences traditionnelles et qu'ils se sont engagés sur la voie de la recherche de la paix. Le Daily Telegraph (conservateur) annonce, de son côté, que David O'Connell a renoncé à son poste de chef d'état-major de l'IRA et a proposé à M. Wilson (conservateur) de mener sa démission le plus vite possible, afin d'éviter ce que les Anglais appellent désobligeamment un « embarras ».

Il est inconcevable qu'un tel plan soit accepté par le gouvernement britannique. Il ne peut renoncer de lui-même à la responsabilité qu'il a prise de représenter les citoyens de son pays. Les défilés des Chilterns Hundred peuvent conserver leur poste jusqu'à ce qu'un autre membre des Communes soit désigné pour le remplacer. Comment un homme peut-il encore défendre les intérêts du peuple ? Les défilés des Chilterns Hundred peuvent conserver leur poste jusqu'à ce qu'un autre membre des Communes soit désigné pour le remplacer. Comment un homme peut-il encore défendre les intérêts du peuple ? Les défilés des Chilterns Hundred peuvent conserver leur poste jusqu'à ce qu'un autre membre des Communes soit désigné pour le remplacer. Comment un homme peut-il encore défendre les intérêts du peuple ?

En Bade-Wurtemberg

« HUIS CLOS » REMPLACÉ PAR « LA POLICE »

Bonn. — M. Jean-Paul Sartre sera-t-il mis à l'index en République fédérale pour avoir protesté contre les conditions de détention des « huis clos » ? Les habitants de la petite ville de Wurtemberg au der Murr (Bade-Wurtemberg) ont vu, le 23 janvier, un spectacle inédit : un huis clos à la place de la police. Les responsables de la représentation ont annoncé leur projet. Ils ont déclaré : « Un auteur de théâtre en vue ne le droit ni de tromper l'opinion publique ni de devenir l'instrument de censure ».

Le directeur du théâtre wurtembergien a déclaré qu'il a été surpris par la décision de la ville de Murrstadt, bien qu'il se comprenne l'importance des habitants contre Sartre et les détracteurs de son théâtre. Il a déclaré : « C'est une pièce de théâtre qui a été écrite il y a plus de trente ans ». Le théâtre wurtembergien sera une pièce de théâtre de Shawcross et de la Police.

Le directeur du théâtre wurtembergien a déclaré qu'il a été surpris par la décision de la ville de Murrstadt, bien qu'il se comprenne l'importance des habitants contre Sartre et les détracteurs de son théâtre. Il a déclaré : « C'est une pièce de théâtre qui a été écrite il y a plus de trente ans ». Le théâtre wurtembergien sera une pièce de théâtre de Shawcross et de la Police.

Portugal

SIR CHRISTOPHER SOAMES, VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES COMMUNITÉS EUROPÉENNES, SE RENDRA EN VISITE OFFICIELLE AU PORTUGAL LES 18 ET 17 JANVIER. — (A.F.P.)

R.D.A.

LE QUOTIDIEN « NEUES DEUTSCHLAND », ORGANE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ (S.E.D.), A ANNONCÉ À L'AVANCEMENT QU'IL INTEND VOTER, A LA FIN DE LA SEMAINE PROCHAINE, EN FAVEUR DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE. — (U.P.I.)

R.F.A.

M. KARL CARSTENS, CHEF DE L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE C.D.U.-C.S.U., SE RENDRA À PARIS, LE 23 JANVIER, POUR UNE VISITE DE QUARANTE-HUIT HEURES. — (A.F.P.)

Roumanie

DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES AURONT LIEU LE 9 MARS PROCHAIN. LES ROUMAINS ÉLIRONT POUR CINQ ANS LES TROIS CENT ASSEMBLÉS NATIONAUX ET POUR DEUX ANS LES DEUX CENT CINQUANTE ASSEMBLÉS LOCAUX. — (U.P.I.)

Thaïlande

UNE GRENADE A EXPLOSE DIMANCHE 5 JANVIER À LANPANG, DANS LE NORD DU PAYS, AU MILIEU D'UNE FÊTE ORGANISÉE PAR DES MILITAIRES, BIEN QU'ILS AVAIENT ÉTÉ PRÉVENUS QU'ILS Y AVAIENT DES MOBILES DE L'ATTENTAT.

Le lieutenant-général Coloma Gallego, ministre de l'armée, après avoir insisté sur la nécessité de l'armée de rester « apolitique », a déclaré : « Les militaires ne doivent pas se laisser entraîner par les passions politiques ». Le ministre de la marine, M. José Antonio Novais, a déclaré : « Les militaires ne doivent pas se laisser entraîner par les passions politiques ».

Le lieutenant-général Coloma Gallego, ministre de l'armée, après avoir insisté sur la nécessité de l'armée de rester « apolitique », a déclaré : « Les militaires ne doivent pas se laisser entraîner par les passions politiques ». Le ministre de la marine, M. José Antonio Novais, a déclaré : « Les militaires ne doivent pas se laisser entraîner par les passions politiques ».

Italie

UN DÉMENTI DE M. CATTANI

M. Francesco Cattani, ancien président de la commission anti-Mafia du Parlement italien, nous écrit à propos de l'allusion que nous avons faite, dans le « Bulletin de l'étranger » du 25 décembre, à l'interpellation de sa femme à la frontière italo-suisse pour transferts illégaux de devises : « Cette allusion est infamante et contraire à mon honneur et pour moi, je vous prie de bien vouloir en prendre acte et de préciser que cette information est complètement fautive et que ma femme n'a jamais tenté de transférer à l'étranger des devises italiennes. Je vous informe que j'ai quitté Paris, depuis quelque temps déjà, intenté une action judiciaire en Italie contre les deux journaux de droite qui ont diffusé cet odieux mensonge ».

(L'information à laquelle nous nous sommes référés a été publiée largement dans la presse italienne, Turin et la Stampa le 10 janvier 1975, sous forme d'une correspondance de Côme.)

Irlande du Nord

Selon le « Times »

L'IRA « PROVISOIRE » AURAIT PROPOSÉ UN PLAN DE CESSER-LE-FEU A M. WILSON

L'IRA « provisoire » aurait adressé au premier ministre britannique, M. Wilson, un plan pour un cessez-le-feu, révèle lundi 6 janvier le Times. Selon le journal indépendant, qui cite des « sources politiques sûres à Dublin », ce plan s'expliquerait plus du gouvernement britannique qu'il déclare solennellement son intention de continuer d'opérer dans le Nord. L'exceptionnelle longueur de la lettre dans le Nord met le plus part des journaux britanniques à penser que les « provos » ont diminué leurs exigences traditionnelles et qu'ils se sont engagés sur la voie de la recherche de la paix. Le Daily Telegraph (conservateur) annonce, de son côté, que David O'Connell a renoncé à son poste de chef d'état-major de l'IRA et a proposé à M. Wilson (conservateur) de mener sa démission le plus vite possible, afin d'éviter ce que les Anglais appellent désobligeamment un « embarras ».

Il est inconcevable qu'un tel plan soit accepté par le gouvernement britannique. Il ne peut renoncer de lui-même à la responsabilité qu'il a prise de représenter les citoyens de son pays. Les défilés des Chilterns Hundred peuvent conserver leur poste jusqu'à ce qu'un autre membre des Communes soit désigné pour le remplacer. Comment un homme peut-il encore défendre les intérêts du peuple ? Les défilés des Chilterns Hundred peuvent conserver leur poste jusqu'à ce qu'un autre membre des Communes soit désigné pour le remplacer. Comment un homme peut-il encore défendre les intérêts du peuple ? Les défilés des Chilterns Hundred peuvent conserver leur poste jusqu'à ce qu'un autre membre des Communes soit désigné pour le remplacer. Comment un homme peut-il encore défendre les intérêts du peuple ?

En Bade-Wurtemberg

« HUIS CLOS » REMPLACÉ PAR « LA POLICE »

Bonn. — M. Jean-Paul Sartre sera-t-il mis à l'index en République fédérale pour avoir protesté contre les conditions de détention des « huis clos » ? Les habitants de la petite ville de Wurtemberg au der Murr (Bade-Wurtemberg) ont vu, le 23 janvier, un spectacle inédit : un huis clos à la place de la police. Les responsables de la représentation ont annoncé leur projet. Ils ont déclaré : « Un auteur de théâtre en vue ne le droit ni de tromper l'opinion publique ni de devenir l'instrument de censure ».

Le directeur du théâtre wurtembergien a déclaré qu'il a été surpris par la décision de la ville de Murrstadt, bien qu'il se comprenne l'importance des habitants contre Sartre et les détracteurs de son théâtre. Il a déclaré : « C'est une pièce de théâtre qui a été écrite il y a plus de trente ans ». Le théâtre wurtembergien sera une pièce de théâtre de Shawcross et de la Police.

Le directeur du théâtre wurtembergien a déclaré qu'il a été surpris par la décision de la ville de Murrstadt, bien qu'il se comprenne l'importance des habitants contre Sartre et les détracteurs de son théâtre. Il a déclaré : « C'est une pièce de théâtre qui a été écrite il y a plus de trente ans ». Le théâtre wurtembergien sera une pièce de théâtre de Shawcross et de la Police.

Portugal

SIR CHRISTOPHER SOAMES, VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES COMMUNITÉS EUROPÉENNES, SE RENDRA EN VISITE OFFICIELLE AU PORTUGAL LES 18 ET 17 JANVIER. — (A.F.P.)

R.D.A.

LE QUOTIDIEN « NEUES DEUTSCHLAND », ORGANE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ (S.E.D.), A ANNONCÉ À L'AVANCEMENT QU'IL INTEND VOTER, A LA FIN DE LA SEMAINE PROCHAINE, EN FAVEUR DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE. — (U.P.I.)

R.F.A.

M. KARL CARSTENS, CHEF DE L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE C.D.U.-C.S.U., SE RENDRA À PARIS, LE 23 JANVIER, POUR UNE VISITE DE QUARANTE-HUIT HEURES. — (A.F.P.)

Roumanie

DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES AURONT LIEU LE 9 MARS PROCHAIN. LES ROUMAINS ÉLIRONT POUR CINQ ANS LES TROIS CENT ASSEMBLÉS NATIONAUX ET POUR DEUX ANS LES DEUX CENT CINQUANTE ASSEMBLÉS LOCAUX. — (U.P.I.)

Thaïlande

UNE GRENADE A EXPLOSE DIMANCHE 5 JANVIER À LANPANG, DANS LE NORD DU PAYS, AU MILIEU D'UNE FÊTE ORGANISÉE PAR DES MILITAIRES, BIEN QU'ILS AVAIENT ÉTÉ PRÉVENUS QU'ILS Y AVAIENT DES MOBILES DE L'ATTENTAT.

Le lieutenant-général Coloma Gallego, ministre de l'armée, après avoir insisté sur la nécessité de l'armée de rester « apolitique », a déclaré : « Les militaires ne doivent pas se laisser entraîner par les passions politiques ». Le ministre de la marine, M. José Antonio Novais, a déclaré : « Les militaires ne doivent pas se laisser entraîner par les passions politiques ».

Le lieutenant-général Coloma Gallego, ministre de l'armée, après avoir insisté sur la nécessité de l'armée de rester « apolitique », a déclaré : « Les militaires ne doivent pas se laisser entraîner par les passions politiques ». Le ministre de la marine, M. José Antonio Novais, a déclaré : « Les militaires ne doivent pas se laisser entraîner par les passions politiques ».

Italie

UN DÉMENTI DE M. CATTANI

M. Francesco Cattani, ancien président de la commission anti-Mafia du Parlement italien, nous écrit à propos de l'allusion que nous avons faite, dans le « Bulletin de l'étranger » du 25 décembre, à l'interpellation de sa femme à la frontière italo-suisse pour transferts illégaux de devises : « Cette allusion est infamante et contraire à mon honneur et pour moi, je vous prie de bien vouloir en prendre acte et de préciser que cette information est complètement fautive et que ma femme n'a jamais tenté de transférer à l'étranger des devises italiennes. Je vous informe que j'ai quitté Paris, depuis quelque temps déjà, intenté une action judiciaire en Italie contre les deux journaux de droite qui ont diffusé cet odieux mensonge ».

(L'information à laquelle nous nous sommes référés a été publiée largement dans la presse italienne, Turin et la Stampa le 10 janvier 1975, sous forme d'une correspondance de Côme.)

Irlande du Nord

Selon le « Times »

L'IRA « PROVISOIRE » AURAIT PROPOSÉ UN PLAN DE CESSER-LE-FEU A M. WILSON

L'IRA « provisoire » aurait adressé au premier ministre britannique, M. Wilson, un plan pour un cessez-le-feu, révèle lundi 6 janvier le Times. Selon le journal indépendant, qui cite des « sources politiques sûres à Dublin », ce plan s'expliquerait plus du gouvernement britannique qu'il déclare solennellement son intention de continuer d'opérer dans le Nord. L'exceptionnelle longueur de la lettre dans le Nord met le plus part des journaux britanniques à penser que les « provos » ont diminué leurs exigences traditionnelles et qu'ils se sont engagés sur la voie de la recherche de la paix. Le Daily Telegraph (conservateur) annonce, de son côté, que David O'Connell a renoncé à son poste de chef d'état-major de l'IRA et a proposé à M. Wilson (conservateur) de mener sa démission le plus vite possible, afin d'éviter ce que les Anglais appellent désobligeamment un « embarras ».

Il est inconcevable qu'un tel plan soit accepté par le gouvernement britannique. Il ne peut renoncer de lui-même à la responsabilité qu'il a prise de représenter les citoyens de son pays. Les défilés des Chilterns Hundred

DIPLOMATIE

L'impasse sino-soviétique

(Suite de la première page.)

En second lieu, les Chinois n'avaient jamais parlé d'accord de « non-agression mutuelle » ni de « non-recours mutuel à la force » depuis que les Soviétiques avaient employé à leur intention et sous forme de propositions les mêmes expressions au mois de janvier 1971. Certes, les notions de « non-agression » et de « non-recours à la force » sont implicites dans les cinq principes de coexistence pacifique énoncés en 1954 par M. Chou En-lai à Delhi : les termes de « politique mutuelle de non-agression » y figurent même en toutes lettres. Il reste qu'à tout le moins les dirigeants de Pékin n'avaient pas jugé utile, depuis les affrontements armés de l'Oussouri en 1969, d'employer un langage aussi précis pour définir les bases sur lesquelles ils souhaitaient voir s'établir leurs relations avec l'U.R.S.S.

Enfin et surtout, le message du 6 novembre donne une interprétation inédite de l'accord intervenu le 11 septembre 1969, dans un salon de l'aérodrome de Pékin, entre MM. Chou En-lai et Kossyguine. Jamais, jusqu'à présent, le contenu de cet accord n'avait été publié ; tout ce qu'on en savait venait de confidences fragmentaires. Du côté chinois, on avait toujours soutenu que les deux chefs de gouvernement ne s'étaient entendus que pour des mesures d'ordre conservatoire sur les frontières et pour l'ouverture de négociations sur leur tracé. C'est la première fois qu'à Pékin on affirme que l'entente en question prévoyait aussi un accord comprenant « entre autres la non-agres-

sion mutuelle et le non-recours mutuel à la force ». Les textes chinois s'étaient même abstenus jusqu'à présent de parler d'« entente » à propos de l'entrevue, se référant seulement à l'« échange de vues » ou à la « franche conversation » entre les deux chefs de gouvernement.

La version soviétique de l'accord de 1969, telle qu'elle a été diffusée dans divers journaux communistes européens en réponse à l'interprétation chinoise, n'est pas beaucoup plus convaincante, mais elle correspond mieux, dans l'ensemble, à ce que le Kremlin avait jusqu'à présent

Du rapprochement de 1971...

Soviétiques et Chinois sont d'accord aujourd'hui pour affirmer que les négociations de Pékin furent d'emblée bloquées, qu'aucun dialogue ne s'établit jamais entre les chefs de délégation, MM. V. Kouznetsov et Chiao Kuan-hua, ni plus tard entre leurs successeurs. Est-ce tout à fait exact ?

A examiner de près les événements de 1970 et 1971, on s'aperçoit qu'en fait les relations sino-soviétiques connurent, alors une phase de singulier réchauffement. Non seulement la commission mixte soviéto-chinoise de navigation frontalière se réunit au mois de juillet 1970 (pour la première fois depuis 1967), mais les deux pays décidèrent, la même année, d'échanger à nouveau des ambassadeurs. A l'automne, les messages échangés entre Pékin et Moscou à l'occasion des fêtes nationales sont plus que polis. Si le message chinois ne parle

pas d'accord de non-agression — pourquoi le ferait-il puisque le traité d'amitié de février 1960 est toujours, théoriquement, en vigueur ? — il affirme que le règlement des « problèmes importants en suspens » entre les deux pays permettra le rétablissement de « relations d'amitié et de bon voisinage », conformément aux aspirations des peuples des deux pays, ainsi qu'aux « intérêts fondamentaux des peuples du monde ». Ces derniers mots sont importants dans la mesure où ils impliquent qu'une action concordante de la Chine et de l'U.R.S.S. serait concevable sur la scène internationale.

... à la chute de Lin Piao

Toujours est-il que le « réchauffement » s'arrête à peu près vers cette époque. A l'automne 1971, la presse soviétique lance contre la Chine des attaques d'une virulence sans précédent depuis les combats de l'Oussouri trente mois plus tôt. Le 5 décembre, dans la Pravda, l'académicien Fedosseiev entreprend de démontrer que, indépendamment même de ses manifestations en politique étrangère, le régime maoïste n'a plus rien de communiste.

laisé filer. Il y est, en effet, question du développement du commerce bilatéral et même de nouvelles rencontres des chefs de gouvernement, ce qui définit un cadre de négociations dépassant largement le problème frontalier. Or on savait de longue date que si les Chinois avaient abordé les négociations de Pékin, le 20 octobre 1969, comme des pourparlers « étroits », destinés à régler avant tout le problème de la frontière, les Soviétiques n'auraient au contraire souligné que les conversations s'élargissent pratiquement à l'ensemble du contentieux entre les deux pays.

C'est le moment que choisit M. Brejnev pour adresser à Pékin, le 15 janvier 1971, une proposition d'accord sur le non-recours à la force. Cette offre est faite secrètement, ce qui, à la différence de propositions ultérieures, est sans doute une garantie de son sérieux (on n'en entendit parler pour la première fois qu'en décembre 1972 à Moscou). Les Chinois, apparemment, ne la rejetaient pas d'emblée et se gardant en tout cas de toute polémique à son sujet. On peut supposer au contraire que M. Chou En-lai s'en entretint avec M. Tolstikov,

... et au voyage de M. Nixon

Le premier relève de la politique intérieure chinoise : le 13 septembre 1971, l'aviation dans lequel le maréchal Lin Piao s'enfuit vers l'U.R.S.S. s'écrase à Oudor-Hsiao, en Mongolie. Depuis la session du comité central du P.C. chinois d'août 1970 à Lushan, l'épreuve de force est engagée entre le président Mao et son ministre de la défense, héritier désigné du pouvoir. Mais elle est loin d'être jouée au début de 1971, et, à en juger par les vifs hommages qui continuent à lui

être adressés, le maréchal est toujours à cette époque un personnage de poids. C'est ensuite qu'il perdra progressivement du terrain, jusqu'à chercher le salut dans la fuite.

Il est tentant de dresser au moins un parallèle entre l'évolution des relations sino-soviétiques et le déclinement de l'airain Lin Piao. Celui-ci était-il parvenu d'un rapprochement avec l'U.R.S.S., avec l'appui d'une armée conciliante à la fois de ses faiblesses et de ses besoins ? Ceux qui l'ont éliminé à Pékin, l'accusent de « collusion » avec l'U.R.S.S. On affirma même qu'il jugerait « ouvrierisme et exagération », depuis 1960, la polémique avec Moscou. Les Soviétiques, de leur côté, furent étonnés après la chute du maréchal d'une « répression » exercée en Chine contre « de puissantes forces sociales, politiques et idéologiques qui visent (...) à la renaissance et à la confirmation en Chine de la théorie et de la politique du marxisme-léninisme ».

Quelle que soit la valeur de ces affirmations a posteriori, les coïncidences sont troublantes. On en retiendra seulement, pour s'abstenir de toute spéculation, que l'ébauche d'une normalisation des rapports sino-soviétiques est en cours au moment où le maréchal Lin Piao était au faîte de sa carrière d'est trouée bloquée après sa chute.

... et au voyage de M. Nixon

Un second événement, international celui-là, coïncide aussi avec ce que l'on pourrait appeler la seconde rupture sino-soviétique

du printemps 1971. Le 15 mars 1971, Washington lève les restrictions imposées aux voyages de citoyens américains en Chine. Le 10 avril, une équipe de pongistes venus des Etats-Unis débarque à Pékin. Le 15 juillet, le monde apprend que M. Henry Kissinger vient lui-même de séjourner dans la capitale chinoise et que le président Nixon y est attendu l'hiver suivant. En quelques mois, certaines données parmi les plus fondamentales de la vie internationale se trouvent modifiées.

A qui revenait l'initiative de cette redistribution des cartes ? A l'audacieuse diplomatie de M. Kissinger sans doute, mais dans la mesure seulement où les Chinois eux-mêmes avaient consenti à nouer un dialogue qu'on n'a plus tôt encore lié ne semblaient nullement pressés d'engager (1). Est-ce à dire que Pékin, dont le rôle a donc été déterminant, a entretemps pendant l'année 1970 et les premiers mois de 1971 deux fois au feu, préparant un rapprochement avec Washington mais ménageant en même temps la possibilité d'un rétablissement de relations plus normales avec Moscou ? De ces deux objectifs, il paraît aujourd'hui évident que le premier avait reçu priorité. C'est en tout cas celui qui a été atteint, quelle que soit la lenteur avec laquelle, par la suite, ont progressé les relations sino-américaines.

Au mois de septembre 1971 cependant, dans un long article sur la situation internationale, le Drapeau Rouge, organe du comité central du P.C. chinois, expliquait assez clairement dans quel esprit était conçue et conduite la politique extérieure de la Chine : « soulignant la nécessité d'une « grande simplicité », il indiquait que toutes les « querelles, jalousies et contradictions » devaient être utilisées contre l'« ennemi principal du moment ».

L'intérêt de ces rappels n'est pas seulement historique : il fait apparaître que les relations entre la Chine et l'U.R.S.S. — présentes de part et d'autre comme rigides depuis cinq ans — peuvent être influencées à la fois par des événements de politique intérieure de l'un ou l'autre pays et par des faits extérieurs à ces relations entre les deux pays. Ces différents facteurs doivent être pris aujourd'hui en considération pour apprécier l'état des rapports entre Moscou et Pékin.

ALAIN JACOB.

(1) Le 16 mai 1970, le cent trente-deuxième anniversaire du niveau des ambassadeurs avait été célébré à Varsovie, à la demande des Chinois, à la suite de l'entrée des troupes américaines au Cambodge.

Prochain article :

LES LIMITES DE LA QUERELLE

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandes, le nouveau guide gratuit numéro 888
ÉCOLE DES ÉLÉMENTS D'ADMINISTRATION
Socles privés fondés en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petits-Champs
75002 PARIS - GODEX 62

Budgetmatic du CIC. Pour la première fois, une banque vous aide à résoudre vos problèmes de budget.



Tous les ans, c'est pareil : un beau matin, vous prenez la décision d'établir un budget, en essayant de prévoir toutes les dépenses que vous aurez à faire dans l'année.

Et puis, bien sûr, vous n'en faites rien. Alors, faute d'un budget bien géré, vous vous trouvez contraint d'annuler la plupart des projets que vous aviez en tête et vous passez la plus grande partie de votre temps à compter et calculer.

Pour vous éviter ce genre de désagrément, nous avons créé le Budgetmatic.

C'est un nouveau service du CIC, qui vous permet d'équilibrer votre budget une fois pour toutes, en vous mettant à l'abri des mauvaises surprises d'argent. Alors, venez nous voir dès maintenant dans l'Agence du CIC la plus proche. Nous vous expliquerons tout et vous remettrons notre « Pense-Budget ».

Budgetmatic: la fin des hauts et des bas dans votre budget CIC. Crédit Industriel et Commercial



مَكْتَبَةُ مِنَ الْأَصْلِ

Vertical text on the right edge of the page, including a 'Portrait' section and an 'Avis' section.

POLITIQUE

CORRESPONDANCE

A propos de « l'histoire secrète du parti communiste »

M. Henri Barreau nous écrit :
Ainsi Duhamel a présenté dans le Monde, de manière critique, le livre de Roland Gaucher : l'histoire secrète du parti communiste français. Le lendemain, à la télévision, M. Duhamel reprenait le sujet dans des termes équivalents dans l'émission « Ouvrez les guillemets ».

Une PROCEDURE MATRIMONIALE a été engagée concernant Jacqueline - André DUNNE, ci-devant demeurant à Londres, N. 19, Angleterre, 90 Hornsey Rise, laquelle devra demander des renseignements complets au Greffe des Divorces (Divorce Registry), Somerset House, Strand, Londres WC2R 1LP, Angleterre.

Si dans les quarante-cinq jours elle ne s'est pas mise en rapport avec le Greffe (Registry), le Tribunal pourra entendre l'affaire sans nouvel avis. D. NEWTON, Greffier en Chef.

Selon M. Gaucher, l'abbé Henri Barreau, prêtre-ouvrier devenu secrétaire de l'Union des syndicats de la métallurgie parisienne, serait un ancien membre des Jeunesses communistes d'Ivry, entré dans la girouette de l'Église catholique pour servir le P.C.F. Il aurait été bien placé au bon moment pour manipuler les prêtres-ouvriers de 1945 à 1954, année où Rome mit fin (provisoirement) à l'expérience des P.O. Quel dévouement ou quel fanatisme !

Je fus cet abbé Henri Barreau (orthographe rectifiée), prêtre-ouvrier de 1945 à 1954, six ans, après cinq ans de travail aux Compagnons de Montjoie, secrétaire de l'Union des syndicats de la métallurgie de la Seine. Jamais je n'appartins aux Jeunesses communistes. Je suis né en 1912 dans une commune du Maine-et-Loire, Saint-André-de-la-Marche, près de Cholet. J'ai travaillé cinq ans dans la chauxerie de douze à dix-sept ans. Je suis entré, en 1929, au petit séminaire de Beaupréau, et au grand séminaire d'Angers en 1934, puis au séminaire des missions étrangères, rue du Bac à Paris (7^e), en 1938. Je voulais me consacrer à l'apostolat missionnaire en Extrême-Orient,

non pas pour y faire quelque ouvrage mystérieux mais parce que j'étais bien chrétien, comme on peut l'être dans les provinces de l'Ouest.

Pendant ma captivité (j'ai été prisonnier tout le temps de la guerre) j'ai lu un petit livre, Prêtres pays de mission, écrit par deux aumôniers jocistes, les abbés Godin et Daniel, qui a changé mon orientation et m'a ramené à l'usine. Mon intention : vivre un sacerdoce authentique dans le monde du travail, occupé de l'Église.

Il est vrai que j'adhérai à la C.G.T., que je participai à de nombreuses luttes revendicatives ou politiques. Et cela par conviction, parce que je retrouvai rapidement ma conscience ouvrière qui coexistait en moi depuis mon adolescence, avec la foi chrétienne, sans aucun conflit intérieur. J'ai eu quelque influence, je crois, dans l'équipe des prêtres-ouvriers, mais jamais sous l'impulsion d'une influence extérieure, toujours par conviction. Il est évident, me semble-t-il, de rechercher la vérité pour que l'histoire ait en la saine et critique ses sources et de faire œuvre d'historien.

M. E.-J. Daval, fonctionnaire, nous écrit :

Depuis quelques mois, les ministres (intérieur, industrie, commerce extérieur), et même le premier ministre récemment en Iran, se sont transformés en commis voyageurs de l'industrie française, vendant à qui mieux mieux aux étrangers des biens industriels, des équipements, des usines clés en main, etc.

La plupart de ces commandes portent sur des biens à long délai de livraison, mais leur incidence sur plusieurs raisons.

En effet, elles s'adressent aux secteurs de notre industrie qui, actuellement, connaissent le moins de difficultés à savoir : la métallurgie, les constructions mécaniques et l'électronique. Ces commandes vont donc entretenir une forte demande dans un secteur où les prix n'ont pas naturellement tendance à baisser. Ce secteur, de surcroît, connaît une vie beaucoup plus autonome que d'autres secteurs de la vie nationale, c'est-à-dire que, par exemple, de forts carnets de commandes en mécanique pour l'étranger ne peuvent déclencher for-

cément une reprise dans les secteurs en difficulté de notre économie. Elles risquent d'accroître la distorsion sectorielle et, donc, les difficultés pour conduire à bien la politique anti-inflationniste au jour le jour du gouvernement.

Cette politique commerciale étatique à long délai est à un autre chef une politique à court terme. En effet, ce n'est pas le sentiment que chaque ministre commerçant agit isolément.

Il y a là un double danger. Le fait que chaque ministre agisse isolément — au moins en apparence — risque de faire en sorte que les commandes s'accumulent sur des secteurs particuliers sans qu'aucun plan d'ensemble préalable ait été établi. Il en résultera inévitablement par la suite une incidence sur les commandes publiques et privées nationales que ces industries sont susceptibles de recevoir.

Les entreprises bénéficiaires d'une telle masse de commandes, et souvent incapables — pour des raisons de structure industrielle de notre économie — de répartir une part de ces commandes sur des sous-traitants suffisamment

qualifiés, ne pourront résister aux demandes d'augmentation salariales qui leur seront formulées par les syndicats.

Enfin, ces commandes fort importantes sont de nature à engager l'État au-delà des normes habituelles. Si dans certains cas la prise de commandes est le fait d'industriels qui ont pu préparer et étudier leurs dossiers, il arrive dans d'autres cas qu'on a — tout au moins en observateur — l'impression que ces commandes sont prises par des membres du gouvernement et, ensuite, adressées vers les entreprises du secteur industriel concerné.

On peut donc se demander si ce qui pourrait apparaître comme la seule réponse valable à des États marchands de pétrole, c'est-à-dire la vente par les puissances industrielles de biens industriels, ne risque pas de se révéler à long terme une mauvaise affaire commerciale dont le citoyen français fera les frais parce que l'État français sera obligé d'exporter soit la signature qu'il aura mise au bas de certains contrats, soit la caution directe ou indirecte qu'il aura apportée à certaines entreprises françaises.

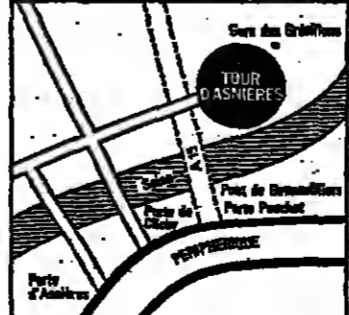
L'État marchand

17 sociétés internationales ont déjà choisi La Tour d'Asnières à la porte du 17ème

Liebig	Liebig	Liebig	Liebig	Crédit Lyonnais	Crédit Lyonnais	La Maison du sol	La Maison du sol
Liebig	Liebig	Liebig	Liebig	Bousquet	Bousquet	CERG	CERG
ETCM	ETCM	Suroit	Suroit	SPGF	SPGF	SPGF	SPGF
ETCM	ETCM	GEC	GEC	SFF	SFF	SFF	SFF
SIN Gallus	SIN Gallus	GEC	GEC	SFF	SFF	SFF	SFF
Chausson	Chausson	GEC	GEC				
Satchwell	Satchwell	Satchwell	Satchwell				
Chausson	Chausson	Chausson	Chausson	Chausson	Chausson	Soma	Soma
Chausson	Chausson	Macif	Macif			Soma	Soma
Société Générale	X	X	Tabac	Ordinateurs		Archives	Pub.

il reste encore 3000 m² à vendre ou à louer

En achetant (ou en louant) vos bureaux à la Tour d'Asnières vous pouvez aussi bénéficier de la proximité immédiate de Paris (il suffit de passer le pont de Gennevilliers pour trouver la Tour d'Asnières), d'un autocommutateur IBM 3750 qui supprime les problèmes de téléphone par une redistribution automatique et constante des lignes téléphoniques, de services très complets (banques, tabac, restaurant, 600 parkings, etc.), d'une implantation dans une zone en complète rénovation, de prix compétitifs (2950 F le m² net et définitif, redevance comprise) et enfin d'une garantie de qualité imposante : la Tour d'Asnières a été réalisée par l'équipe de la Tour Maine-Montparnasse.



La Tour d'Asnières Séfré-Cime Tour Maine-Montparnasse ou téléphonez à J. L. Halfen 538 14 41

مركزنا من الأصل

Les relations
LES PRISES DE
CONGRES
DES DEMOCRATES

Les relations entre le P. C. et le P. S.

M. CHEVENEMENT : deux conceptions dépassées

M. Jean-Pierre Chevenement, député de Belfort, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré, le dimanche 5 janvier à Roubaix :

« L'union de la gauche doit être approfondie, c'est évident. A cet égard, il faut lever deux écueils. Il y a en effet deux conceptions dépassées de l'union de la gauche : la première consisterait, pour les socialistes, à regarder le parti communiste comme un simple tremplin électoral. La seconde consisterait, pour les communistes, à réduire les socialistes à un simple rôle de marchepied pour la prise du pouvoir. Ces deux conceptions doivent être combattues par les socialistes et par les communistes. Le parti socialiste, même s'il ne se rend pas toujours compte, détient la clé. »

● M. LOUIS MERMAZ, député de l'Isère, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré dimanche 5 janvier à Veron (Isère) : « Nous estimons que la gravité de la crise exige des solutions radicales, dont la majorité par sa nature et sa composition est incapable. Il ne s'agit plus d'agir à la surface des choses, mais il faut intervenir en profondeur. Seule la gauche pourra le faire un jour. »

● Nouvelle démission dans le Var. — M. Alfred Max, conseiller général du Var (socialiste), a donné sa démission de conseiller municipal de La Garde-Freinet, près de Grimaud, pour protester contre le transfert de la préfecture du Var de Draguignan à Toulon. M. Alfred Max est directeur de la rédaction de la revue *Realité*.

« Quelle est la méthode que je propose ? C'est de rendre les travailleurs juges de qui est le plus utile. Les travailleurs ont besoin d'une union de la gauche forte pour défendre leur emploi, pour maintenir leur pouvoir d'achat, pour lutter contre les effets de la crise. »

« La force de la droite, en France, a toujours été faite des faiblesses et des divisions de la gauche. L'union ne peut se faire qu'à égalité entre socialistes et communistes. C'est aux travailleurs d'arbitrer les litiges par leurs votes, le cas échéant, mais aussi par toutes les manifestations de leur soutien ou de leur désaveu. En prenant l'initiative d'une grande offensive unitaire, le parti socialiste mettra fin, j'en suis sûr, aux disputes. »

LE P.C.F. DEMANDE A ÊTRE REPRÉSENTÉ DANS LES ORGANISMES DE CONCERTATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LILLE.

M. Alain Boquet demande de nouveau, dans un article publié par le quotidien communiste *Liberté*, que le P.C.F. soit représenté comme tel au sein des organismes de concertation de la municipalité de Lille, dirigée par M. Pierre Mauroy, député du Nord, membre du secrétariat national du parti socialiste. Au nom du comité de ville du P.C.F., M. Boquet rappelle qu'une telle demande avait déjà été faite le 14 janvier 1972.

Il ajoute : « Aujourd'hui, le programme commun impopulaire, qui le P.C.F. a signé avec nos partenaires socialistes est une pratique nouvelle. Il n'est plus possible que notre parti soit plus en marge que dans la gestion des affaires municipales. Les commissions extra-municipales sont un bon moyen de l'associer concrètement. »

Le maire de Lille s'est récemment prononcé pour la représentation proportionnelle au sein des municipalités des grandes villes. Il est possible que Lille fasse exception si notre demande est proposée puis ratifiée par le conseil municipal dans la réunion qu'il tient cette semaine. »

LE PARTI SOCIALISTE S'INTERROGE A LA MUNICIPALITÉ DE NANCY

(De notre correspondant.)

Nancy. — M. Daniel Groscolas, premier secrétaire de la fédération de Meurthe-et-Moselle du parti socialiste, a annoncé dimanche 5 janvier que les instances du parti socialiste vont être saisies d'un dossier « afin d'apprécier le comportement de MM. Cureau et Muller », membres du P.S., qui viennent d'être élus vice-présidents du nouveau district urbain de Nancy en ayant été présentés par le maire de cette ville, M. Marcel Martin (modéré), ancien sénateur. M. Groscolas indique : « Le parti socialiste a le droit de préciser que ces deux candidatures personnelles ne sauraient engager le parti socialiste, qui s'oppose à l'acte d'adhésion de district imposé par le préfet de Meurthe-et-Moselle. »

Le problème de la participation du P.S. aux élections municipales de Nancy, dirigée par des centristes réformateurs, a déjà fait l'objet de multiples débats au sein de la section de Nancy du parti socialiste. Il avait été question de leur départ à la fin de 1974 mais finalement la section a décidé, à une large majorité, le 18 décembre, le maintien du statu quo.

Libres opinions LA PLACE DE LA FRANCE

par PIERRE LEFRANC (*)

Il est vrai qu'une réalité domine la politique de la France depuis la seconde guerre mondiale : après avoir été l'une des plus grandes puissances militaires et économiques du monde — parfois même la plus grande — notre pays est passé, dans ces domaines, au second plan.

Les raisons de ce recul sont essentiellement matérielles. Si le rang se détermine en fonction du revenu national, de l'équilibre des échanges, de la quantité de tonnes d'acier produites et du nombre de fusées aérospaciales — en un temps où les empires coloniaux ont disparu — il est en effet évident que la population de la France et ses ressources naturelles s'avèrent, et de loin, insuffisantes pour son maintien parmi les tout premiers.

A ces causes viennent s'ajouter les ambitions des plus gros qui ne cessent de vouloir restreindre le nombre de ceux qui arrêtent le destin des nations. L'objectif que chacun poursuit étant, bien entendu, de parvenir à être un jour le seul à décider.

Plus qu'aucun autre le général de Gaulle a mesuré, pendant et après la guerre, la vigueur des ambitions et la faiblesse des moyens de la France pour les freiner et les limiter. Et pourtant, dès juin 1940, puis chaque jour ensuite, malgré son total dénuement et le déclin des espoirs, il a su refuser tout abandon quant à l'intégrité, au rôle et à la place de la France. Et l'on se souvient comment, et au milieu de quel concert de critiques, il a proclamé sa totale opposition au partage du monde combiné à Yalta. Pas plus, l'on ne saurait oublier qu'après son départ de 1946 il n'a cessé de s'élever contre la politique de soumission de la IV^e République, qui entrainait la lente dégradation de notre pays. Enfin, personne ne conteste que, du jour de son retour au pouvoir en 1958, le déclin fut stoppé et la remontée entrecoupée pour arriver, dix ans plus tard, à la reconnaissance unanime d'une position primordiale à la France.

Que s'était-il passé ? La France de de Gaulle était-elle soudain devenue plus riche en matières premières ou plus peuplée, relativement aux autres, que celle de M. Auriol ? Non, aucune volonté humaine ne pouvant donner à notre sol ce que la nature lui avait refusé et révoqué étant le alicide des conquêtes, c'est donc sur un autre registre que s'est jouée la partie. Notre chance nationale voulut que le président de la République d'alors fut habité par la certitude suivante : le rayonnement et l'importance de la France devraient reposer sur d'autres critères que ceux du potentiel industriel et de la richesse matérielle. Dans le monde partagé entre deux camps dressés l'un contre l'autre, de Gaulle pensa qu'il y avait place à tenir et rôle à jouer pour une nation libre et qui propose — aux riches comme aux pauvres, compréhension et entente. Nombre de nations devant l'alternative se refusèrent, en effet, à un choix pour des systèmes éloignés de leurs traditions et de leur génie et redoutaient d'être entraînés dans un conflit ne concernant pas leur survie.

Or la France se trouvait, en raison de son passé, mieux placée que quiconque pour jouer ce rôle de champion des indépendances et de la fraternité. Car, en ce domaine politique, ce qui resta et restera de notre pays dans les mémoires et les consciences, ce ne sont pas nos succès militaires ou nos conquêtes coloniales, mais notre révolution, son principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son respect de l'homme. Convaltu de notre vocation comme avant-garde et refuge de la liberté, de Gaulle s'employa donc, sans délai, à mettre en harmonie notre action avec notre conscience. C'est ainsi qu'il offrit leur indépendance aux peuples de la communauté et, aussi cruel que cela pût être — et combien ce le fut ! — imposa pour l'Algérie l'autodétermination. Aujourd'hui de nombreux peuples ont ce mot à la bouche : chaque fois qu'il est cité, c'est un vœu pour la France.

Puis par une série d'initiatives et de démarches dont certaines haïrent nos alliés, il assura l'indépendance nationale, condition indispensable d'une action ouverte à tous. Enfin, aussitôt que notre pays fut réouvert à l'autonomie de ses mouvements, de Gaulle put lui donner consistance aux idées de coexistence et de coopération. Dès lors, se tournèrent vers la France les regards de ceux qui, refusant les hégémonies d'où qu'elles vinssent, cherchaient une inspiratrice et une alliée. La France apparaissant soudain comme le recours des opprimés et des misérables, les Grands se trouvèrent contraints de compter avec elle.

Malgré ce chemin vers la haute fut semé d'embûches, de combats, parfois de rudes batailles. Beaucoup de résolution, d'esprit d'entreprise, de capacité d'offensive et de résistance furent nécessaires ainsi que le courage d'affronter la critique et le ressentiment de partenaires contrariés dans leurs desseins. De Gaulle, on l'a vu, prépara le terrain de chaque rencontre en s'isolant ou en s'isolant pour lui-même par une conscience de presse — sur les positions les plus éloignées de celles de son futur interlocuteur et, ce faisant, réduisant les marges de l'autre à presque rien.

La France a sa place dans le monde d'aujourd'hui ; ce n'est plus le problème mais ce n'est pas non plus une situation de seconde ligne. C'est une place unique qu'aucune nation ne peut occuper. C'est celle du pays dont on a dit : « Il y a un pacte vingt fois séculaire entre la grandeur de la France et la liberté du monde. » (1) Mais, pour accéder à cette place, il faut le vouloir, ensuite se battre pour l'occuper, s'y maintenir et ce qui est le plus difficile, la défendre. Plus les puissants qui ne souhaitent que nous reléguent dans la pénombre du passé, aux idéologies qui s'affrontent, nous devons répondre par une autre : aux excès de l'Est comme de l'Ouest, nous devons opposer une solution humanitaire. Plus le politisme des blocs se renforce, plus leur confrontation éclate, plus les pauvres et les faibles ont besoin d'aide et de compréhension. Ce besoin, dans le monde, n'a jamais été aussi grand.

Quant à nous Français — trait à ne jamais perdre de vue, — chacun de nous est persuadé de la vocation particulière de la France et s'accroche et acceptera de se sacrifier pour elle, à condition qu'on sache le lui demander. Combien de Français et de Françaises, lorsque l'essentiel fut mis en cause, donnèrent leur vie pour l'idée qu'ils se faisaient de leur pays !

Dans une action pour que la France retrouve sa place, que sont les risques ? L'opposition des sceptiques, la brouille avec les habiles des salons internationaux, la critique des commentateurs. Ces risques, momentanés, superficiels et passagers, que sont-ils face à celui du déclin et, par conséquent, de l'échec ? Ils ne sont rien sinon des nuages que le vent, à peine levé, dissipera sans que demeure aucune trace. La route du général de Gaulle a été souvent assombrie par de tels nuages, qu'an reste-t-il à côté de ce que lui son œuvre, une renaissance de la France ? Que nos dirigeants sachent que s'ils reprennent cette route, l'ascenda que les Français leur offriront sera enthousiaste et nombreux.

(*) Président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle.

(1) De Gaulle, 1^{er} mars 1941.

● M. Gabriel Péronnet, secrétaire d'Etat à la fonction publique, secrétaire général du parti radical, a déclaré le dimanche 5 janvier, à Vichy, devant une assemblée départementale de sa formation, à propos de l'action de M. Valéry Giscard d'Estaing : « Il y a longtemps que nous n'avions pas entendu pareil langage dans la bouche d'un chef de l'Etat. Cela nous rappelle, à certains égards, — à nous, radicaux — le style Mendès France, c'est-à-dire un langage précis, généreux d'une action claire, ordonnée et déjantée dans le temps. Plus que quiconque, nous devons nous réjouir. Plus que quiconque, nous devons nous réjouir de l'application scrupuleuse des directives du chef de l'Etat, qui sont autant de réformes que nous n'avons cessé de préconiser et qui constituent l'essentiel des idées réformatrices du parti radical. »

LES PRISES DE POSITION DE LA MAJORITÉ

M. CHALANDON : il faut maintenant un programme à l'U.D.R.

M. Albin Chalandon, ancien ministre, député U.D.R. des Hauts-de-Seine, qui a été récemment nommé secrétaire général adjoint de l'U.D.R. par M. Jacques Chirac, déclare dans une interview à l'hebdomadaire *Le Point* du 6 janvier :

« L'essentiel n'est pas remis en cause, l'engagement du oui — selon les institutions que nous avons voulues — implique le soutien au président de la République et au gouvernement qu'il a choisis. Au contraire, l'irrésolution des cingules, leur mésaventure laissent planer une ambiguïté qui risquerait de conduire au dépérisse-

M. Jacques Chirac : 1975 pourrait être l'année du rétablissement de la situation économique

M. Jacques Chirac a été samedi 4 janvier l'hôte de M. René Tomassin, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, au Palais National. Devant les adhérents de l'Union départementale d'action civique, économique et sociale pour la V^e République, le premier ministre a affirmé « le potentiel de gouvernement de poursuivre une politique sociale profondément engagée depuis 1958 ». Évoquant la situation de l'emploi, M. Chirac a déclaré : « Nous n'avons jamais considéré, et nous ne considérons pas — comme beaucoup d'ailleurs des pays qui nous entourent, et même des plus proches parmi ceux qui sont gouvernés par les socialistes, que l'emploi soit un problème de régularisation de l'économie. C'est la raison pour laquelle toute notre action, nos efforts, notre but, sont d'abord et avant tout de maintenir l'emploi, quelles que soient les incertitudes et les difficultés que cela comporte dans une période de lutte libre. »

M. Chirac a poursuivi : « Le rétablissement de la balance des paiements et l'évolution normale de la valeur de notre monnaie constituent l'autre face de l'action de gouvernement. Nous arrivons à ce stade préoccupations, l'objectif sera atteint avant l'échéance prévue. »

Au sujet des prix, le premier ministre estime : « Il est probable que, par suite d'une inflation qui atteignait près de 20 % au début de l'année dernière, nous arriverons pour cette année à un taux d'inflation dont je ne pense pas être trop optimiste en disant qu'il sera inférieur à celui de l'année dernière. Ceci représente une victoire que nous attribuons à la discipline que les Français ont bien voulu accepter et aux contraintes qu'ils ont bien voulu admettre. »

« Si nous reletons ces défis, nous pourrions dire que 1975 sera l'année du rétablissement d'une situation économique qui nous permettra de regarder l'avenir avec confiance. »

Le nouvel immeuble de l'Assemblée nationale DES DÉPUTÉS SANS SCRUPULE

Aucun député ne pourra plus protester contre la détérioration du paysage parisien à Paris notamment. Quand elle construit pour son propre compte, l'Assemblée nationale se conduit comme tout le monde : elle cherche à obtenir le maximum.

De la place de la Concorde et de la rue Royale, un cube blanc brise le ligne des palais de la rive gauche, à droite du Palais-Bourbon. C'est le haut de l'immeuble que l'Assemblée nationale a construit rue de l'Université. Le permis de construire a été délivré le 2 septembre 1970 et complété le 11 juin 1971, après consultation des services compétents et de la commission des sites. Des dérogations aux règles de gabarit (surtout de l'immeuble par rapport à la largeur de la rue et à l'éloignement des propriétés voisines) ont été accordées.

Mais aucune dérogation de hauteur, proprement dite, n'a été nécessaire, le plafond réglementaire dans le centre de Paris étant à l'époque de 37 mètres. L'administration a toutefois renoncé à exiger de cet important demandeur ce qu'elle fait respecter en général : une hauteur de 25 mètres correspondant à celle des immeubles existants.

Il est vrai qu'elle se retranchait derrière l'avis de M. André Malraux, qui avait admis, lorsqu'il était ministre des affaires culturelles, que les députés aient un restaurant panoramique... et donc que l'immeuble soit plus haut que ses voisins. Finalement, ce n'est pas l'étage du restaurant qui dépasse, mais seulement une construction de quelques dizaines de mètres carrés qui cache les machineries d'ascenseurs.

En acceptant cette surélévation — à la demande pressante de M. Achille Perrot, alors président de l'Assemblée nationale, le ministre des affaires culturelles avait demandé qu'il s'harmonise avec la couleur du ciel. Mais de quelle couleur est le ciel ? Parmentier aussi blanc que ce cube blanc qui est une infirmité à l'harmonie de l'une des plus belles perspectives de la capitale. — M. Ch.

M. PONIATOWSKI : l'administration doit éviter de se prendre pour l'Etat.

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a évoqué samedi 4 janvier, au Palais des Alpes-Maritimes, les missions de l'administration en déclarant notamment :

« L'administration est en France, dans son ensemble, de bonne et haute qualité, mais elle doit éviter de se prendre pour l'Etat et de considérer l'Etat comme son monopole propre. Elle est au service de l'Etat, par là de la nation, c'est-à-dire au service des autres. »

« Le fonctionnaire est d'abord au service du citoyen et il doit le marquer dans son attitude disponible, dans sa manière d'agir et de décider. C'est son devoir de dévouement, comme il a un devoir d'obéissance à l'égard des hommes et des institutions qui constituent l'essence de l'Etat dans sa forme exécutive et législative et qui orientent l'action nationale. »

Après avoir ainsi rappelé l'essentiel des thèmes que M. Giscard d'Estaing avait développés le 1^{er} janvier dans l'allocution qu'il avait prononcée devant les corps constitués, le ministre a indiqué que dès cette année « la décentralisation si nécessaire en France devrait entrer dans les faits et conduire le ressortissant éprouvé à l'égard des décisions prises dans les bureaux des ministères. »

Pour « Der Spiegel » M. CHIRAC EST L'HOMME DE L'ANNÉE 1974

Bonn (A.F.P.). — Dans un article intitulé « Mon bulldozer », l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* estime, dans son numéro du 6 janvier, que M. Jacques Chirac est en France, « l'homme de l'année 1974 ». Après avoir évoqué ses succès durant les six premiers mois de son gouvernement (à l'Intérieur, au sein du cabinet de l'U.D.R. ; à l'extérieur, la signature du grand contrat avec l'Iran), *Der Spiegel* souligne que, « pour l'un des plus jeunes chefs de gouvernement du monde (quarante-deux ans), la seule promotion encore possible est la conquête de l'Europe ». Il rappelle que le président Pompidou avait appelé son protégé « l'homme bulldozer », et décrit le premier ministre français comme « un produit typique de l'ENA : méthodique, capable de juger rapidement une situation nouvelle, habitué à l'étude de dossiers volumineux, travailleur et sans originalité ». Ses réflexions de philosophie politique sont plutôt néolibérales, il remporte cependant succès sur succès en politique, et cela, avant tout, parce qu'il est soumis corps et âme à son mentor du moment, autrefois Pompidou, aujourd'hui Giscard d'Estaing. »

M. CHARBONNEL : le mensonge et l'imposture n'ont qu'un temps.

M. Jean Charbonnel, maire de Brive-la-Vallée, député U.D.R. de Corrèze, a déclaré dans un message à la population de Brive :

« Je souhaite que le pays et la ville de Brive retrouvent rapidement l'unité de leur destin et de leur responsabilité que nous aurons voulu et qui leur font actuellement défaut, afin de poursuivre l'œuvre de rénovation entreprise depuis dix ans. Pour ce faire, je souhaite que vous ne perdiez, à aucun moment, l'espérance. Le mensonge et l'imposture n'ont qu'un temps. Si nous nous unissons pour le bâtir, je ne doute pas que nous parviendrons très vite à reprendre notre marche en avant. »

(M. Charbonnel semble faire allusion au refus de M. Charles Cureau de donner sa démission de son mandat de député U.D.R. de la deuxième circonscription de la Corrèze lorsque M. Charbonnel a cessé, en mai dernier, d'appartenir au gouvernement. Suppléant de ce dernier comme député depuis 1968, M. Charbonnel a été élu député national à la place de 1972 à mai 1974, puis de nouveau jusqu'en mai 1974, tandis que M. Charbonnel occupait des fonctions ministérielles.)

LES ELECTIONS CANTONALES

COBSE : canton de San-Martino-di-Lota (1^{er} tour).

Inscr. : 3 183 ; vol. : 2 525 ; suff. expr. : 2 472.

MM. Jean Baggioni, O.D.R., maire de Ville-di-Pietrabugno, 1 375 voix. Récia ; Joseph Graziani, P.C., maire de San-Martino-di-Lota, anc. cons. gén., 1 091.

(Cette élection fait suite à l'annulation par diverses irrégularités, notamment en faveur par correspondance, de scrutins qui s'étaient déroulés en janvier 1973, scrutins qui, lui-même, avait été proposé par l'annulation des résultats de mars 1973.)

En mars 1973, M. Graziani avait été réélu au second tour avec 1 298 voix contre 1 145 à M. Baggioni sur 2 312 inscrits, 2 285 votants et 2 333 suffrages exprimés. Le premier tour du scrutin en janvier 1973 avait vu la victoire de M. Baggioni par 1 143 voix contre 1 064 à M. Graziani, et 25 à M. Engueu Venzura, sans élection de 2 285 inscrits, 2 225 votants et 2 223 suffrages exprimés.)

Sous l'égide de M. Michel Jobert CONGRÈS CONSTITUTIF DU MOUVEMENT DES DÉMOCRATES LE 15 MARS

Le congrès constitutif du Mouvement des démocrates, qu'anime M. Michel Jobert, se réunira le samedi 15 et dimanche 16 mars à l'hôtel Sottel-Sèvres, à Issy-les-Moulineaux, avec la participation d'un millier de délégués des comités de soutien à l'action de Michel Jobert.

M. Jobert participera vendredi 10 janvier, à Orléans, à un débat organisé par son comité de soutien, auquel assistera notamment M. Henri Bayillard, député du Loiret, non inscrit, ex-U.D.R.

UNE GALETTE DES ROIS POUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Valéry Giscard d'Estaing devrait recevoir, lundi après-midi 6 janvier, des mains d'une délégation de la Confédération nationale de boulangerie-pâtisserie française, la traditionnelle galette des rois. Le chef de l'Etat, qui a reçu en fin de semaine M. Pierre Arralange, conseiller à la Cour de cassation, ancien directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, devait s'entretenir dans l'après-midi avec M. André Rossi, porte-parole du gouvernement, puis, comme chaque année, avec M. Jacques Chirac, premier ministre.

Des attitudes nuancées

On a vu le premier procès d'un signataire de l'appel des cent... celui de M. Jean Fournel, condamné le 13 novembre 1974 par ce même tribunal militaire de Marseille à un an de prison...

A la volonté du gouvernement de faire des exemples — avec ces procès de Marseille — plutôt que de multiplier des sanctions au risque de réprimer aveuglément à l'insouciance...

Un statut démocratique du citoyen-soldat et pour une défense nationale au service de l'indépendance nationale et de la paix...

Pour le P.C.F., en effet, il faut une armée, il faut un service militaire de six mois. Il est nécessaire, encore, de définir les nouvelles règles d'une discipline dans les armées...

C'est donc dans la mesure où des jeunes appelés de contingent sont poursuivis, pour avoir tenté d'exprimer, dans les armées, un souhait de justice et de dignité...

des de Draguignan en déléguant, à Marseille, deux témoins. Pour sa part le parti socialiste a demandé à M. Charles Hernu, président de la Commission des cadres de réserve pour l'armée nouvelle (C.R.A.N.)...

Tout se passe comme si, en effet, les partis d'opposition, désireux de réformer en profondeur la discipline militaire et le statut des cadres de carrière et du contingent, voulaient lever toute ambiguïté et en se proposant d'exposer clairement leur attitude devant le tribunal de Marseille...

DES ÉLÈVES DE POLYTECHNIQUE SE DÉCLARENT SOLIDAIRES DE L'APPEL DES CENT

Avant la comparution, le 7 janvier, devant le tribunal permanent des forces armées de Marseille, de MM. Robert Pelletier, Serge Ravet et Alex Taurus, considérés comme les « meneurs » de la manifestation des appelés du 19^e régiment d'artillerie dans les rues de Draguignan...

Cette pétition a été signée par MM. Jean André, Patrick André, Jean-Jacques Aubert, Jean-Baptiste Bartholin, Pierre Berthoin, Paul Beron, Thomas Billaud-Charmarin, Alain Biron, Bernard Caudéras, Jean-Claude Chazotte, André Chien, Jean-Marc Chiron, Maxime Collin, Louis Oudin, Michel Debay, Jean-Pierre Dollé, Frédéric Donadieu, Alain Ducasse, Jean-Marie Dupuy, Denis Fournel, Antoine Garrière, Louis-Marie Gaudesnet, Babouï Genat, Eric Guillet, Pierre Halde, Wang Aïa, Henry, Philippe Hubert, Gérard Jacquin, Jean-Pierre Javalie, Gilles Jahan, Pierre Joly, Daniel Jour, Daniel Kahn, Philippe Labat, Michel Le Gouin, Jean-Adolphe Major, Bernard Malinier, Charles Naville, Nicolas Petit, Jean-Michel Salvatier, François Samier, Serge Soudoplatov, Patrick Sout, François Soudet, Dominique Stummeler, Philippe Toussaint, Daniel Uralin, François Vallant, Yves Vernez, Jean-Pierre Volmer.

Des socialistes et des communistes déposeront en faveur des trois appelés jugés à Marseille

(Suite de la première page.)

L'affaire de Draguignan était l'écho direct de l'important mouvement d'adhésion des jeunes du contingent à l'appel des cent lancé au mois de mai dernier par quelques militants lors de la campagne présidentielle (1), un mouvement dont l'ampleur devait surprendre non seulement les états-majors mais encore les organisations d'extrême gauche qui l'avaient lancé, ainsi que les partis politiques de gauche et les syndicats qui, jusqu'alors, avaient montré une certaine réserve à l'égard de diverses tentatives de contestation de l'armée souvent jugées trop radicalement antimilitaristes.

L'appel des cent a été la revendication d'une série de « droits élémentaires » destinés à améliorer le sort du contingent. Tout en se refusant de prêter attention à un mode de revendication contraire à la discipline, le gouvernement a en fait voulu y répondre en annonçant, au cours de l'été, une dizaine de mesures de libéralisation. Mais ces mesures étaient tardives et en tout cas insuffisantes pour mettre fin à un malaise diffus, une réaction de révolte, indirectement ressentie par le corps des officiers jusque dans les états-majors. La manifestation de Draguignan a, pour une part, montré cette insatisfaction.

Les signataires de l'appel des cent et les manifestants de Draguignan ont, d'autre part, et surtout, exprimé à leurs supérieurs et à l'opinion publique que l'institution militaire n'était pas intangible et que l'armée ne pouvait continuer de vivre en dehors des préoccupations des citoyens et de l'évolution de la société. Si l'armée n'avait pas été touchée par les mouvements de 1968, il ne s'agit pas d'un répit. Les jeunes appelés vivent, en 1974, le rite de 1968 dans les lycées, dans leurs entreprises et, disposant du droit de vote, sont des citoyens à part entière. Ils veulent plus de maîtrise leurs droits et libertés entre parenthèses, ne fût-ce que deux mois. Les règlements et la discipline militaires leur sont de plus en plus insupportables que les traditions et les coutumes qu'on leur inculque leur semblent démodés et inadaptes; pourquoi un service militaire? Quelle défense? Leurs supérieurs sont souvent embarrassés pour leur répondre. La conscription obligatoire a été supprimée dans plusieurs pays étrangers, et son maintien en France fait depuis longtemps l'objet d'un débat au sein des états-majors.

Sur ces questions, l'embarras des partis politiques et des organisations syndicales n'était pas nouveau. Jusqu'à présent, mais aujourd'hui, la situation paraît avoir changé. Les partis de gauche et les syndicats sortent de leur réserve. Les débats du procès de Marseille ont apporté la preuve. Des responsables syndicaux de la C.G.T. de la C.F.D.T. et du S.G.E.N. (Syndicat général de l'éducation nationale) figurent sur la liste des témoins cités par la défense. Le parti socialiste sera représenté à la barre par M. Charles Hernu, secrétaire national, spécialiste des questions militaires, et le parti communiste par M. Montpéroux, député du Val-d'Oise. Au nombre des témoins se trouvent également Mme Rebarboux, membre du comité central (directeur) de la Ligue de l'enseignement, M. Léopold Héder, sénateur (non-inscrit) de la Guyane (2), et M. Roger Garaudy.

Il y a encore quelques mois, les partis politiques d'opposition et les syndicats se contentaient pour le moins prudents, voire

tout à fait hostiles à l'antimilitarisme des groupes gauchistes que l'on qualifiait de « punitifs » et de « démagogiques ». Ils ont depuis compris que le mouvement provoqué par l'appel des cent n'était pas seulement touché par quelques jeunes qui n'avaient rien de « gauchistes », mais encore leurs propres militants — M. Pelletier est un adhérent du S.G.E.N.-C.F.D.T. — et une part importante de jeunes qui auparavant n'avaient jamais milité dans aucun mouvement mais dans la réaction prenait un caractère politique.

A ce propos, il faut signaler que beaucoup de jeunes communistes ont été parmi les premiers à signer l'appel des cent. Il n'était alors pas surprenant de voir l'humanité consacrer le 27 décembre dernier, un editorial en faveur des « trois de Draguignan ». M. Louis Baillet, député de Paris y écrivait notamment: « Les actions que mènent les soldats du contingent, comme les votes qui se font entendre parmi les cadres de carrière, convergent sur un terrain commun ». Et l'éditorialiste concluait à la nécessité d'une « réforme démocratique » de l'armée.

Dans ces conditions, le procès qui s'ouvre à Marseille ne manquera pas de déboucher sur un débat politique que l'autorité militaire aurait certainement voulu éviter, tout en ne pouvant s'empêcher de punir les coupables d'une manifestation sans précédent. Le dilemme se pose déjà au moment de la décision des poursuites: il se repose au moment du jugement. Indulgences ou fermeté? Quel que soit le choix, le débat sur le « rite de l'armée » ne saurait être arrêté par une condamnation.

FRANÇOIS CORNU.

(1) L'appel des cent a recueilli près de cinq mille signatures, en moins de quatre mois, dans les unités où il a circulé à la fin du 9 juillet.

(2) Il décria la situation des appelés d'outre-mer l'un des articles de la revue « Le Monde » du 9 juillet.

DES PARLEMENTAIRES COMMUNISTES ÉCRIVENT AU MINISTRE DE LA DÉFENSE

Les parlementaires communistes des Bouches-du-Rhône (MM. Billaud-Lazarario, Garçon, Porelli, Ribouin et Cernolacce, députés; M. David, sénateur) ont écrit au ministre de la défense une lettre dans laquelle ils déclarent notamment ne pas comprendre « que des jeunes gens soient poursuivis pour avoir exprimé des idées légitimes admises par l'opinion publique et confirmées par vous-même en ces termes: « Il faut adapter le service de la vie moderne aux jeunes qui existent ».

CATASTROPHES

LA TRAGÉDIE DE LIÉVIN

Si toutes les règles de sécurité ont été appliquées c'est qu'elles sont insuffisantes déclare M. Ségard

De notre correspondant

Lille. — M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat au commerce extérieur a rendu visite, samedi 4 janvier, à la cité hospitalière de Liévin aux deux mineurs brûlés de la catastrophe de Liévin, qui y sont actuellement en traitement. A l'issue de cette visite, M. Ségard a déclaré: « Le gouvernement veut savoir si toutes les règles de sécurité ont été appliquées à Liévin. Si oui, c'est qu'elles sont insuffisantes et que les règles ne sont pas appliquées avec les mêmes soins avec ceux qui meurent. Si elles n'ont pas été respectées, alors il y a des responsables et ils doivent être connus, les responsabilités. C'est l'urgence est chère et rare, mais on ne peut la payer au prix d'une seule vie humaine. On ne peut aujourd'hui sur la Liévin sans accident. Il est inacceptable que de telles catastrophes surviennent à quelques centaines de mètres sous terre ».

7,50% net d'impôt au lieu de 6,50%

C'est le nouveau taux d'intérêt annuel du Livret A des Caisses d'Epargne.

Et votre argent est disponible à tout moment!

Livret B: de 6,50% à 7,50% avec option fiscale.

Plans d'Epargne-Logement: 9% net d'impôt.

(pour les Plans souscrits à partir du 1^{er} Janvier 1975)

Caisses d'Epargne.

رَكْزًا مِنَ الْأَصْلِ

LA CONDITION MILITAIRE... POINT DE... SALES MANAGER... GESTION DES RESSOURCES... PROMOTION RÉGIONALE... JEUNE INGÉNIEUR RECHERCHEUR... PA COMMUNISTE... 9, rue Jacques-Meyerson

501

LE DÉBAT SUR

des communistes déposeront des appels jugés à Marseille

Un procès s'ouvre à Marseille, le 7 janvier devant un tribunal militaire, pour juger trois jeunes soldats du 1er régiment d'artillerie considérés comme responsables de la manifestation de deux cents recrues dans les rues de Draguignan, le 10 septembre. Ce procès met en lumière les archaïsmes qui comportent encore la notion d'armée et la pratique du service militaire.

Les jeunes Français, à l'âge même où une loi récente leur confère le statut de citoyens, avec les droits et devoirs qu'elle implique, doivent passer par un purgatoire initiatique et conventionnel à l'armée.

Dans ce cas, il s'agit de juger des jeunes soldats qui ont été jugés coupables de désobéissance à l'égard de leur chef de corps.

DES PARLEMENTAIRES COMMUNISTES ÉCRIVENT AU MINISTRE DE LA DÉFENSE

OPHES

IGDIE DE LIÉVIN

de sécurité ont été appliqués

ne sont insuffisantes

re M. Ségard

LE DÉBAT SUR

LA CONDITION MILITAIRE

POINT DE VUE

Un monde à part ?

par JEAN CASSOU (*)

UN procès s'ouvre à Marseille, le 7 janvier devant un tribunal militaire, pour juger trois jeunes soldats du 1er régiment d'artillerie considérés comme responsables de la manifestation de deux cents recrues dans les rues de Draguignan, le 10 septembre.

L'un de ces corps ne peut être celui d'un citoyen diminué. L'armée ne saurait échapper à cette règle de vie et s'ériger en corps privilégié, imposant des disciplines particulières, disposant d'une police particulière, la sécurité militaire, et de tribunaux d'exception.

était la vérité patriotique ? Du côté des militaires ? Ou du côté des citoyens qu'ils condamnaient au nom de l'armée et d'un marché de France ? Heureusement, nombre d'officiers de terre, de mer et de l'air, dont celui de qui nous nous réclamions.

la fonction du soldat à l'égard de celle du bourgeois et du prêtre. C'est là une idée mystique, perverse, profondément antidémocratique, nous dirions aujourd'hui : fasciste. Pour ce qui est des prêtres, le plupart, actuellement, le refusent.

actuel. C'est en ces termes que l'armée de Draguignan pose le problème fondamental de l'armée. Celle-ci peut-elle se définir encore comme une institution extérieure à la nation ? Ou comme une expression de la nation ainsi que l'a toujours voulu la République ?

CONTRE LE VOL LE DI 50 D'ALARME 2000

Devant la dramatique progression des vols, ALARME 2000 a étudié et conçu un appareil permettant à tout particulier d'agir efficacement contre les cambrioleurs. En maintenant un radar hyperfréquence, ALARME 2000 a pu concevoir les circuits électroniques sans lesquels une protection est vulnérable, donc inutile.

PROTECTION DES APPARTEMENTS, BUREAUX VILLAS ET RÉSIDENCES SECONDAIRES

PA MANAGEMENT CONSULTANT advertisement with various job listings: SALES MANAGER, DIRECTION COMMERCIALE, GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, PROMOTION RÉGIONALE, JEUNE INGÉNIEUR RECHERCHE APPLIQUÉE, DIRECTION FILIALE, SPÉCIALISTE ACIER EXPORT, DIRECTION DE PRODUCTION, CHEF DE PROJETS.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à : PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. : 727 35-79

JUSTICE

AUX TERMES DE LA LOI NOUVELLE

Les banques devront toujours payer les chèques inférieurs à 100 francs

Le « Journal officiel » a publié le 4 janvier 1975, la loi du 3 janvier sur la prévention et la répression des infractions en matière de chèques. Elle prévoit notamment la mise en cause des établissements bancaires qui n'assureraient pas correctement le rôle « régulateur » qui leur est confié.

Dès qu'un incident de paiement interviendra, les banques devront réclamer aux titulaires des comptes insuffisamment provisionnés les formules de chèques en leur possession. Elles ne pourront en délivrer de nouvelles avant un an, sauf si le titulaire a fait preuve de sa bonne foi en approuvant dans un compte dans un délai qui reste à fixer par le Conseil d'Etat.

La sévérité de la répression est accrue pour les tireurs de mauvais foi.

La responsabilité des banques est accrue : elle assure désormais la restitution de 2 000 à 50 000 francs si elles ne déclarent pas les incidents de paiement à la Banque de France dans un certain délai. Elles sont tenues de payer les chèques tirés sur des formules dont elles n'ont pas réclamé la restitution malgré un incident de paiement, et ce à

concurrence d'une somme qui doit être fixée par le Conseil d'Etat mais ne pourra pas être inférieure à 10 000 francs. Tout chèque d'un montant égal et inférieur à 100 francs sera automatiquement payé par les banques. Elles devront aussi, lors de l'ouverture d'un compte ou de la délivrance d'un chèque, s'entourer de garanties légales et réglementaires (et notamment interroger la Banque de France, qui centralisera les informations sur les incidents de paiement).

En contrepartie, les banques pourront faire une mise en demeure par huissier de justice au titulaire du compte d'avoir à payer la somme qui leur est due. S'il n'y a pas de paiement dans un délai de vingt jours, il pourra y avoir saisie. Si alors il n'y a pas de paiement dans un délai d'un mois, les biens saisis pourront être vendus.

Cinq non-lieu et cinq renvois en correctionnelle après la « capture » d'un directeur départemental de l'agriculture

Le tribunal correctionnel de Paris devrait examiner en février ou mars les violences dont a été victime le 27 août M. Guy Dupes, directeur départemental de l'agriculture d'Ajaccio, de la part d'un groupe de manifestants qui lui passèrent des menottes derrière le dos, le coiffèrent d'un sac de jute, lui ôterent son pantalon et le firent descendre dans la cour de l'immeuble, où il fut photographié, tandis que des dépôts étaient en outre causés aux locaux et au matériel de bureau.

Une information avait été ouverte par le parquet d'Ajaccio pour infraction à la loi anti-cassures. Dix cultivateurs avaient été appréhendés le 29 août. Si d'entre eux avaient été incarcérés d'abord à la prison des Baumettes à Marseille, puis transférés à la Santé sur décision de la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui chargea le tribunal de Paris de l'affaire. Ils furent remis en liberté le 7 septembre à la demande de M. François Sarda, leur défenseur.

Cinq inculpés viennent à présent de bénéficier d'un non-lieu de la part de M. Bréque, juge

d'instruction : MM. Pierre Susini, Louis Medori, Dominique Ferrandi, Simon Passi et Antoine Martini.

Mais le magistrat a renvoyé en correctionnelle M. M. François Musso, président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Corse, Roch Simoni, secrétaire général, Ange Acquaviva, secrétaire général adjoint, Lucien Troloni et Charles Peretti.

S'ils reconnaissent avoir participé à l'organisation de la manifestation publique qui eut lieu ce jour-là, les prévenus contestent avoir jamais eu l'intention de se livrer aux schémas regrettables survenus à la direction départementale et y avoir été personnellement mêlés.

Le ministre néerlandais de la justice, M. Andreas Van Aarts, se rendra aux Etats-Unis du 7 au 14 janvier. Il aura des entretiens, à Washington et à New-York, sur le trafic, l'utilisation de la drogue et l'attitude de la justice dans ce domaine. — (A.F.F.)

INCLUPÉ DU MEURTRE D'UN JEUNE ALGÉRIEN

Un policier marseillais meurt à la prison des Baumettes

De notre correspondant régional

Marseille. — Inculpé, le 26 octobre 1974 (le Monde du 29 octobre), de l'assassinat d'un jeune Algérien de seize ans, Ladj Lounes, le sous-brigadier de police marseillais, François Cento, qui était âgé de cinquante-deux ans, est décédé, dans la soirée du vendredi 3 janvier, à l'hôpital de la prison des Baumettes. Toute action publique n'est cependant pas éteinte dans cette affaire puisqu'une seconde inculpation a été prononcée le 29 octobre à l'encontre de M. Raymond Michel, vingt-quatre ans, boucher, demeurant à Marseille, pour non-dénonciation de crime et complicité d'assassinat (le Monde du 31 octobre).

Ladj Lounes avait été tué de plusieurs balles à l'angle du boulevard de Beaumont et du chemin de la Madrague-Ville, dans le quartier nord de Marseille, le 28 août 1973, le soir même des obsèques de M. Emile Guerleche, le chauffeur

d'autobus marseillais poignardé à son volant par un dément algérien, M. Salah Bougrine. Le sous-brigadier Cento, repêché d'Algérie, père de six enfants, qu'assistait M. Emile Poillak, aurait déclaré avoir epi par vengeance après qu'un sujet nord-africain eut importuné l'une de ses filles.

Effectués samedi à la demande du parquet, l'autopsie du corps du policier a permis de conclure que le mort était consécutif à un infarctus du myocarde. La famille de M. Cento a aussitôt fait connaître qu'elle avait alerté l'administration pénitentiaire sur l'état de santé précaire du détenu, début décembre, et qu'elle avait alors réclamé une expertise médicale en vue d'obtenir une hospitalisation dans un autre établissement. La sous-brigadier qui, au moment des faits, se trouvait en congé de longue maladie, avait déjà subi deux accidents cardiaques.

Interrogé, récemment, par M. Joseph Sanguinetti, le juge d'instruction chargé de l'affaire, M. Raymond Michel, aurait prétendu qu'il ne se trouvait sur les lieux du crime que pour empêcher M. Cento de commettre son acte. La demande de mise en liberté provisoire présentée par son avocat, M. Keramidas, et cependant rejetée. La reconstruction n'aurait pas encore été effectuée et, avec la mort du principal inculpé, tout une partie du dossier restera désormais sous le boisseau. G. P.

La rentrée judiciaire à Aix-en-Provence

LES ARRÊTS RENDUS EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE ONT DOUBLÉ EN DIX ANS

(De notre correspondant.)

Aix-en-Provence. — A l'occasion de la rentrée solennelle de la cour d'appel, M. Limouzinou, premier président, a rappelé qu'au cours de l'année 1974 la cour d'Aix avait rendu plus de dix mille arrêts. Si l'on compare ces chiffres avec ceux des décisions rendues en 1962, il y a douze ans — quand le premier président, M. Limouzinou, et le procureur général Cahès ont été nommés à Aix — on constate que le nombre des arrêts en matière civile ou pénale n'a augmenté que de 10 %. En revanche, le nombre des décisions en matière commerciale a plus que doublé et celui des deux sections de la chambre sociale a augmenté de 40 %. Il faut souligner aussi l'accroissement du nombre des arrêts de la chambre des expertises, conséquence du développement important des travaux d'équipement public et de l'aménagement de la zone de Fos.

Après avoir rappelé la définition d'Alain, selon laquelle « la justice est l'application de la loi », M. Limouzinou a déclaré : « Nombre de nos jeunes collègues ne souscrivent plus à cette formule. Ils ont parfois l'incantation à rendre une justice conciliatoire élémentaire, à faire abstraction de considérations juridiques et à se contenter d'un compromis acceptable pour les deux parties, parfois politiquement orientée. Mais qui peut être sûr de posséder le sens de la justice ? Le magistrat, serviteur de la loi, peut ne pas l'appliquer à la lettre et opérer les adaptations nécessaires. Il doit toujours en respecter les principes essentiels ; sinon plus de jurisprudence mais des décisions de circonstance contradictoires, source d'incertitudes et d'insécurité dans les pratiques, de désordre dans la cité. » — P. C.

Le Monde DOSSIERS ET DOCUMENTS vient de paraître

LE NUMÉRO 17 comporte dans la série « Economie et Société » :

L'INDE

et dans la série « Vie sociale et politique » : L'ÉGLISE DE FRANCE

Prix de vente, le numéro : 2 F. Abonnement 1 an (10 numéros) : 18 F.

Sur demande : tarif dégressif pour abonnements groupés expédiés à une même adresse.

Consommer juste c'est dépenser moins.

Pour consommer juste il faut d'abord connaître ses consommations.

Pour éviter le gaspillage il est nécessaire de compter.

Compteurs Schlumberger, premier fabricant européen de compteurs et d'appareils de mesure, est bien placé pour vous apporter cette connaissance ;

quelle que soit la nature de vos dépenses en énergie (consommations d'électricité, de gaz, de fuel et production de chaleur).

Si les pouvoirs publics incitent aujourd'hui les industriels à économiser l'énergie, Compteurs Schlumberger leur en donne les moyens.

COMPTEURS Schlumberger

12 PLACE DES ETATS-UNIS, 92120 MONTROUGE, TEL. 655.62.22

مكتبا من الأصل

L'Etat et les organisations la désaffection croissante à l'égard des élections

BOULE DE PHOTOGRAPHIE

ENASPO

ÉDUCATION

L'État et les organisations voudraient enrayer la désaffection croissante des étudiants à l'égard des élections universitaires

Les élections pour désigner les représentants des étudiants aux conseils d'U.E.R. (Unités d'enseignement et de recherche) sont commencées depuis novembre 1974 dans les universités de province et se prolongeront jusqu'en milieu du second trimestre dans les universités parisiennes. Après cinq ans d'application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, cette année pourrait être celle de la transition. Entre 1969 et 1974, la participation des étudiants n'a cessé,

en effet, de décroître, passant de 52 % à moins de 25 %. Cette désaffection des étudiants pour les élections inquiète M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État aux universités, qui entend relancer la participation dans les universités en suscitant, au besoin, une modification de la loi d'orientation. Les organisations étudiantes, de leur côté, semblent décidées, cette année plus que par le passé, à signifier leur attachement ou leur désintérêt pour les élections universitaires.

Les étudiants élisent au suffrage direct leurs représentants aux conseils d'U.E.R. La loi d'orientation prévoit pour ce scrutin un « quorum » de 60 %. « Si le nombre des votants est inférieur à 60 % des étudiants inscrits, le nombre de sièges attribués est fixe en proportion du nombre de votants, par rapport à ce chiffre. » En 1972-1973, 6 % des universités ont atteint ce quorum, alors que près de 80 % des universités n'ont atteint pas 30 % de participation (1). Fixé en fonction de ce pourcentage, le nombre d'étudiants siégeant aux conseils d'U.E.R. est donc très faible et sans commune mesure avec celui des enseignants, des chercheurs et des personnels non enseignants.

Les élus étudiants, malgré leur petit nombre, conservent cependant le droit d'être parmi eux leurs représentants aux conseils d'université ; cette seconde élection n'est pas, comme la précédente, assujétie au respect d'un quorum. Les représentants étudiants aux conseils d'université sont donc beaucoup plus nombreux, même si la participation à ces élections au second degré reste faible en moyenne.

Troisième degré dans l'élection : les étudiants membres des conseils d'université élisent leurs dix-sept représentants au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER). Constitué pour la première fois en avril 1971, le CNESER devait être renouvelé en avril 1974. A la demande de la commission de réglementation et de statut de l'U.E.R., celui-ci a réclamé d'être élu au scrutin direct pour toutes les catégories de ses membres.

En attendant cette modification de statut qui réclame une révision de la loi d'orientation, le mandat de l'actuel CNESER a été prorogé jusqu'au 31 décembre 1975. Cette prorogation et l'élection éventuelle au suffrage universel direct ne résoudront pas pour autant toutes les difficultés que rencontre le CNESER. Ses élus étudiants peuvent assurer un mandat de trois ans sans trêve. Les uns, en effet, quittent l'université, les autres deviennent assistants et continuent cependant pendant un an à exercer leur droit de représentation des étudiants.

Ainsi, une demi-douzaine d'étudiants seulement ont-ils siégé aux dernières réunions du conseil. Le décret qui proroge le mandat des membres du CNESER, publié au Journal officiel du 5 janvier, prévoit toutefois que des suppléants pourront être élus dans les listes constituées lors des élections. Ceux de ces étudiants qui étaient alors au début de leurs études pourraient ainsi siéger au CNESER cette année, mais pour l'instant, un renouvellement du mandat paraît seul pouvoir assurer une représentativité effective (2).

La modification des statuts du CNESER pourrait être le point de départ d'une réforme plus générale des élections universitaires. Elles pourraient ainsi se dérouler au cours de deux journées communes pour l'ensemble de la

France, prenant ainsi un caractère national. A tous les niveaux (U.E.R., université, CNESER), les élections pourraient être organisées au scrutin direct ; le quorum lui-même pourrait disparaître ; le vote, enfin, pourrait devenir obligatoire.

La progression de l'UNEF

Toutes ces possibilités sont étudiées actuellement au secrétariat d'État aux universités. Elles s'accroissent selon un membre du cabinet de M. Jean-Pierre Soisson, avec la volonté du secrétaire d'État de relancer la participation étudiante. « Pourtant, elles se heurtent à un obstacle de taille : l'autonomie des universités. En attendant la révision de la loi d'orientation (un projet de loi pourrait être déposé au printemps devant le Parlement), le secrétaire d'État envisage la création d'un comité consultatif étudiant, qui réunirait les organismes actuels du CNESER, et la réédition de grandes réunions avec les organisations étudiantes nationales, semblables à celle de septembre 1974 (le Monde du 13 septembre 1974).

Ces organisations semblent, cette année plus que de coutume, décidées à saisir les élections pour faire entendre leur voix, espérant ainsi étendre leur influence. En 1973-1974, en effet, 61 % des suffrages sont allés à des listes locales.

● L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE (UNEF) est renouvelée l'année par des étudiants de gauche qui comptent en 1972-1973 28 % des élus étudiants aux conseils d'U.E.R., et 39 % aux conseils d'université, précise ainsi que « former une coalition semblable n'est donnée aux étudiants de donner leur avis ». Elle insiste, cette année, sur trois axes principaux de campagne : l'allocation d'étudiants, leur statut et le budget des universités. Tout en se félicitant d'avoir « recueilli plus de 50 % des suffrages exprimés », jugés « très satisfaisants », elle dénonce « des actions anti-démocratiques de pression et d'actions violentes » qui, selon elle, à Rouen, Nancy, Nantes, Bordeaux, Toulouse ont empêché le déroulement normal des élections. « La loi d'UNEF est traditionnellement majoritaire ».

● L'ANEF (Association des étudiants en lettres, droit, sciences, sciences économiques et technologiques de France), réformiste, est née en octobre 1974 du regroupement du Comité de liaison étudiant pour la rénovation universitaire (CLERU) de l'Alliance des mouvements réformistes universitaires (AMRU) et du Comité de liaison des étudiants de Nancy (CLEAN), devrait permettre dans les jours qui viennent la création du Comité de liaison des



Blanc, couleur, coton ou synthétiques nappes ou rideaux, chemises ou mouchoirs, nos objectifs : LA QUALITÉ, LES PRIX !

LA FEMME

CHEMISE de NUIT, coton et viscose à petits carreaux Rouge ou turquoise
Courte : **45 F**
Longue : **50 F**
le PYJAMA assorti : **60 F**

CHEMISE de NUIT, courte ou longue, en polyester mélangé, imprimé **20 F**
CHEMISE de NUIT en maille polyamide, imprimée ou unie **30 F**
DOUILLETTE polyamide Imprimée, Bleu. **80 F**

L'ENFANT

ENSEMBLE, déshabillé et chemise de nuit garni feston, tissu imprimé, polyester/polynosique du 2 au 16 ans. **59 F**

CHEMISIER voile filé imprimé polyester/polynosique, manches courtes, du 4 au 16 ans. le 8 ans : **25 F**

LA MAISON

VITRAGES tergaline (polyester et lin) imprimée 65 x 220 **18 F**
95 x 220 **28 F**
PANNEAU tergal (polyester) et lin, broderie CORNELY, 5 largeurs (exemple 300 x 260) **79 F**

DRAP coton imprimé, 180 x 290 **57 F**
240 x 310 **73 F**
la taie **16 F**

DU 6 AU 17 JANVIER EXÉCUTION GRATUITE AU RAYON de PANNEAUX BRODERIE CORNELY en tergal ou tergaline

"EXCLUSIVITE DAMEROSE". "CHAMPETRE" DRAP imprimé polyester et coton. 180 x 290 **79 F**
240 x 310 **107 F**
65 x 65 **23 F**
43 x 185 **32,50 F**

MOUCHOIR linon coton, initiale brodée main. **4 F**
MOUCHOIR linon coton, imprimé. **3 F**

PEIGNOIR tissu éponge coton. **100 F**

SERVICE DE TABLE imprimé, coton et polynosique. Ø 160 cm - 8 couverts **60 F**

AUX TROIS QUARTIERS

LE TRAITÉ D'UN JEUNE ALGERIEN

Un marseillais meurt en des Baumettes

Le correspondant régional.

Le 10 janvier 1975, à 10 heures, un jeune homme de 25 ans, originaire de Marseille, est mort des suites d'une crise cardiaque dans la prison de la Santé à Paris. Le défunt, M. Salah Boudia, était détenu au Centre de détention de la Santé pour des raisons de sécurité. Ses proches ont été informés de son décès par le directeur de la Santé, M. Jean-Pierre Soisson.

La rentrée judiciaire à Aix-en-Provence

LES ARRÊTS RENDUS EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE

ONT DOUBLE EN DIX ANS

Le nombre de jugements rendus en matière civile et commerciale par les tribunaux de première instance d'Aix-en-Provence a doublé en dix ans. Cette augmentation s'explique par le développement de l'économie régionale et par le vieillissement de la population.

Le Monde

INDUSTRIEL ET DOCUMENT

LE NUMERO 17

L'INDE

L'ÉGLISE DE FRANCE

Le Monde, 17 janvier 1975, n° 17.

Les cours privés et séminaires à PARIS et les cours par correspondance de l'ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ FONDÉ EN 1955 régi par la loi de 12-7-1971

vous permettront de découvrir les sciences humaines et la psychologie ou de vous y perfectionner

Préparé à la profession de psychologue inscrit au tableau des professions libérales

Pratiqué d'études complètes dans des sessions formation permanente

Documentation gratuite

L.-M. CHAMBLEY
12, villa Saint-Pierre, B-3
94200 CARENTON
Tél. : 965-75-01

Analyses et sélections par professeurs

15TH ANNIVERSARY 15 FÉVRIER 19 ANS

ENASSPO

Année Universitaire 14-15
Nouveau Janvier à septembre

● Recadrage méthodologique
● Peils affectifs
● Contrôle des connaissances

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES SURVIVANTES

288-32-99 379-46-14
L.-Beauzy - 75016 PARIS
M. Mirabeau - Collège d'Antony

Muté d'office à Nancy

UN PROFESSEUR AGRÉGÉ ANNONCE QU'IL PROPOSERA A SES ÉLÈVES L'ÉTUDE DE LA « LANGUE OBSCÈNE »

M. Jean-Luc Hennig, professeur agrégé de lettres, suspendu de ses fonctions au lycée de Nancy en avril dernier, puis muté d'office le 1er novembre au lycée Frédéric-Chatin à Nancy, a adressé le 2 janvier une lettre ouverte au ministre de l'Éducation, M. Hennig, à qui il était reproché d'avoir utilisé dans son enseignement des textes jugés pornographiques, a en effet refusé cette mutation et explique les motifs de ce refus.

« Se référant à la loi d'orientation de 1971, il écrit : « Je devais en toute logique, puisque telle est la loi, être réintégré fin juillet dans mon poste à Nancy ou dans un poste conforme à mes vœux (...). Une telle mesure est illégale et arbitraire. »

« Toutefois, ajouta-t-il, je me rendrai le 8 janvier là où vous m'avez affecté (...). Simplement, en vue d'une critique active de la censure idéologique opérée par l'administration de l'éducation (ex-unionale) sur le politique et le social à l'école, je proposerai à mes futurs élèves trois séries de travaux : la « langue obscène », la « répression dans l'enseignement et une étude des trois enfermements : école, asile, prison. »

« Si je n'obtiens pas satisfaction, je veux contractuellement m'adresser au ministre, d'avoir recours au tribunal administratif et de demander pour torts moraux à mon encontre, des dommages et intérêts. »

A Amiens

MANIFESTATIONS DE PROTESTATION CONTRE L'EXPULSION D'UN LYCÉEN LIBANAIS

(De notre correspondant.)

Une grève de lycéens devait avoir lieu ce lundi 6 janvier, à Amiens, pour protester contre l'expulsion de M. Souhail Attye, Libanais, âgé de vingt-deux ans, élève de classe terminale au lycée de cette ville, et délégué de sa classe. Un meeting de soutien est d'autre part prévu, avec l'appui de dix-huit organisations syndicales ou politiques, mardi 7 janvier.

L'administration recherche à M. Attye, qui ne pouvait résider en France plus de trois mois — son visa arrivant à expiration fin décembre — de s'être fait inscrire dans un établissement scolaire d'Amiens en utilisant de faux certificats et donc en contradiction absolue avec tous les règlements administratifs français. Le comité de soutien affirme en revanche, que c'est l'attitude des lycéens libanais lors d'un mouvement de grève, les 2 et 3 décembre derniers, qui est la raison déterminante de son expulsion. — M. C.

RELIGION

LE CENTENAIRE DE LA MORT DE L'ABBÉ MIGNE

Un grand éditeur du XIX^e siècle

Le centenaire de la mort de l'abbé Jacques-Paul Migne sera célébré tout au long de l'année 1975 en France et à l'étranger. Le 18 janvier, une « table ronde » présidée par Mgr Poupard à l'Institut catholique de Paris...

Le fondateur de l'Univers en 1838 et de quatre autres dont le Monde, qui parut de 1860 à 1866, éditeur de mille volumes, Larousse avant Larousse, l'abbé Migne a publié dictionnaires et encyclopédies, le Bibliothèque universelle du clergé et des laïcs instruits...

Strange aventure que celle de Jacques-Paul Migne (1800-1875) dont on célèbre le centenaire. C'est de campagne, il mesure l'absence tragique d'instrument de travail et de culture, il devient le plus grand éditeur de son siècle...

LA SEMAINE DE L'UNITÉ DES CHRÉTIENS

Catholiques et protestants sont invités à aider l'Institut orthodoxe de Paris

Le cardinal François Marty, archevêque de Paris, M. Jean Courvoisier, président de la Fédération protestante de France, et Mgr Méliès, président du comité interépiscopal orthodoxe de France, viennent de lancer un appel en faveur de l'Institut orthodoxe Saint-Serge de Paris...

LA CHAPELLE ROYALE DU CHATEAU DE VERSAILLES EST A NOUVEAU FERMÉE AU CULTE

La messe ne sera plus célébrée dans la chapelle royale du château de Versailles à partir du dimanche 12 janvier prochain. La décision a été prise sans consultation préalable par la direction des musées de France...

Trois semaines de négociations entre l'évêché et la direction des musées n'ont pas permis de surseoir à cette décision. Les fidèles ont décidé de créer une association des amis de la chapelle royale.

Les Ateliers catholiques, appelés de l'entreprise, construisent la porte d'Enfer, 188, avenue du Maine, d'abord sur la commune de Montrouge, puis intégrés à la ville de Paris, en 1960, étaient une véritable cité, où travaillaient six cents ouvriers...

Un journaliste de l'époque, qui les visita, raconte avec humour: « Un employé me dit: « Prenez la rue de la Bible, à droite, puis la rue Rousseau, à gauche, et vous trouverez M. l'abbé Migne, sur la place des Pères-de-l'Église... »

Le plus célèbre de toutes ces entreprises est la collection des Pères de l'Église latine et grecque, appelée « Patrologie », qui se trouve dans toutes les bibliothèques savantes du monde...

SCIENCE

La NASA pourrait faire payer aux pays bénéficiaires une partie de ses recherches sur les ressources terrestres

Les satellites américains pour l'étude des ressources terrestres Erbs (Earth Resources Technology Satellites) ont des problèmes de financement et la NASA ne sait pas si elle obtiendra les crédits qui lui permettraient de lancer rapidement un troisième satellite...

Selon deux astrophysiciens l'univers serait plus vieux qu'on ne le pensait

Selon deux astrophysiciens: Hans Sandage (États-Unis) et Gustav Tammann (Suisse), l'univers serait plus vieux qu'on ne le pensait jusqu'à présent et aurait environ seize milliards d'années...

SCIENCE

La NASA pourrait faire payer aux pays bénéficiaires une partie de ses recherches sur les ressources terrestres

Les satellites américains pour l'étude des ressources terrestres Erbs (Earth Resources Technology Satellites) ont des problèmes de financement et la NASA ne sait pas si elle obtiendra les crédits qui lui permettraient de lancer rapidement un troisième satellite...

Selon deux astrophysiciens l'univers serait plus vieux qu'on ne le pensait

Selon deux astrophysiciens: Hans Sandage (États-Unis) et Gustav Tammann (Suisse), l'univers serait plus vieux qu'on ne le pensait jusqu'à présent et aurait environ seize milliards d'années...

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au Palais de Justice à Paris, le mardi 14 janvier 1975, à 14 heures

UN APPARTEMENT AVEC CAVE et parking A Soisy-s-Seine (Essonne) 11 rue des Châtreaux Cite des Mollats Bâtiment F - 1^{er} étage MISE A PRIX : 35.000 FRANCS

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au Palais de Justice à Paris, le mardi 14 janvier 1975, à 14 heures

UNE PARCELLE DE TERRE sise à CHAMPCUEIL (ESSONNE) L'édifice « LA LONGUE RAIE » d'une superficie de 13 ha 98 a 98 c MISE A PRIX : 100.000 FRANCS

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au Palais de Justice à Paris, le mardi 14 janvier 1975, à 14 heures

UNE PROPRIÉTÉ dite « MOULIN DES PLANCHES » Cnes de MONTIGNY-SUR-AVRE et BÉROU-LA-MULOTIÈRE (E.-et-L.) et TILLIÈRES-SUR-AVRE (Eure) Compagnie pour acheter: 24.000 F

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au Palais de Justice à Paris, le mardi 14 janvier 1975, à 14 heures

UN PAVILLON SITUÉ à BOURG-LA-REINE (Hauts-de-Seine) 27, RUE ARMAND-MILLET Comprenant: au sous-sol, garage, cave, lingerie; au rez-de-chaussée, entrée, cuisine, salon, salle à manger, bureau; au premier étage, 3 chambres, salle de bains, w.c., petit jardin. Contenance superficielle 2 a. 71 ca.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au Palais de Justice à Paris, le mardi 14 janvier 1975, à 14 heures

ENSEMBLE IMMOBILIER - PARIS (2^e) BD MONTMARTRE, N° 7 et 9 Compposé de 2 immeubles attenants, savoir: 1^{er}) IMMEUBLE, 9, BD MONTMARTRE, 107 m2

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au Tribunal de Grande Instance à MARMANDE, le vendredi 24 janvier 1975, à 14 heures, d'UN

CHATEAU XIX^e SIÈCLE, STYLE EMPIRE sise dans un parc de 7 Ha. 47 a. 05 Ca. nombreux arbres, certains centenaires, salles à manger, salons, bureau, bibliothèque, 51 CHAMBRES avec tout le confort, certaines avec salle de bains, w.c., particulier, chauffage central, cuisines au gaz butane, office

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au Palais de Justice à Paris, le jeudi 10 janvier 1975, à 14 heures

UN TERRAIN A JOINVILLE-LE-PONT (Val-de-Marne) 65, rue de Paris et 16, avenue de la Marne Sur lequel sont édifiées une boutique et une remise. Cont. tot. 367 m2 env.

VENTE

au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 23 JANVIER 1975 à 14 heures

D'UN IMMEUBLE A USAGE COMMERCIAL sis à PARIS (11^e arrondissement) RUE MAILLARD, N° 6-8, RUE GERBIER, N° 5 et RUE DE LA CROIX-FAUBIN, N° 6 élevé d'un rez-de-chaussée et de deux étages

CONTENANCE: 948,24 m2

MISE A PRIX: 4 000 000 DE FRANCS

S'adresser: M^{rs} TOUNY, avocat à Paris (1^{er}), 15, rue d'Argenteuil; M^{rs} FERRARI, syndic à Paris, 85, rue de Rivoli; M^{rs} PERNOT, syndic à Paris, 144, rue de Rivoli; M^{rs} PAYEC, syndic à Paris, 100, rue de Valenciennes, et à tous avocats exerçant près les Tribunaux de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE au Palais de Justice à Paris, le jeudi 23 janvier 1975, à 14 heures

D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER à usage de BUREAUX et d'HABITATION sis à PARIS (11^e) RUE TERNAUX, N° 4-6-8 et 10

Consistant en: en n° 4: BÂTIMENT élevé sur caves et part. sur terre-plein, d'un rez-de-chaussée et de trois étages; en n° 6: BÂTIMENT élevé sur terre-plein, d'un rez-de-chaussée et de 2 étages carrés; en n° 8: BÂTIMENT élevé sur terre-plein, d'un rez-de-chaussée et de 2 étages carrés; en n° 10: BÂTIMENT élevé sur terre-plein, d'un rez-de-chaussée et de 2 étages carrés; en n° 12: BÂTIMENT élevé sur terre-plein, d'un rez-de-chaussée et de 2 étages carrés.

CONTENANCE: 800,78 m2 - MISE A PRIX: 2.500.000 F

S'adresser: M^{rs} TOUNY, avocat à Paris (1^{er}), 15, rue d'Argenteuil; M^{rs} FERRARI, syndic à Paris, 85, rue de Rivoli; M^{rs} PERNOT, syndic à Paris, 144, rue de Rivoli; M^{rs} PAYEC, syndic à Paris, 100, rue de Valenciennes, et à tous avocats exerçant près les Tribunaux de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRÉTEIL.

Adjudic. Chambre Interdépart. Nivernais Paris, 14 janvier 1975, à 14 h. 30.

SANS MISE A PRIX - LIBRE A LA VENTE A PARIS (7^e) 8, rue GI-COMBES PROXIMITÉ QUAI D'ORSAY

TRÈS LUXUEUX LOCAUX HABITATION 340 m2 + DÉPENDANCES

Dépendant d'un ancien HOTEL PARTICULIER

Renseignements et visites: PARIS (9^e) 8, rue de Valenciennes, téléphone LAM. 45-90 M^{rs} ROBEINEAU, notaire

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au Tribunal de Grande Instance à MARMANDE, le vendredi 24 janvier 1975, à 14 heures, d'UN

CHATEAU XIX^e SIÈCLE, STYLE EMPIRE sise dans un parc de 7 Ha. 47 a. 05 Ca. nombreux arbres, certains centenaires, salles à manger, salons, bureau, bibliothèque, 51 CHAMBRES avec tout le confort, certaines avec salle de bains, w.c., particulier, chauffage central, cuisines au gaz butane, office

LE TOUT EN EXCELLENT ETAT et désigné sous le nom de « DOMAINE DE PARDIAC » à SAMAZAN (Lot-et-Garonne)

SUR LA MISE A PRIX DE: 200.000 FRANCS

Pour tous renseignements s'adresser à la S.C.A. LAFON, LASSERRE, DUPOUY, 2, rue Solville à MARMANDE, tél. 64-00-40.

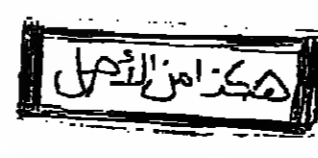
VENTE au Palais de Justice à Paris, le lundi 20 janvier 1975, à 14 h.

UN TERRAIN A JOINVILLE-LE-PONT (Val-de-Marne) 65, rue de Paris et 16, avenue de la Marne

Sur lequel sont édifiées une boutique et une remise. Cont. tot. 367 m2 env.

LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION MISE A PRIX: 155.000 FRANCS

S'adresser: M^{rs} Yves TOURNELLE, avocat à Paris, 48, rue de Cligny; M^{rs} Roland FINTA, syndic à Paris, 18, rue Cuvier.



صحة الإنسان

MÉDECINE

EN SUÈDE

Tous les effets secondaires des médicaments devront désormais être signalés

Le problème du droit du public à une information complète sur les effets réels des médicaments...

Une récente circulaire de la direction nationale de la santé publique...

Ce nouveau règlement n'est pas, en fait, révolutionnaire pour le Suède...

Mis en place en 1965, à titre d'expérience le système de centralisation...

Aux Etats-Unis

UNE « PILULE » SAISIE POUR PUBLICITÉ MENSONGÈRE

Une firme pharmaceutique américaine, les laboratoires Lederle...

La Food and Drug Administration, estimant que c'était une « supposition »...

ALAIN DEBOVE.

FAITS DIVERS

SÉRIE D'ATTENTATS EN FRANCE

Un commando du GARI contre le Musée de la marine

Un engin — un gros pétard — a explosé, dans l'après-midi du 5 janvier...

Dans un récent communiqué, le Comité Espagne libre s'excuse du sort réservé à ces sept personnes...

La Nymphé de Maillol est retrouvée. — La Nymphé en bronze du sculpteur Maillol...

Le F.L.B. contre l'arsenal de Brest

Le F.L.B.-A.R.R. (Front de libération de la Bretagne-Armée républicaine bretonne) a revendiqué l'attentat commis dans le nuit du 2 au 3 janvier...

Le service régional de police judiciaire de Rennes continue, sur commission rogatoire délivrée par M. Guillery, juge d'instruction...

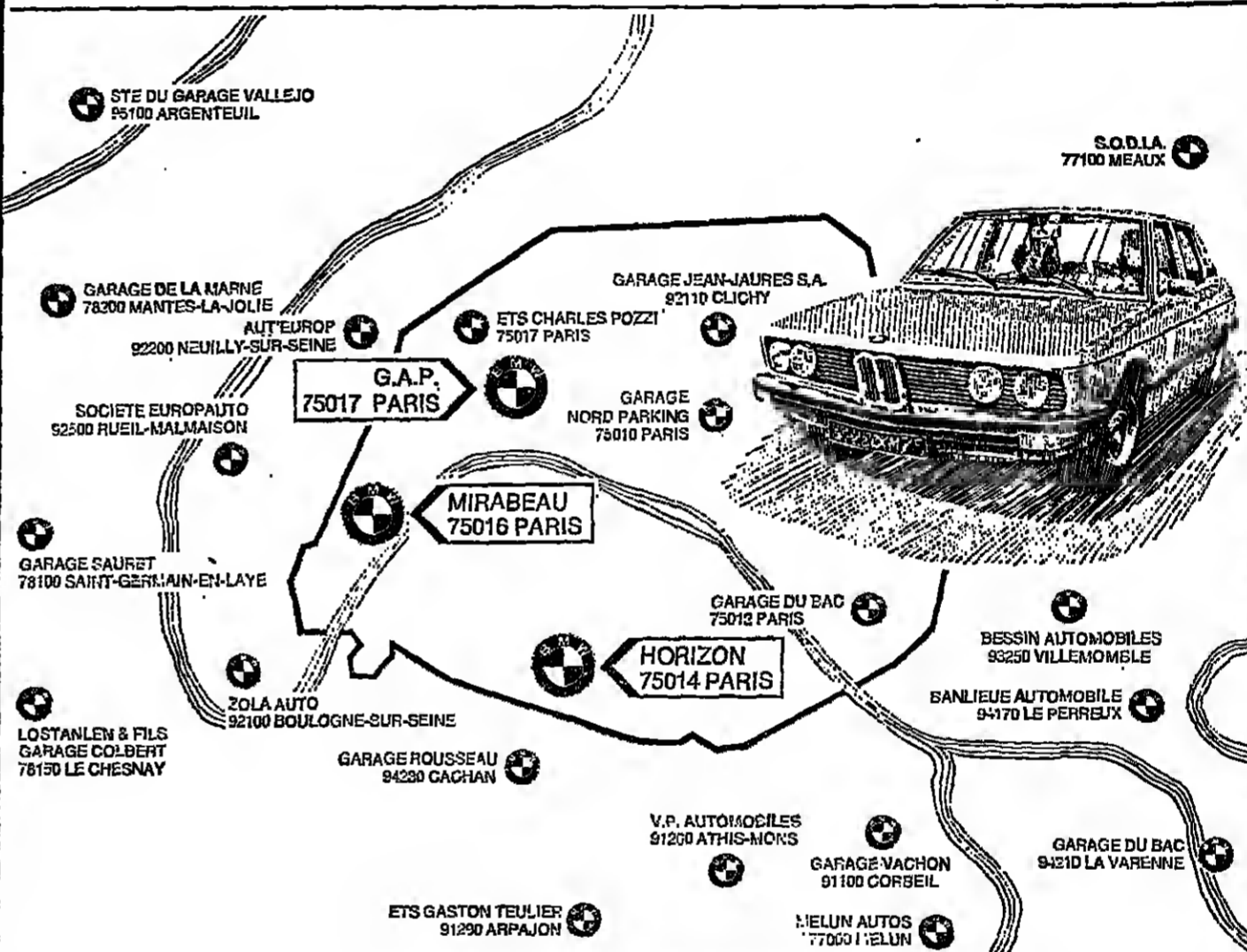
3 nouveaux concessionnaires BMW à Paris: BMW a choisi les meilleurs et les mieux équipés.

(comme d'habitude)

G.A.P. - 25, rue Cardinet, PARIS 17^e - tél. 267.31.00 A deux pas de l'Etoile, connu depuis longtemps comme le spécialiste des automobiles de prestige (100 techniciens).

MIRABEAU - 71, av. de Versailles, PARIS 16^e - tél. 525.14.20 A la charnière du 15^e et du 16^e, un emplacement privilégié, à 50 mètres de la voie sur berge (50 techniciens).

HORIZON - 109, rue de la Tombe-Issoire, PARIS 14^e - tél. 588.46.49 A proximité du boulevard périphérique Sud, une nouvelle équipe BMW, dynamique et en pleine expansion.



23 concessionnaires assurent dans la région parisienne la présence efficace de BMW.

- GARAGE NORD PARKING 3, rue de Dunkerque 75010 PARIS
LOSTANLEN & FILS GARAGE COLBERT 10, rue de la Celle 75150 LE CHESNAY
GARAGE DU BAC 21, avenue du Général-Michel-Bizot 75012 PARIS
HORIZON 109, rue de la Tombe-Issoire 75014 PARIS
MIRABEAU 71, avenue de Versailles 75016 PARIS
G.A.P. 25, rue Cardinet 75017 PARIS
ETS CHARLES POZZI 8, boulevard Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS
S.O.D.I.A. 57, rue du Commandant-Bergé 77100 MEAUX
MELUN AUTOS 5, avenue du 51^e-Régiment-d'Infanterie 77000 MELUN
GARAGE JEAN-JAURES S.A. 63, boulevard Jean-Jaures 92110 CLICHY
AUTEUROPE 4, rue de Longchamp 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
SOCIÉTÉ EUROPAUTO 248, avenue Napoléon-Bonaparte 92500 RUEIL-MALMAISON
BESSIN AUTOMOBILES 1, avenue de Rosny 93250 VILLEMOMBLE
GARAGE ROUSSEAU 51, avenue Aristide-Briand 94200 CACHAN
V.P. AUTOMOBILES 116, rue de Fontainebleau 91200 ATHIS-MONS
GARAGE VACHON 208, boulevard John-Kennedy 91100 CORBEIL
ZOLA AUTO 44, avenue Edouard-Vaillant 92100 BOULOGNE-SUR-SEINE

BMW IMPORT S.A. 116, avenue Aristide-Briand - 92220 Bagneux

Vertical sidebar with various advertisements including 'ADJUDICATION', 'VENTE', 'IMMOBILIER', and 'LIBRE A LA VENTE'.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FABRICATION ET DE MONTAGE DU MATÉRIEL ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE

SONELEC

4-6, boulevard Mohamed-V - ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

(Numéro 001/DDP)

Un avis d'appel d'offres est lancé en vue de la réalisation d'un projet : - CABLERIE TÉLÉPHONIQUE AVEC TRÉFILIERIE INTÉGRÉE. Les sociétés intéressées peuvent retirer le cahier des charges y afférent auprès de : - SONELEC - Direction du Développement et de la Planification, 4-6, boulevard Mohamed-V, ALGER. Les offres doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus, sous pli cachetés avec la mention : - SOUMISSION POUR LA RÉALISATION DU PROJET CABLERIE TÉLÉPHONIQUE AVEC TRÉFILIERIE INTÉGRÉE. « A NE PAS OUVRIR ». Les offres doivent parvenir avant le 31 mars 1975 à 18 heures, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

(Numéro 002/DDP)

Un avis d'appel d'offres est lancé en vue de la réalisation d'un projet : - CABLERIE ÉLECTRIQUE AVEC TRÉFILIERIE INTÉGRÉE. Les sociétés intéressées peuvent retirer le cahier des charges y afférent auprès de : - SONELEC - Direction du Développement et de la Planification, 4-6, boulevard Mohamed-V, ALGER. Les offres doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus, sous pli cachetés avec la mention : - SOUMISSION POUR LA RÉALISATION DU PROJET CABLERIE ÉLECTRIQUE AVEC TRÉFILIERIE INTÉGRÉE. « A NE PAS OUVRIR ». Les offres doivent parvenir avant le 31 mars 1975 à 18 heures, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

(Numéro 003/DDP)

Un avis d'appel d'offres est lancé en vue de la réalisation d'un projet : - ASCENSEURS ET MONTE-CHARGE. Les sociétés intéressées peuvent retirer le cahier des charges y afférent auprès de : - SONELEC - Direction du Développement et de la Planification, 4-6, boulevard Mohamed-V, ALGER. Les offres doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus, sous pli cachetés avec la mention : - SOUMISSION POUR LA RÉALISATION DU PROJET ASCENSEURS ET MONTE-CHARGE. « A NE PAS OUVRIR ». Les offres doivent parvenir avant le 31 mars 1975 à 18 heures, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

(Numéro 004/DDP)

Un avis d'appel d'offres est lancé en vue de la réalisation d'un projet : - APPAREILLAGE BASSE TENSION DOMESTIQUE. Les sociétés intéressées peuvent retirer le cahier des charges y afférent auprès de : - SONELEC - Direction du Développement et de la Planification, 4-6, boulevard Mohamed-V, ALGER. Les offres doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus, sous pli cachetés avec la mention : - SOUMISSION POUR LA RÉALISATION DU PROJET APPAREILLAGE BASE TENSION DOMESTIQUE. « A NE PAS OUVRIR ». Les offres doivent parvenir avant le 31 mars 1975 à 18 heures, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

(Numéro 005/DDP)

Un avis d'appel d'offres est lancé en vue de la réalisation d'un projet : - PETIT MATÉRIEL ÉLECTROMÉNAGER. Les sociétés intéressées peuvent retirer le cahier des charges y afférent auprès de : - SONELEC - Direction du Développement et de la Planification, 4-6, boulevard Mohamed-V, ALGER. Les offres doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus, sous pli cachetés avec la mention : - SOUMISSION POUR LA RÉALISATION DU PROJET PETIT MATÉRIEL ÉLECTROMÉNAGER. « A NE PAS OUVRIR ». Les offres doivent parvenir avant le 31 mars 1975 à 18 heures, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

CARNET

Mariages

M. et Mme Albert Cassuto, M. et Mme Jacques Donart, M. et Mme Paul, M. et Mme André Cassuto, M. et Mme Fernand Cassuto, M. et Mme Georges Cogné-Bourdiou, M. et Mme Jeanne Cogné-Bourdiou, M. et Mme René Gard, M. et Mme Marie-Clair Chambon, M. et Mme Jean-Louis Gard, M. et Mme Louis Chambon, M. et Mme Joseph Chambon et Mme et leurs enfants, M. et Mme Jean Goujon et Mme et leurs enfants, M. et Mme Simone Gard, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme René GARD, née Marie-Clair Chambon, M. et Mme Jean-Louis Gard, M. et Mme Louis Chambon, M. et Mme Joseph Chambon et Mme et leurs enfants, M. et Mme Jean Goujon et Mme et leurs enfants, M. et Mme Simone Gard, ses enfants et petits-enfants.

Décès

M. et Mme Albert Cassuto, M. et Mme Jacques Donart, M. et Mme Paul, M. et Mme André Cassuto, M. et Mme Fernand Cassuto, M. et Mme Georges Cogné-Bourdiou, M. et Mme Jeanne Cogné-Bourdiou, M. et Mme René Gard, M. et Mme Marie-Clair Chambon, M. et Mme Jean-Louis Gard, M. et Mme Louis Chambon, M. et Mme Joseph Chambon et Mme et leurs enfants, M. et Mme Jean Goujon et Mme et leurs enfants, M. et Mme Simone Gard, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme René GARD, née Marie-Clair Chambon, M. et Mme Jean-Louis Gard, M. et Mme Louis Chambon, M. et Mme Joseph Chambon et Mme et leurs enfants, M. et Mme Jean Goujon et Mme et leurs enfants, M. et Mme Simone Gard, ses enfants et petits-enfants.

Mme T. Vines, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme André Weil, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Pierre Divryus et leur fille, Le professeur et Mme Bernard Divryus et leurs enfants, M. et Mme Alain Benveniste et Bruno, Les familles Modal, Beja, Carasso, Benveniste, Sosnino, Amaritin et Niala, Les familles Modal, Beja, Carasso, Benveniste, Sosnino, Amaritin et Niala, ont le douleur de faire part du décès de M. et Mme Alain Benveniste et Bruno, survenu le 3 janvier 1975, à 18 heures, en l'église de Saint-Étienne de la Chapelle, à Paris.

Remerciements

Dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les marques de sympathie manifestées lors du décès de M. Paul GELLOS, M. Paul GELLOS et sa famille remercient sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, leur envoi de fleurs ou témoignage d'amitié, se sont associées à leur peine et prient les personnes, les différentes associations, sociétés, administrations et personnes de trouver ici l'expression de leur très grande gratitude.

Bienfaisance

Le Secours populaire français entreprend une nouvelle campagne de grande envergure sous le nom : Sahel 75, qui devra permettre la construction de quinze puits en Haute-Volta au Tchad et au Mali, l'envoi de lait en poudre et farine protéinée ainsi que de médicaments et matériels de soins destinés aux centres infantiles. Les versements sont à effectuer en S.C.P. 8, rue Froissart, Paris-8e, C.C.P. 84-87 Paris (mentionner : Sahel 75).

Communications diverses

Assemblée commerciale internationale, Rappel aux anciens de l'ACI : L'Assemblée générale extraordinaire aura lieu le 8 janvier à 18 heures, 43, rue de Tocqueville.

Le Centre de formation internationale 30, rue Cabanis, 75014 Paris, organise le samedi 12 janvier, de 9 heures à 13 heures, en foyer de la même adresse, et avec la participation de MM. Michel Jobert et André Fontaine, une matinée d'études sur les politiques étrangères des grandes puissances et les moyens d'action dont elles disposent devant la crise pétrolière. Participation sur inscription : 25 F ou 15 F par groupe de dix.

Indian Tonic, c'est l'un des SCHWEPPE'S Bitter Lemou c'est l'autre SCHWEPPE'S.

LA FEMME AU MIROIR SOLDE COLLECTION NOËL 1974/1975 à partir du 6 janvier 43, rue de Rennes

MADELIOS MARDI 7, MERCREDI 8, JEUDI 9, VENDREDI 10 JANVIER 1975 SOLDES Vêtements et Chaussures pour Hommes et jeunes Gens

Soldes de Soldes LA SOLDERIE votre boutique de soldes de prêt-à-porter de luxe vous invite à partir DU LUNDI 6 JANVIER A 6 JOURNÉES EXCEPTIONNELLES 85, rue La Boétie - 359-18-01

VOUS PERDEZ VOS CHEVEUX? Ce n'est pas irrémédiable... Institut Capillaire Eurocap Produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire PARIS : 4, rue de Castiglione. - Tél. : 260-38-84

- 39 - LILLE, 14, rue Faidherbe, Tél. : 51-34-15. 40 - BORDEAUX, 11, rue Duguesne-Trouin, Tél. : 33-02-07. 41 - MARSEILLE, 56, r. Saint-Ferréol, Tél. : 33-07-80. 42 - BOULOGNE, 18, avenue de Bretagne, Tél. : 73-08-22. 43 - BORDEAUX, 34, place Gambetta, Tél. : 45-01-34. 44 - MULHOUSE, 1, rue du Sauvage, Tél. : 45-80-88. 45 - NANCY, 21, rue des Carmes, Tél. : 82-00-14. 46 - METZ, 3-4, av. Chapelle, Tél. : 78-00-11. 47 - DIJON, 18, place de la Liberté, Tél. : 32-04-02. 48 - TOULOUSE, 43, r. de la Pomme, Tél. : 31-90-84. 49 - CLERMONT-FERRAND, 48, pl. Jaude, Tél. : 03-07-83. 50 - NANTES, 3 bis, place Neptun, Tél. : 72-51-78.

كنا من الأصل

Sur le devant de la scène

QUELLES POLITIQUES ÉCONOMIQUES POUR 1975 ?

BONN

Un plan de relance aléatoire

Il y a longtemps que la situation économique en République fédérale d'Allemagne n'avait été aussi incertaine. Le nombre des chômeurs se situe à un niveau jamais atteint dans les quinze dernières années. Or on prévoit de nouveaux licenciements et plus d'un million de chômeurs.

Une nouvelle relance ne se dessine pas encore. Certes, le gouvernement fédéral, alarmé par l'accroissement du chômage, a approuvé quelques jours avant Noël un programme conjoncturel grâce auquel 1,7 milliard de DM supplémentaires doivent être injectés dans l'économie allemande. En outre, un surplus de 7,5 % de biens d'équipement sera commandé entre le 1^{er} décembre 1974 et le 30 juin 1975. Enfin, la Banque

fédérale d'Allemagne a relâché les rênes de la politique de l'argent ; le taux de l'escompte officiel et le taux d'avances sur titres ont été abaissés d'un demi-point et ramenés respectivement à 6 et 3 %. Il s'agit à n'en point douter, d'une concentration à l'alignement des coûts pour l'économie.

Toutes ces mesures suffiront-elles à surmonter la tendance des entreprises à la réserve pour les investissements, tendance qui est la raison principale de la faiblesse de la conjoncture intérieure en République fédérale ? La réponse est encore incertaine. Les rounds de négociations sur les conventions collectives dans les services publics et dans l'industrie ont été suspendus pour les semaines prochaines devant être déclinés. Des relève-

ments de salaires et de traitements, qui attendraient normalement plus de 10 %, comme l'année dernière, ne peuvent plus désormais être digérés.

En vérité, le danger existe de voir les syndicats et les entreprises prendre le changement de politique conjoncturelle comme prétexte à continuer le combat pour le partage des fruits du travail. Un tel combat ne ferait pas progresser la stabilisation des coûts et des prix. C'est pourquoi il n'est pas certain que la montée du coût de la vie, qui s'est ralentie ces derniers temps au-dessous de 7 %, ne s'accroisse pas de nouveau.

Avec l'augmentation du nombre des chômeurs, la lutte contre l'inflation a été reléguée dans l'échelle des priorités du gouvernement fédéral, au cours des semaines passées. À la deuxième place. Cela ne signifie pas pour autant que dans l'opinion publique la stabilité des prix ne bénéficie pas d'une priorité élevée.

Cette année, aucune élection législative fédérale ne figure au programme. En revanche, des élections auront lieu dans quelques Länder importants, comme la Rhénanie du Nord-Westphalie, qui auront une influence sur la composition du Bundestag et ne restera pas sans conséquences sur les possibilités d'action du gouvernement fédéral. La situation économique et les perspectives d'avenir des échanges en particulier, dans le domaine économique, déterminent sûrement, avec d'autres facteurs, d'une manière décisive,

les chances de la coalition gouvernementale de Bonn.

Le cadre et les limites des initiatives possibles du point de vue politique sont toujours fixés en République fédérale par la situation économique. Les partis représentés dans le gouvernement de Bonn, la social-démocratie et le parti libéral, du fait de l'insuffisance nouvelle des moyens financiers, ont dû renoncer à une grande partie des réformes qu'ils avaient envisagées d'accomplir encore dans l'avenir immédiat. Des réformes qui consistent de l'argent ne sont plus possibles en République fédérale. Voilà aussi une constatation qui concerne beaucoup de gens au début d'une nouvelle année.

HANS JUERGEN MAHNKE
(Die Welt.)

LONDRES

Opération survie

EST-IL trouvé quelqu'un pour penser que l'année 1974 avait été mauvaise ? Le cas échéant, une telle impression aurait été erronée. Ce fut une excellente année, du moins par rapport à celle qui nous attend en 1975 : affreuse si l'on en croit les prévisions économiques.

Il y a, comme toujours, plusieurs façons d'examiner la crise économique en Grande-Bretagne. On peut considérer, par exemple, que le taux d'inflation, qui a oscillé entre 15 et 17 % l'an dernier, constitue le problème le plus grave. Le renversement de cette tendance ne semble guère probable et il est plutôt à craindre que ce taux grimpe à un niveau que l'on avait coutume jusqu'ici de qualifier de « latino-américain ».

On peut aussi estimer que le déficit des paiements de paiements est la question fondamentale. Le déficit atteint durant les six derniers mois conduits à un total annuel de 8.500 millions de dollars. Selon le rapport de l'O.C.D.E., ce déficit devrait pouvoir être réduit à 5.000 millions ou la moitié de ce qui nous a valu un « bon » résultat ?

On peut enfin penser que le problème essentiel est posé par les syndicats. Des augmentations de salaires ont été exigées et obtenues, avant tout par les mineurs, qui ont obtenu nettement ou la moitié de ce que le gouvernement et qui menacent constamment l'équilibre économique.

La différence entre la crise actuelle et celles qui l'ont précédée réside dans le fait que tous les indicateurs semblent défavorables et s'accroissent respectivement.

Le gouvernement est complètement dans l'impasse. La livre sterling, qui se déprécie rapidement, n'a pas pu, comme on l'espérait, stimuler les exportations. De plus, le manque de confiance dans la valeur de la livre a secondé la Bourse et paralysé les investissements nouveaux. Enfin, le chômage croissant — il y aura sans doute plus d'un million de chômeurs en 1975 — est devenu un problème plus sérieux que jamais. Jusqu'à présent, une action plus énergique des syndicats dans les négociations salariales.

La seule réponse du gouverne-

ment à ces difficultés a été son « contrat social », un accord théorique entre le cabinet et les syndicats dont on pourrait dire qu'il n'a même pas la valeur du papier sur lequel il est inscrit, s'il n'était unique en son genre. Slogan fallacieux. Et un gel des salaires qui semble pressenti ne pourrait que provoquer une scission au sein du parti travailliste, car il est totalement contraire aux principes du socialisme.

La solution adoptée par le gouvernement, et qui continuera à l'être, est l'emprunt à l'étranger. Le pétrole de la mer du Nord est déjà fortement hypothéqué. Jusqu'à présent, les cheikh arabes ont accepté de conserver en dépôt à Londres des sommes substantielles, mais on se demande pour combien de

temps ils consentiront à conserver des comptes en livres sterling.

Pour trouver quelques mois de répit, il faut regarder au-delà des problèmes économiques et envisager cette crise au plan national en se demandant si le peuple britannique a ou non le désir et la volonté de survivre ? Si oui, il pourrait manifester cet « esprit de bulldog » qui l'a montré durant la guerre et surmonter ainsi cette crise. En revanche, si l'approche de la crise est faite de manière partisane et étroite au nom des intérêts égoïstes de chacun, alors l'économie britannique s'écroulera avec toutes les conséquences sociales que cela implique.

DAVID SPANIER
(The Times.)

PARIS

Les perspectives officielles et les autres

Il y a deux façons de supporter la politique gouvernementale en 1975 : officielle et... l'autre, qu'on serait tenté de qualifier plus vraisemblablement.

Officiellement, le gouvernement va proroger pendant encore plusieurs mois sa politique anti-inflationniste. Face à la légère déflation de la hausse des prix en novembre-décembre (1,30 % environ pour ces deux mois) ne doit pas se confirmer au printemps 1975, ce taux de hausse des prix agricoles ; c'est seulement à l'approche de l'été que M. Fourcade baisserait la garde, si, comme il l'espère, l'inflation a été réduite à ce moment et si le déficit commercial a fondé de moitié. Dans cet esprit il n'y aurait

de la balance des paiements de l'Allemagne de l'Ouest : le déficit de l'administration publique qui dépasse 8 000 milliards de dollars ; l'endettement vis-à-vis des États-Unis, la livre d'aujourd'hui n'étant que le tiers de celle d'il y a deux ans ; le seul règlement des intérêts une dépense annuelle de 1 000 milliards de dollars, soit 1,5 milliard de dollars.

Ce tableau de l'économie italienne est le plus dramatique qu'il soit depuis la crise de 1972. Le nouveau gouvernement n'attend pas de brûler à gérer la crise, comme l'a dit le président Aldo Moro, en exposant son programme au Parlement. Il veut agir sur deux fronts : « jouer sur deux claviers » : combattre l'inflation en limitant au minimum la hausse des prix, tout en maintenant cette bataille ; et, en même temps, préparer le pays

à la reprise économique, dont on espère qu'à l'échelle mondiale elle interviendra dans la seconde moitié de 1975 et plus probablement en 1976.

Pour combattre l'inflation, le gouvernement italien entend maintenir pour quelque temps encore la plupart des restrictions sur le crédit avec quelques « soupapes », comme celle qui a été ouverte le 25 décembre dernier (abaissement d'un point du taux de l'escompte), notamment en faveur des exportateurs. D'autres mesures sont déjà appliquées ou prévues, qui entraînent des restrictions directes sur les biens de consommation. Ainsi le versement bloqué d'une certaine somme pour les importations de certains produits, la limitation probable de la consommation de viande à quelques jours de la semaine, et un contrôle sur la consommation de produits pétroliers pour le chauffage.

La lutte contre l'inflation comporte également un contrôle rigoureux de la dépense publique (le gouvernement s'engage pour 1975 à ne pas dépasser 800 milliards de lire) et l'inflation aux syndicats à ne pas dépasser certains niveaux dans leurs revendications d'augmentation des salaires.

Pour préparer la reprise économique, le gouvernement italien a déclaré qu'il voulait agir surtout dans trois directions : soutien aux exportations, renforcement de l'agriculture et relance de la construction.

Dans les limites permises par le traité de Rome, le soutien aux exportations consistera en particulier dans une augmentation nouvelle des fonds pour le crédit et l'assurance aux exportateurs.

La relance de la construction

prévoit la mise en train, avant la fin de 1975, de nouveaux travaux pour 2 000 milliards de lire.

L'agriculture enfin devra améliorer ses performances, en visant surtout le renforcement de la zootecnie et la mise en production de quelques millions d'hectares aujourd'hui abandonnés et susceptibles d'être mis en valeur.

Dans le cadre de ces trois orientations fondamentales de l'action gouvernementale, la plus large place devra être réservée par la politique de développement pour le Midi. Une période de crise, plus que jamais celle-ci continue à être non pas un « problème », mais le « problème » italien, et le pays entend demeurer « en Europe » et y jouer un rôle.

MARIO SALVATORELLI
(La Stampa.)

ROME

Pire qu'ailleurs

EN Italie comme dans le reste du centre industriel, l'inflation galopante et la récession rampante constituent les deux aspects les plus graves de la situation économique en ce début de 1975. Mais en Italie, ce double danger est plus préoccupant qu'ailleurs. A la fin de l'année 1974, la lire avait perdu, par rapport à décembre 1973, plus d'un quart de son pouvoir d'achat sur le marché intérieur, tandis qu'à l'étranger ce même pouvoir d'achat avait baissé d'environ 22 % selon le moment des échanges avec les autres monnaies, par rapport aux niveaux qui avaient précédé la « fluctuation » de février 1973.

La situation italienne présente d'autres caractéristiques d'une gravité particulière : le déficit de la balance des paiements courants s'élevait à 9 milliards de dollars en 1974, correspondant à peu près à l'actif

de la balance des paiements de l'Allemagne de l'Ouest ; le déficit de l'administration publique qui dépasse 8 000 milliards de dollars ; l'endettement vis-à-vis des États-Unis, la livre d'aujourd'hui n'étant que le tiers de celle d'il y a deux ans ; le seul règlement des intérêts une dépense annuelle de 1 000 milliards de dollars, soit 1,5 milliard de dollars.

Ce tableau de l'économie italienne est le plus dramatique qu'il soit depuis la crise de 1972. Le nouveau gouvernement n'attend pas de brûler à gérer la crise, comme l'a dit le président Aldo Moro, en exposant son programme au Parlement. Il veut agir sur deux fronts : « jouer sur deux claviers » : combattre l'inflation en limitant au minimum la hausse des prix, tout en maintenant cette bataille ; et, en même temps, préparer le pays

à la reprise économique, dont on espère qu'à l'échelle mondiale elle interviendra dans la seconde moitié de 1975 et plus probablement en 1976.

Pour combattre l'inflation, le gouvernement italien entend maintenir pour quelque temps encore la plupart des restrictions sur le crédit avec quelques « soupapes », comme celle qui a été ouverte le 25 décembre dernier (abaissement d'un point du taux de l'escompte), notamment en faveur des exportateurs. D'autres mesures sont déjà appliquées ou prévues, qui entraînent des restrictions directes sur les biens de consommation. Ainsi le versement bloqué d'une certaine somme pour les importations de certains produits, la limitation probable de la consommation de viande à quelques jours de la semaine, et un contrôle sur la consommation de produits pétroliers pour le chauffage.

La lutte contre l'inflation comporte également un contrôle rigoureux de la dépense publique (le gouvernement s'engage pour 1975 à ne pas dépasser 800 milliards de lire) et l'inflation aux syndicats à ne pas dépasser certains niveaux dans leurs revendications d'augmentation des salaires.

Pour préparer la reprise économique, le gouvernement italien a déclaré qu'il voulait agir surtout dans trois directions : soutien aux exportations, renforcement de l'agriculture et relance de la construction.

Dans les limites permises par le traité de Rome, le soutien aux exportations consistera en particulier dans une augmentation nouvelle des fonds pour le crédit et l'assurance aux exportateurs.

La relance de la construction

prévoit la mise en train, avant la fin de 1975, de nouveaux travaux pour 2 000 milliards de lire.

L'agriculture enfin devra améliorer ses performances, en visant surtout le renforcement de la zootecnie et la mise en production de quelques millions d'hectares aujourd'hui abandonnés et susceptibles d'être mis en valeur.

Dans le cadre de ces trois orientations fondamentales de l'action gouvernementale, la plus large place devra être réservée par la politique de développement pour le Midi. Une période de crise, plus que jamais celle-ci continue à être non pas un « problème », mais le « problème » italien, et le pays entend demeurer « en Europe » et y jouer un rôle.

MARIO SALVATORELLI
(La Stampa.)

La C.E.E. demain

La préparation de trois grandes négociations internationales va dominer l'activité de la Communauté au cours du mois de janvier 1975. Le calendrier veut que l'on place au premier rang le débat communautaire. Les Neuf se retrouvent à Londres les 7 et 8 janvier pour réfléchir sur le thème le plus éminemment actuel : comment régler la facture pétrolière ? Comment empêcher le déficit des paiements extérieurs ? C'est poser le problème apparemment aléatoire et ingrat, mais néanmoins essentiel du recyclage des dollars pétroliers. Les Neuf vont s'attacher à dégager une position commune avec deux soucis prioritaires :

d'une part permettre au flux financiers en provenance des États pétroliers d'être aussi nourri que possible, d'autre part, tenter de préserver autant que faire se peut, à l'égard des États-Unis, la libre circulation de la politique économique de la C.E.E.

Pour l'Occident, et singulièrement pour l'Europe, financer le déficit extérieur est une contrainte immédiate mais ne peut être considérée comme un objectif suffisant. Au-delà de cette priorité désagréable, convient en effet d'établir avec les producteurs de pétrole des relations harmonieuses. Tel est le but assigné à la conférence proposée par M. Giscard

d'Estaing. La préparation de cette conférence, qui sera gérée tout l'art des diplomates puisque la France n'est toujours pas membre de l'Agence internationale pour l'énergie, est confiée à M. Kissinger et, dans son esprit, lieu privilégié où doivent se tisser les liens de la complexité atlantique. Dans cet échange compliqué où les États-Unis dominent, la Communauté éprouvera de grandes difficultés à faire entendre une voix qui lui sera propre. Tel sera, cependant, l'objectif de deux sessions ministérielles — l'une réunissant les ministres des affaires étrangères, l'autre les ministres chargés de la politique énergétique — qui se

tiendront à la fin du mois de janvier à Bruxelles avant que ne s'engage la phase préparatoire à la conférence trilatérale.

En dépit de la crise énergétique, les pays qui animent le commerce international depuis la fin de la guerre, à savoir l'Amérique du Nord, le Japon et quelques-uns des États de l'hémisphère austral, n'ont pas renoncé au principe de base selon lequel la prospérité allait de pair avec une libéralisation des échanges. Une fois le Trade Reform Act adopté par le Congrès des États-Unis, qui donnera les pouvoirs nécessaires au président Ford, s'ouvrira à Genève, dans la tradition du Kennedy Round, une

nouvelle vaste négociation multilatérale où la Communauté, premier commercial du monde, occupera une place de choix. Les Neuf, confirmant leur détermination de promouvoir avec leurs partenaires un commerce mondial plus libéral, devront actualiser « la convention d'ensemble » qu'ils avaient approuvée dans la perspective de cette négociation en juin 1973, c'est-à-dire à une époque où l'Amérique et le dollar semblaient fragiles et l'Europe prospère. Une session ministérielle est prévue à cet effet dans les derniers jours du mois de janvier.

PHILIPPE LEMAITRE
(Le Monde.)

A retenir

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

- UN DEMI-MILLION D'EMPLOIS ONT ÉTÉ SUPPLÉMENTAIRES dans l'industrie allemande en l'espace de douze mois. C'est l'industrie de la construction qui a enregistré la plus forte réduction des postes de travail, soit 12,8 % en moins. Suit l'industrie textile et des vêtements et chaussures (12,1 % en moins).
- LES CRÉANCIERS DE LA BANQUE HERSTATT, qui s'est écroulée l'année dernière, peuvent s'attendre à être remboursés à bref délai une partie

de l'argent déposé dans la banque. L'actionnaire principal de la banque est chef du groupe d'assurance Geding. M. Hans Geding, après s'être défilé de 31 % de son empire d'assurances, consacra 210 millions de DM à l'achat de fonds d'investissement. Les créanciers privés de Herstatt recevront une proportion de 60 %, les banques allemandes 25 % et les banques étrangères 15 %. Les créanciers privés qui avaient des dépôts allant jusqu'à 20.000 DM avaient déjà été indemnisés de la totalité de leurs avoirs.

GRANDE-BRETAGNE

- LA BANQUE D'ANGLETERRE va soutenir la Barmah Oil, troisième entreprise pétrolière britannique. Toutefois, la cotation des titres de la compagnie est surprenante.
- LE DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE, de l'ordre de 534 millions de livres au mois de novembre, est le plus important jamais enregistré.
- LE SYNDICAT DES MINEURS a décidé, pour montrer sa modération, de ne pas

exiger immédiatement une augmentation hebdomadaire de 30 livres par semaine. Il a fait savoir que la demande serait toutefois substantielle.

ITALIE

- LE COUT DE LA VIE a augmenté de 1,5 % en novembre pour une famille-type d'ouvriers et d'employés. C'est le taux d'accroissement le plus bas depuis le mois de juin. Par rapport à novembre 1973, le coût de la vie a cependant augmenté de 26,2 %.

- LE TRAN ATTRIBUERA À L'ITALIE des commandes industrielles représentant un total de 5 milliards de dollars. Le gouvernement italien venait également par anticipation près de 1 milliard de millions de dollars à la Banque d'Italie.
- POUR PERMETTRE AUX ENTREPRISES DE CUIRE LEURS STOCKS, le 28 décembre au 7 janvier plus d'un million de travailleurs de la métallurgie, de la chimie, de la construction et du textile ont fait un jour de grève.

مكتبة من الأصل

150

Europe III

Europa III

Placements

Les vieux tacots

L'ANNEE dernière, à Genève, une Benz milleuxime 1908 a été enlevée par un collectionneur britannique, lord Montagu de Beaulieu, qui avait fait monter les enchères jusqu'à 35 000 livres. Jamais pareille somme n'avait été décaissée en Europe pour l'acquisition d'une antique guimbarde. Que ce record ait été établi grâce à la conjonction entre une vieille voiture construite en Allemagne et un acheteur venu du Royaume-Uni en territoire britannique, voilà qui illustre bien l'émergence d'un authentique marché international des antiquités automobiles.

Les ventes aux enchères de Genève, couplées avec le Salon annuel de l'automobile, en mars, ont débuté qu'en 1973 mais leur importance est déjà considérable et les prix qui s'y forment constituent un barème indicatif pour les autres pièces de l'antiquité automobile. En France, des ventes de voitures anciennes sont parallèlement organisées, mais ces manifestations conservent un caractère national dominant. Au contraire, la Suisse, pays qui ne détient pas un passé automobile prestigieux, leur offre un terrain neutre et vraiment cosmopolite.

Le marché de l'antiquité automobile ne rivalise pas encore en subtilité avec celui des objets d'art, mais il possède tous les éléments pour y parvenir. Il a un corps d'experts compétents qui sont capables d'identifier et d'estimer les premières voitures connues et qui savent distinguer l'article d'époque perdu au milieu de contrefaçons. Quant aux prix, ils y ont en fonction de la rareté de l'objet, des goûts du moment et du niveau général de prospérité.

L'idée d'ériger en objets de collection les voitures automobiles — bien qu'il soit probable qu'elles ne puissent pas être

beaucoup plus vieilles que notre siècle — remonte loin. Ce furent les Britanniques qui donnèrent le mouvement en créant, dès 1930, le « Vétéran Car Club » qui rassemble les fanatiques des modèles antérieurs à la première guerre mondiale, puis, quatre ans plus tard, le « Vintage Sports Car Club », pour les modèles des années 30. Des organisations similaires virent le jour en d'autres pays, mais c'est seulement à partir de 1960 qu'une coordination s'opéra à l'échelle européenne, avec la constitution de la Fédération internationale des voitures anciennes (F.I.V.A.).

Dépréciation des « vétérans »

Cette fédération organise des rallyes internationaux, poursuit différentes activités propres à stimuler l'intérêt porté aux vieilles autos, et fixe la terminologie adoptée par les « fans ». C'est ainsi qu'elle a fait entrer les appellations forgées au Royaume-Uni, tels les termes « veteran » et « vintage » qui ont désormais cours partout dans les milieux intéressés. Elle organise les modèles construits respectivement avant 1918 et dans la période 1919-1930. Reste à arrêter les vocables qui s'appliquent aux époques plus récentes. Celui de « post-vintage » est déjà assez couramment employé pour les années trente mais il faudra rapidement en trouver d'autres puisque, à l'heure actuelle, ce marché des « antiquités » embrasse tout ce qui s'est fabriqué entre 1930 et 1959.

Pour la classe « veteran », la cote, après un boom spectaculaire il y a deux lustres, est actuellement à la baisse. Cela tient à deux facteurs princi-

aux. D'une part, dans l'établissement du prix, l'état de marche du véhicule joue un rôle capital. Qu'on songe à l'engouement persistant que suscite la course des vieux tacots datant d'avant 1905, organisée tous les ans en mars sur le parcours Londres-Brighton ! Or, à mesure que les années passent, non seulement il devient de plus en plus ardu de maintenir en forme ces vénérables ancêtres, mais la réglementation de sécurité se complique et condamne nombre d'entre eux à une retraite forcée. Les amateurs qui s'intéressent à des voitures qu'on ne peut plus faire sortir du garage ne se bousculent donc pas.

Les acheteurs éventuels sont, d'autre part, écartés par le niveau des enchères, trop élevé pour le collectionneur moyen qui doit se rabattre sur des modèles moins archaïques. Les experts parlent d'une sorte de « mur du son » : les amateurs les plus enthousiastes ne pourraient pas aller au-delà de 3 000 livres et les grands collectionneurs eux-mêmes cesseront d'être intéressés par l'achat de la loi ne joue-t-elle pas pour les pièces rarissimes qui trouvent toujours preneur à des prix bien supérieurs, telles la « Silver Ghost » de Rolls Royce, modèle 1910, vendue à Genève cette année 20 000 livres, les Bugatti et la plupart des voitures d'entre 1900 et 1910 livres. En outre, la loi ne joue-t-elle pas pour les pièces rarissimes qui trouvent toujours preneur à des prix bien supérieurs, telles la « Silver Ghost » de Rolls Royce, modèle 1910, vendue à Genève cette année 20 000 livres, les Bugatti et la plupart des voitures d'entre 1900 et 1910 livres.

Les récentes dépréciations de l'ensemble de la catégorie « veteran » sont illustrées par l'évolution des prix de la « Delahaye », Renault construite entre 1906 et 1914. Cette voiture, qui ne valait que 350 livres dans les années 50, avait vu sa cote monter en flèche au cours de la décennie suivante : elle était passée de 350 livres en 1962 à 3 400 livres en 1970. Or, cette année, un de ces exemplaires, en très bon état, a tout juste atteint 4 000

livres. Autrement dit, le taux de la hausse nominale n'a pas compensé celui de l'inflation. De même la très classique « De Dion » à cylindre unique, qui était montée à 5 000 livres en 1968 — son prix record — est retombée depuis aux environs de 3 500 livres.

Si les « vétérans » se déprécient, il en va tout autrement des véhicules des époques « vintage » et ultérieures qui ne cessent de prendre de la valeur. A vive allure souvent. De nouveau, un cas typique est celui de la Bentley 5 litres 1 2 ou 4 litres, 1 4 construite en Grande-Bretagne entre 1935 et 1939. Après la guerre, tant que l'essence fut rationnée et la production tournée vers l'exportation, elle fut très demandée. En 1951, elle se rachaté encore au-dessus de 1 000 livres. Par la suite, son cours avait décliné et, en 1962, on pouvait en acquérir une pour la somme d'un peu plus de 1 000 livres. Depuis, voilà qu'elle est mise à intéresser les collectionneurs et donc à recrimper la pente. A la fin de l'année dernière, son prix oscillait entre 800 livres et 950 livres. Il dépasse actuellement les 4 000 livres.

Le sentimentalisme

En ce moment, une nouvelle génération de collectionneurs est en train d'apparaître. Il s'agit de jeunes businessmen gagnant beaucoup d'argent, des hommes entre trente-quarante ans. Ils ne sont plus attirés par les modèles de la haute époque, la « Silver Ghost » les laisse froids, mais ils sont parés de la nostalgie des voitures étrangères de leur propre enfance. Ce qui les recherche ne rivalise avec les amateurs beaucoup plus haut que 1930.

Le sentiment joue un rôle considérable sur ce marché des voitures anciennes. Demain, il se trouvera des acheteurs prêts

à donner gros pour des modèles qui n'ont pas seulement vingt ans et dont quelques-uns sont déjà devenus des « classiques ». La Mercedes 300 SL des années 50 est légèrement appréciée à ainsi reculé à 800 livres dans sa version Goddard. Diverses Jaguar, la Rolls « Silver Dawn » et certaines Bentley sont particulièrement des valeurs sûres de famille. A surveiller : la 3.5 litres Delahaye type 155, la franco-américaine Pacer Vega, qui fut construite jusqu'en 1964, et la 2.5 litres Alfa Romeo P 1946-62.

L'acheteur-type, sur le marché de l'antiquité automobile, a été jusqu'ici un passionné de belles machines qu'il acquiert pour son seul agrément. Mais avec l'élargissement et la complexité croissante de ce marché, l'acheteur-type pourrait bien s'y glisser, et la nouvelle clientèle qui se précipite dans les ventes semble être surtout à la recherche d'un bon placement.

Le meilleur pour le spéculateur qui va « laisser dormir » ses acquisitions dans une cave ou attendant le moment propice pour les vendre, c'est qu'elles ne vont pas nécessairement se gonfler en vieillissant. Trouver parmi les voitures construites il y a quelques années celle qui possède une particularité exclusive qui lui confèrera plus tard de la valeur n'est pas facile. Il y a beaucoup de petites voitures de sport, des espèces en voie de disparition, des modèles qui furent construits en petit nombre (telle la Triumph TR 3 B, destinée à l'exportation vers les Etats-Unis avant qu'apparaisse la TR4) mais, parmi ces contemporaines, aucune ne pourra jamais rivaliser avec les irremplaçables « vieilles » de vingt premières années de l'ère automobile.

PETER WAYMARK.

(The Times)

Entretiens

M. Bell : la société post-industrielle est celle de la dislocation

(Suite de la page 17.)

— Croyez-vous qu'un système politique puisse prospérer et les membres des catégories sociales les plus importantes à vos yeux — les intellectuels et les opérateurs — ne soient pas leurs énormes responsabilités concentrées pour constituer, au-delà de décisions isolées, une action concertée ?

— C'est une question capitale. Sous la forme actuelle, la société post-industrielle qui nous entoure (aux Etats-Unis du moins) est vouée — et je trouve cela bien — à porter tous ses problèmes dans l'arène politique. Nous tendons vers une « société communale » récupérant toutes les minorités et les revendications partielles et corporatistes (si vous préférez) pour leur donner voix au chapitre, tandis que les détenteurs d'une fraction du « pouvoir scientifique » restent disséminés, sous-exprimés, et comme assis sur les gradins de l'arène évoquée plus haut. C'est une situation malsaine. Pourtant, je suis convaincu qu'elle se dénouera. Pour moi, la science, comme force quasi autonome, transgresse le capitalisme, et le

M. Jungk : la croissance a des limites mais non le progrès social

(Suite de la page 17.)

— Daniel Bell voit dans le « corps scientifique » la monnaie renaissant en elle-même l'image de la société future.

— En somme, vous êtes plutôt optimiste... sans quant au pouvoir du capitalisme de se réformer lui-même ?

— Le capitalisme s'est déjà détruit lui-même en fabriquant et en propagant des valeurs de facilité et de lucre absolument contraires à ce qui lui donna son élan initial. Reprises et transposées par une bonne partie de la jeunesse, ces contre-valeurs ont engendré une « contre-culture » anticivile avec laquelle il est fréquent que la culture tout court fasse cause commune. Ce n'est pas de ce côté-là que viendra le salut. Par ailleurs, même réintégré au processus démocratique, il est douteux que la profession scientifique ait en elle-même les ressources d'où un nouvel idéal transcendant pourrait émaner. Or, sans un idéal de cet ordre, qui incarnerait l'humanité la voie du bonheur ?

Propos recueillis par ALAIN CLÉMENT.

Vers plus de partage du pouvoir

« Ce qu'il me fait peur, c'est le décalage entre la lucidité intellectuelle et l'aveuglement quotidien. On ne cesse de dire qu'il n'est plus possible de gaspiller le pétrole et les ressources naturelles, et c'est ce qu'on continue de faire chaque jour. Pourtant je crois aux facilités d'adaptation de l'humanité ; et deux choses me rassurent : la canaiché croissante de critique et d'émancipation des jeunes par rapport à ce qui leur est imposé ; et le fait que les dirigeants commencent à voir plus loin que le bout de leur nez, situant leur action dans le cadre général du monde et dans la perspective de l'avenir. C'est pourquoi j'ai le mouvement sur la conscience du futur est important, moins pour faire des pronostics que pour obliger à voir ce qui est en fait aujourd'hui à des conséquences sur le futur. »

Propos recueillis par JACQUELINE GRAPIN.

Portrait Deux cordes à son arc

A cinquante-cinq ans, Daniel Bell ne correspond pas du tout à l'image d'Épinal du « professeur de Harvard », agile et bilingue par définition, et tranchant de tout avec le sourire aussi bien l'est-ce pas de ce milieu qu'il est issu. Né en 1919 à New-York de parents juifs fraîchement débarqués (ils s'appelaient Kaplan), sa langue maternelle est le yiddish, qu'il parle encore couramment. Il n'appartient pas à l'élite d'abord les laudis surplombés, entrés depuis dans la légende — et en grande partie démolis — du Lower East Side de Manhattan.

Le jeune Daniel ne croupira pas longtemps dans ce ghetto légal. Il fait partie de cette génération d'émigrants qui, tout d'être « sacrifiée », va en même temps, en vingt ans, une pièce de choix dans la vie intellectuelle américaine.

Après un doctorat à l'université Columbia, Daniel Bell obtint en 1939 vers ce qui va devenir sa seconde vocation : le journalisme d'analyse et de réflexion. A vingt-deux ans, en 1941, il est déjà « managing editor » — quelque chose comme rédacteur en chef — du New Leader, excellent hebdomadaire à tirage modeste (autour de 30 000 exemplaires), mais si stable qu'il existe encore aujourd'hui. Sa tendance est sociale démocrate et, à l'époque, De-

Portrait Un professeur d'imagination

de « nouvelle tour de Babel ». Et on a pu lire plus tard en français « Le futur a déjà commencé ».

Aujourd'hui professeur à l'université de Berlin, Robert Jungk, qui vit aussi en Autriche, en France, aux Etats-Unis, où son fils fait ses études, et circule souvent dans les pays de l'Est, ne craint toujours pas d'affirmer : « La démocratie n'a pas encore commencé ». Il fut l'un des artisans du congrès de Jérusalem en 1970, et s'interroge encore « Qui défend ceux qui ne sont pas encore nés ? »

Contre les excès du gigantisme et de la standardisation, il développe la formule de l'économiste international, M. Schumacher, « Small is beautiful », et entend que chaque homme porte en lui une parcelle de génie, qui qu'en disent les experts, les pseudo-spécialistes, les bêtisiers et les soi-disant socialistes qui lui semble mettre tous dans le même panier. Pour lui, le salut viendra de l'imagination. Nous sommes tous débâchés à la science de l'homme et à l'oubli d'une nouvelle démocratie, au tournant du millénaire.

J. G.

Portrait Un professeur d'imagination

A l'âge où les hommes se replient volontiers sur eux-mêmes, et ressentent souvent plus que jamais un certain désespoir, Robert Jungk prend le chemin inverse. Historien de formation puis journaliste, il est aujourd'hui futurologue, et son dernier livre Der Jahrtausend Mensch portait sous le titre français « Paris sur l'homme ».

Des cheveux déjà tout blancs dégageant une large front, les yeux profonds et le sourire généreux qu'on obtient à reconnaître chez certains humanistes allemands, un visage Robert Jungk composant une symphonie classique ou travaillant à un ouvrage de philosophie fondamentale. « Je ne suis pas un prophète, je suis un simple observateur », affirme-t-il pourtant.

Né à Berlin en 1917 d'une famille d'origine autrichienne, il fut le nazisme dès 1933.

Toute ma vie j'ai essayé de cheminer entre la science, la politique et l'histoire », dit-il. Après la guerre, il écrit sous le titre Plus clair que le soleil, un livre sur les soviets atomistes ; puis Vive à Hiroshima, une évocation de la survenue sur les lieux du drame. Il est penché sur l'histoire du Centre européen de recherches nucléaires qu'il qualifie

A. C.

Les clés de la conjoncture

Le panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de Cégeo-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulots de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet, ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limite à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

Les limites de la gestion à court terme

Le fait saillant de notre dernière situation est la remontée du taux moyen d'inflation à plus de 15 %, alors que l'on espérait la stabilisation à 13 %. Simultanément les rythmes de production continuent à faiblir, et même à devenir négatifs comme en Allemagne. Le chômage d'accroît beaucoup plus rapidement qu'auparavant, surtout en France. Quant au taux de couverture des importations par les exportations il reste à peu près inchangé, c'est-à-dire que la dégradation persiste pour l'Italie et la Grande-Bretagne et, dans une moindre mesure, pour la France.

En résumé, on accumule en ce moment tous les désavantages d'activité et d'emploi, sans contrepartie nette pour l'inflation et le rééquilibre commercial. On ne progresse plus. Ce qui est plus préoccupant que le situation actuelle elle-même, c'est l'évolution et certaines accélérations, pour le chômage surtout : où cela va-t-il nous conduire dans quelques mois, si l'on ne réagit pas assez vite ? Ne risquons-nous pas d'être entraînés par un double effet multiplicateur et psychologique, comme celui qu'on constate actuellement en France, vers des situations, dont nous aurons ensuite

beaucoup plus de difficultés à nous sortir. C'est la question qu'on se pose maintenant dans chacun des pays. Et quelles que soient les situations sur le plan des prix et de la balance commerciale, on parle de relance. Mais en Italie ! Nécessité politique oblige. Mais les marges de manœuvre sont très variables. Les ambitions des objectifs économiques aussi.

Hésitations allemandes

Ainsi le gouvernement allemand est-il dans une situation qui lui paraît une relance relativement aisée. Il hésite, car son souci d'assainissement est de loin le plus intrinsèque, surtout par un consensus national remarquable.

Le principe est acquis, mais le problème est celui du quand et du comment, d'ailleurs étroitement liés.

Agr directement ou indirectement, le risque d'une action trop systématique est de renouer non l'activité mais l'inflation, et de perdre le bénéfice des efforts opiniâtres entrepris depuis de si longue date. On semblerait ainsi s'orienter vers des solutions discrètes, sélectives et progressives, agis-

sant sur l'investissement et l'emploi avec l'espoir que les exigences salariales resteront limitées et que la consommation, facilitée par des allègements fiscaux, reprendra d'elle-même. Ainsi s'explique le petit plan de relance qui vient d'être décidé vers mi-décembre.

Surtout on espère que les exportations, seul soutien de l'activité actuelle, ne s'effondreront pas. C'est le point faible de l'Allemagne dont la solution ne dépend pas d'elle, mais se situe à l'étranger, aux Etats-Unis d'abord : d'où les essais de concertation germano-américaine. Mais aussi chez ses partenaires européens, en particulier en France.

Une détermination française

à nuancer et à approfondir

Le programme français de refroidissement a finalement entraîné des effets rapides et même brutaux sur l'activité et l'emploi, encore aggravés par la récente grève des postes. Sans que l'incidence sur les prix et la balance des paiements commerciale soit jusqu'ici très nette. La France a-t-elle la possibilité d'avoir, du moins à court terme et indépendamment des mesures structurelles plus profondes, des objectifs aussi ambitieux que l'Allemagne ? Il semble que non. Ceci ne la dispense pas de poursuivre ses efforts, tout au contraire, mais en les graduant, en les étalant et en les approfondissant. Plus que la brutalité, il faut de l'opiniâtreté, et un changement de mentalité nationale. Et on attend, quant à quelques rectifications discrètes de lui portant sélectivement sur les secteurs en difficulté.

Au rythme de l'industrialisation à outrance qui s'est prédominé depuis 1968, il faut substituer des objectifs plus raisonnables concernant aussi bien les activités que l'emploi, qu'il faut pousser vers les valeurs ajoutées, utiles, et non celles généralistes de frais généraux et d'excès de consommation.

Pour l'emploi, les obligations françaises, du fait de l'accroissement de la population active, sont beaucoup plus lourdes que celles de l'Allemagne. Relais de plus pour agir.

Il semble bien que la réflexion actuelle sur les problèmes de gestion française puisse permettre cette évolution, dans la mesure où des boursasques inopines ne viennent pas la contrarier. Le danger se situe sur le plan extérieur, où, malgré les apparences, la situation du franc est fragile, car fondée sur la confiance des prêteurs qui pourraient brusquement se dérober.

Deux situations difficiles à assainir

L'exemple de la Grande-Bretagne le montre bien ; le livre sterling est de nouveau dans une situation difficile. Du côté de la production, des prix et des échanges la situation est beaucoup moins favorable. Et ses ambitions à court terme doivent de ce fait être beaucoup plus limitées que celles de la France par exemple.

D'où une stratégie hésitante sur les mesures à prendre, comme la moutarde en évidence les dernières discussions budgétaires. Ralenti ou pas ? On ne sait pas très bien.

La nouvelle flambée des prix, qui ramènerait de 12 à 17 %, ainsi que la faiblesse de la balance commerciale, pousseraient plutôt vers la prudence. Le problème est de combiner une gestion à court terme

souple évitant les blocages financiers et psychologiques des industriels avec une gestion à moyen terme beaucoup plus ferme et volontariste. Il faut laisser remonter le taux d'investissement productif, principale faiblesse de l'économie britannique. De premières mesures viennent d'être prises dans ce sens, mais elles sont fort discutées. Pour les renforcer, il faudrait un nouveau consensus national sur les bases d'une restructuration industrielle.

Avec l'Italie, on retrouve des problèmes économiques identiques à court terme. A court terme, la situation est encore plus incomfortable et paradoxale que celle de la Grande-Bretagne puisque les prix y grimpent toujours à 25 %, alors que l'activité commence à décliner sérieusement.

Autrement dit, il faudrait pousser simultanément sur la traine et l'accélérateur !

La encore, il leur composer et donner à court terme un essai de ce qu'il faut pour le financement extérieur surtout. Mais le problème de fond reste, comme en Grande-Bretagne, celui de la discipline des salaires, celui de la responsabilité économique des syndicats et des partis politiques, conditions d'un redémarrage d'une industrie qui a été brillante.

MAURICE BOMMENSATH.

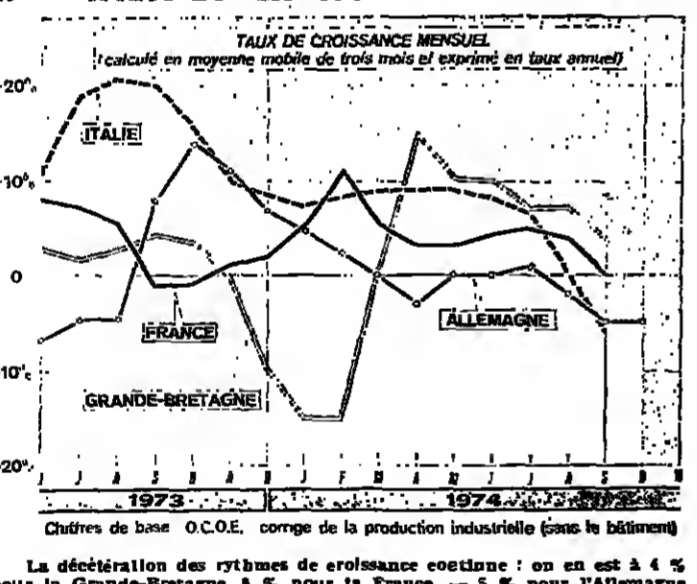
NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité internationale
ALLEMAGNE	---	+	---	+	++	++
FRANCE	---	---	---	+	---	---
ITALIE	---	---	---	+	---	---
GR. BRETAGNE	+	---	---	---	---	---

+++ excellent ++ bon + assez bien - médiocre --- mauvais ---- très mauvais +* tendance précédente

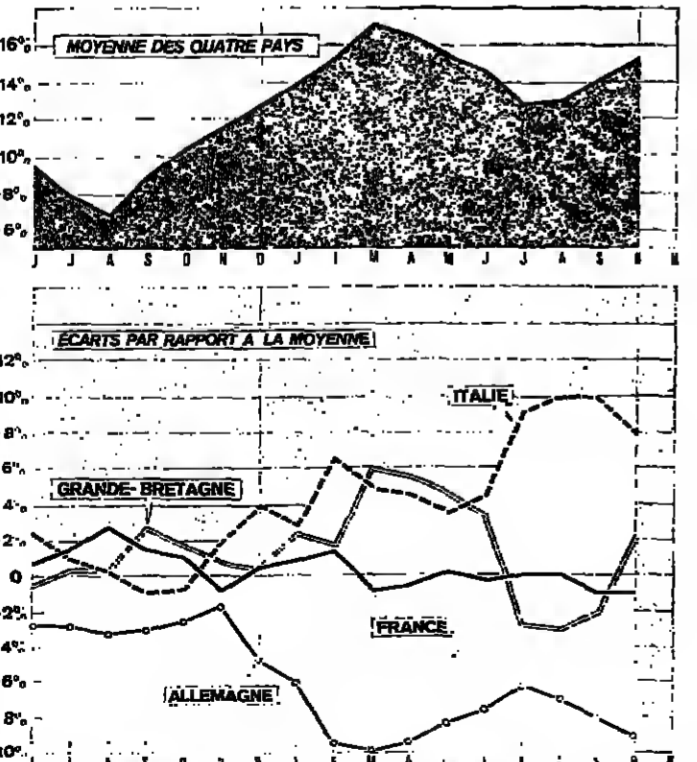
(*) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la situation des échanges n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle tendra à nuire à la gestion à court terme.

I. — TAUX DE CROISSANCE INDUSTRIELLE



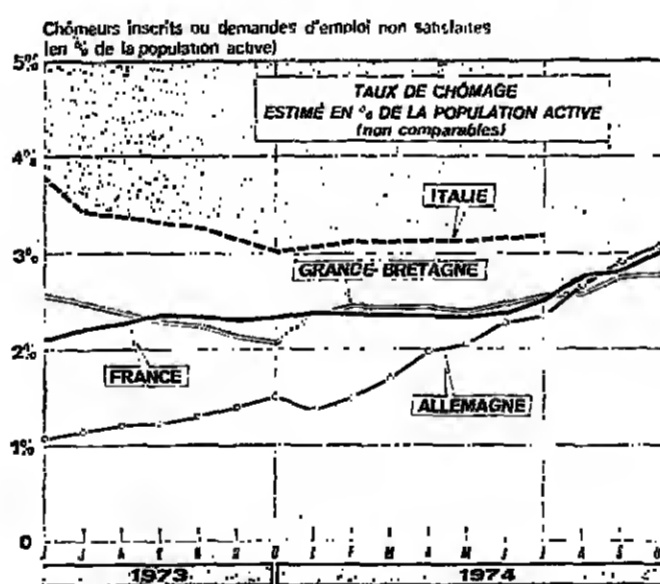
La déclinaison des rythmes de croissance continue : on en est à 4 % pour la Grande-Bretagne, 8 % pour la France, - 5 % pour l'Allemagne et l'Italie.

II. — L'ÉVOLUTION DES PRIX



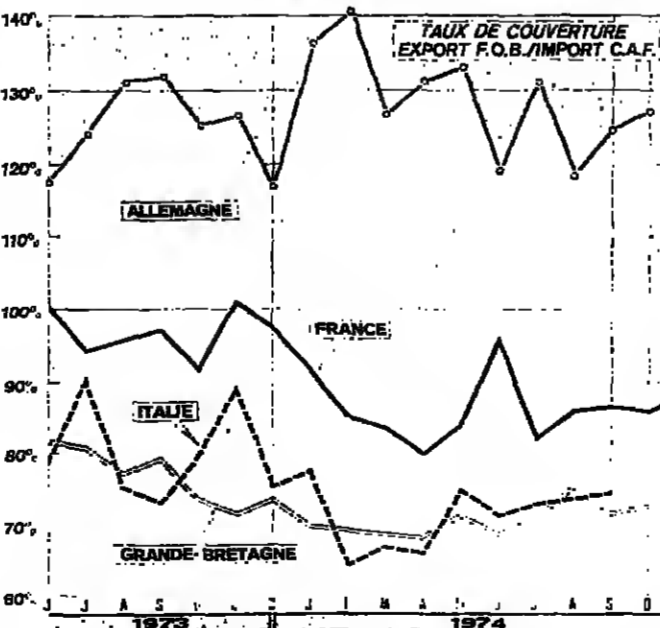
La stabilisation du rythme de hausse moyen des quatre pays à 13 % n'aura duré que deux mois. Déjà on se retrouve à 15 %, 51 l'Allemagne, et même la France contenant leurs hausses respectives à 8 % et 13 %. Il n'en est pas de même pour l'Italie qui en est à 25 % et pour la Grande-Bretagne où l'inflation s'accroît à nouveau et passe de 12 à 17 %.

III. — NIVEAU DE L'EMPLOI



La France et l'Allemagne fédérale restent toujours leurs taux de chômage, corrigés des variations saisonnières, grimper fortement : fin novembre la France en est à 3,5 % et l'Allemagne à 3,2 %. Le taux de la Grande-Bretagne reste à 2,7 %.

IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Le taux de couverture des importations par les exportations se stabilisent à des taux respectifs de 135 % pour l'Allemagne, 85 à 90 % pour la France et 70 à 75 % pour la Grande-Bretagne et l'Italie (rappelons que les taux O.C.O.E. sont calculés FOB-CAP et corrigés des variations saisonnières).

Forum

POUR MIEUX FAIRE CONNAITRE L'EUROPE

(Lire la suite page 17.)
 Aux essayistes, historiens, économistes, politologues, de s'atteler et de mesurer les étapes, si souvent tourmentées, d'une inépuisable organisation planétaire. Aux journalistes d'en noter jour après jour les espoirs et les dangers, les progrès et les reculs, mais comment y parvenir sans une connaissance approfondie des pays le plus immédiatement concernés ? Pêche-t-il tellement par excès d'humour noir celui de nos confrères qui trouvait bien étrange un métier où l'on se heurte souvent tant de peine pour faire ce que l'on sait, alors qu'on s'étend si volontiers sur ce que l'on ignore ?

HUBERT BEUVE-MÉRY.

Journalistes pour l'Europe

LES journaux, agences, stations de radio ou de télévision qui désirent spécialiser l'un de leurs rédacteurs pour la couverture des problèmes européens, de même que les jeunes journalistes qui veulent compléter leur formation universitaire et professionnelle par une qualification de valeur internationale peuvent maintenant présenter leurs candidatures pour 1975-1976 au programme « Journalistes pour l'Europe » organisé par le Centre de formation des journalistes de Paris (1).

Ce programme, suivi cette année par onze stagiaires de sept pays, sera ouvert, en novembre prochain, à vingt journalistes d'Amérique du Nord et du Sud, d'Afrique, du Proche-Orient, d'Asie et d'Europe. Il vise à apporter une connaissance des langues, des coutumes et des diversités européennes et comporte, notamment, une série d'enquêtes « sur le terrain », en Allemagne, au Benelux, en Grande-Bretagne, Italie, France, etc. Ces enquêtes sont préparées et conclues avec des experts des questions agricoles, industrielles, politiques, culturelles. Le programme 1974-1975 se déroule sur huit mois. La répétition de ce programme est prévue pour 1975-1976, ainsi qu'une session courte sur trois mois.

La programmation et la sélection des candidats est faite, sur dossier, par un conseil international dont la composition est la suivante :

- POUR L'ALLEMAGNE : M. Johannes Binkowski, président du Bundesverband Deutscher Zeitungsjournalisten ; M. Von Blamark, directeur de la Westdeutscher Rundfunk ;
- POUR LA BELGIQUE : M. le Baron Sney et d'Oppuers, ancien ministre des finances ;
- POUR LA FRANCE : M. Jean Marin, directeur de l'agence France-Press ; M. Roger Seydoux, ambassadeur de France ;
- POUR LA GRANDE-BRETAGNE : M. Gerald Long, directeur de l'agence Reuters ; M. Tom Hopkinson, directeur du Collège de journalisme de Cardiff ;
- POUR L'ITALIE : M. Giovanni Giovinetti, administrateur, délégué de la société editrice de la Stampa (Turin) ;
- POUR LES PAYS-BAS : M. Neuman, directeur de l'Institut Peace Research, ainsi que : M. Hubert Beuve-Méry, fondateur du Monde, président du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes.

111 St. rue du Louvre, 75003 Paris. Tél. 508-58-71.

AMÉLIOREZ EN MÊME TEMPS CONCENTRATION INTELLECTUELLE ET VITESSE DE LECTURE

Méthode TELEC

- STAGES INTENSIFS : 3 jours consécutifs : 16, 23, 30 janvier, ou 27 février, 6, 13 mars, de 9 heures à 18 h. 30.
- STAGES PROGRESSIFS : 1 séance hebdomadaire de 3 heures pendant 10 semaines : jeudi 30 janvier et suivants, de 16 h. 30 à 21 h. 30 ; ou mardi 25 février et suivants, de 9 à 12 heures.
- JOURNÉE DE RAPPEL : 8 mois après les stages.
- STAGES SUR MESURE en entreprise.

Inscriptions : Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Centre Parisien de Management
 106, boulevard Malesherbes, Paris (17^e) - Tél. : 824-39-73, 267-57-53.

هكذا من الأصل

Les travailleurs
 ALIENAGGIO FEDERALE
 Les Turcs

GRANDE-BRETAGNE
 DEPARTEMENT

EUROPE
 JOURNALISTES
 EUROPA

صحة من الاصل

Europa V

Europa V

Social

Les travailleurs étrangers, premières victimes de la crise

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Les Turcs en tête

À U milieu de l'année 1974, on comptait 2,4 millions de travailleurs étrangers en République fédérale d'Allemagne. A la fin de septembre 1975, il s'en trouvait encore 2,585 millions. Depuis le 23 novembre 1973, le recrutement de la main-d'œuvre étrangère...

tion des travailleurs étrangers pour les districts de Tiergarten (15 % d'étrangers), de Wedding (11 % d'étrangers) et de Kreuzberg (23 % d'étrangers). Il ne faut pas soupçonner derrière ces registres des manifestations de xénophobie; en fait ils sont fondés sur les exigences de l'infrastructure sociale.

clandestins séjourner en République fédérale. L'un d'eux est-il arrêté? Son employeur doit assurer les frais de rapatriement. Environ 400 000 parmi les 2,4 millions de travailleurs étrangers viennent des pays de la C.E.E. Ils ont un permis de travail et de séjour illimité. Six cent mille autres travailleurs venant de pays non membres de la C.E.E. ont acquis grâce à un séjour qui s'étend sur de longues années, le droit d'être titulaires d'une autorisation de séjour presque illimitée.

FRANCE

UN TOURNANT POLITIQUE

LES flux migratoires — phénomène structurel de l'industrie européenne — apparaissent parfois moins soumis aux phases cycliques de l'économie qu'à des décisions d'ordre social et politique. Il suffit, pour s'en persuader, d'observer l'évolution de l'immigration en France au cours de 1974, année marquée dans ce domaine par une orientation nouvelle, d'inspiration nettement politique.

Comme les principaux pays d'immigration, la France a décidé, le 3 juillet 1974, de mettre en œuvre un « plan » aux introductions de main-d'œuvre — à quelques exceptions près, notamment pour les ressortissants de la communauté économique européenne — dans l'attente d'une définition plus accentuée de la stratégie gouvernementale, visant à « stabiliser » une population de quelque quatre millions d'étrangers.

appropriées telles que la création, actuellement envisagée, de « Maisons de l'Algérie » dans les agglomérations françaises à forte densité nord-africaine. Ce dispositif pourrait être le point de départ d'initiatives semblables en faveur d'autres communautés du tiers-monde.

Vis-à-vis de l'Algérie

Tout aussi politique aura été l'attitude de Paris à l'égard du partenaire algérien, dont la décision prise en septembre 1973 d'interrompre les départs vers la France n'a nullement empêché de préparer le prochain voyage du gouvernement français, la « liquidation du contentieux franco-algérien ».

Le développement des rapports avec l'Algérie — comme avec le nouveau régime portugais — débouche ainsi, s'il faut en croire les augures français, sur de nouvelles perspectives pour les États exportateurs de main-d'œuvre, et prend valeur nouveau, si bénéfique soit-il pour certains pays d'émigration obligés de repenser leur développement du travail, ne va-t-il pas s'établir sur un système d'échanges à sens unique, plus favorable aux pays d'accueil qui formeront à leurs propres techniques les travailleurs des nations sous-développées afin de faciliter leurs exportations vers les pays du tiers-monde?

L'avenir dira si cette nouvelle morale économique et politique, non dépourvue d'ambiguïtés et de contradictions, est moins « fallacieuse » — pour reprendre les termes d'un récent rapport de l'O.C.D.E. (1) — que celle qui a prévalu au temps de l'« assistance », au début de la période des grands flux migratoires.

JEAN BENOIT. (Le Monde.)

(1) Rapport 1974 du système d'observation permanente des migrations, Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.).

A la fin d'octobre 1974, 88 000 travailleurs étrangers étaient sans emploi en République fédérale et recevaient une allocation de chômage. Avec l'aggravation de la conjoncture on devient de plus en plus conscient des problèmes des travailleurs étrangers et de leur famille en République fédérale.

Un pays de Cocagne

Jusqu'à maintenant, on n'est pas d'accord en République fédérale sur la question fondamentale que pose l'immigration. Officiellement, on insiste sur le fait que la République fédérale n'est pas un pays d'immigration. Conformément à ce principe, l'État fédéral ne fait rien pour favoriser l'intégration linguistique et culturelle des ouvriers étrangers.

Au total, à la fin de septembre 1974, 4,1 millions d'étrangers, soit 2,3 millions d'hommes et 1,8 million de femmes vivaient en République fédérale. Avec 25 % des effectifs totaux, les Turcs représentaient le contingent le plus élevé, suivis par les Yougoslaves (17 %), les Italiens (15 %), les Grecs (10 %) et les Espagnols (7 %).

A partir de cette date, selon l'accord d'association passé entre Ankara et la C.E.E., la liberté de circulation doit être réalisée entre la Turquie et les pays du Marché commun. Or plus d'un million de Turcs supplémentaires voudraient travailler en Allemagne fédérale.

HENK OHNESORGE. (Die Welt.)

GRANDE-BRETAGNE

DÉPAYSEMENT A DOMICILE

C'est nos juifs qui racontent le mieux les histoires juives, c'est bien connu. De même, parmi les Noirs immigrés en Grande-Bretagne, quelques comédiens savent aujourd'hui mieux que personne dire le problème de l'immigration des gens de couleur. L'un d'entre eux narre les aventures d'un missionnaire parti en Afrique pour trouver une tribu disparue.

pourrait poursuivre sa politique d'ouverture sur l'extérieur. Depuis, on n'a assisté, en fait, qu'à une montée de la xénophobie, et les Anglais ont adopté une attitude à la position qu'occupe aujourd'hui leur pays dans le monde.

Pour la première fois depuis quinze ans, cette année, l'immigration n'a pas été un des thèmes des élections. C'est la question de l'Irlande qui a primé. Avant même que son appartenance à la Communauté européenne ne lui oblige, la Grande-Bretagne mena de tout temps une politique d'ouverture à l'égard de son voisin. Les bons Irlandais, qui ne plaçaient pas de bombes, sont toujours les bienvenus, mais les voyageurs sont examinés avec plus d'attention que jamais.

La politique menée par la Grande-Bretagne en matière d'immigration depuis la guerre en a fait une société multiraciale et multiculturelle. Les xénophobes se plaignent des retards de curry sur leur paillard, mais les Anglais ont dû rivaliser bien plus que leur vieux orgueil colonialiste. Toutes les villes, même les plus petites, comptent au moins un restaurant chinois et presque toujours un restaurant indien, pakistanais, ou autre. Beaucoup découvrent que la variété peut effectivement être le ciment de la vie et que le piment ajoute à la variété.

PETER EVANS. (The Times.)

ITALIE

Des ressources menacées

PLUS de cinq millions et demi d'Italiens sont actuellement émigrés. Une moitié s'est déversée en Europe, dont une majorité en Allemagne, en Suisse et en France. L'émigration outre-mer a maintenu un caractère définitif. Il est très rare qu'un Italien parte pour l'Argentine, le Canada ou l'Australie pour y aller avant la fin de sa vie active.

est confirmée par les chiffres de 1974. Au cours des cinq dernières années, la masse des dépôts d'argent effectués en Italie par les nationaux installés à l'étranger a progressivement diminué. Cela tient surtout aux dévaluations successives et à la situation malsaine des marchés des changes. En 1973, le total de ces dépôts a dépassé 1 000 milliards de lires, mais à la fin de 1974, il atteint à peine les 300 milliards de lires.

Les mouvements intérieurs

L'émigration vers l'étranger a été, dans une certaine mesure, freinée par l'émigration intérieure. Trois millions d'ouvriers et de paysans du Sud sont partis vers le Nord pour répondre à la demande pressante de main-d'œuvre provenant en particulier des industries piémontaises, ligures et lombardes. D'autre part, il est très curieux de constater que, si certains des communautés parfois importantes de travailleurs étrangers dans un pays qui détiennent un

record en matière d'émigration. En Sicile, des centaines de travailleurs nord-africains sont employés dans l'industrie et dans l'agriculture. Dans la région de Frosinone-Viterbe-Juvenna, la moyenne des étrangers travaillant dans l'industrie, l'hôtellerie et le commerce approche des 10 000 unités mais dépasse les 50 000-60 000 en haute saison, sans compter un important contingent de « frontaliers ».

La crise de l'énergie et la dépression économique ont créé des difficultés pour les émigrés, surtout en Allemagne et en Suisse. Il y a eu des licenciements et du chômage partiel dans les secteurs les plus frappés, comme le textile, l'industrie mécanique, la chimie et le bâtiment. Des restrictions à venir menaceraient non seulement les émigrés, mais également les travailleurs suisses et allemands eux-mêmes. Les autorités italiennes sont intervenues auprès des différents gouvernements, la Fédération C.G.I.L.-C.I.S.L.-U.I.L. a établi de nombreux contacts avec les organisations syndicales des pays concernés.

« Pas d'alarmisme »

« La situation est grave et difficile », observe M. Cavanati, responsable de la C.I.S.I. pour l'immigration, mais nous devons combattre les propos alarmistes et démagogiques, qui déorientent les travailleurs et ne les aident pas à répondre concrètement et syndicalement aux attaques patronales. »

Des accords ont été passés avec l'Allemagne pour empêcher la discrimination, garantir aide et assistance aux chômeurs et aux licenciés, notamment au moyen du recyclage et de la formation professionnelle. De nouvelles mesures en discussion au sein de la Communauté portent sur des dispositions visant à favoriser l'emploi et le lancement d'un programme social destiné aux travailleurs étrangers. En ce qui concerne la Suisse, on a mis sur pied une procédure qui vise à évaluer les difficultés de l'emploi et à définir les mesures d'aide appropriées.

Les différents aspects de la politique italienne de l'immigration seront examinés au cours d'une conférence qui sera organisée par le gouvernement, et qui doit se tenir en février prochain.

GIANCARLO FOSSI (La Stampa)

FAIRE CONNAÎTRE L'EUROPE

L'Europe, ce n'est pas seulement un continent, c'est un monde. C'est un monde où se jouent les destinées de milliards d'hommes. C'est un monde où se créent les richesses, où se font les découvertes, où se jouent les batailles pour la paix et la liberté.

Ins pour l'Europe

Ins pour l'Europe, c'est un appel à la conscience collective. C'est un appel à la solidarité, à la compréhension mutuelle, à la coopération. C'est un appel à la paix, à la justice, à la liberté.

EUROPE U N I T A I R E O R G A N I S M E EUROPA

Rédaction : Pierre Drouin, Jacques Grapin (Le Monde), Piero de Garzanti, Gianni Gambalotta (La Stampa), John Greig, coordinateur, David Spaulier (The Times), Peter Wirth, Hans Wirth (Die Welt). Publiée par : Michel Gérard (Le Monde), Riccardo di Corato (La Stampa), Gary Thorne, coordinateur (The Times), Dietrich Windberg (Die Welt). Copyright © Le Monde.

Sur le même pied

La politique d'immigration d'un pays reflète non seulement sa politique intérieure mais aussi sa situation internationale. Pour le Royaume-Uni, la main-d'œuvre venant traditionnellement de l'Inde, du Pakistan, de ce qui est maintenant le Bangladesh, et des Antilles. Aujourd'hui, les citoyens du Commonwealth sont sur le même pied que les étrangers : ils doivent présenter un permis de travail de douze mois pour un emploi précis et un employeur particulier. Ces mesures, qui n'excluent donc plus les immigrants d'autres pays, sont parfois très dures, particulièrement pour les Asiatiques. Elles ont officiellement pour but d'arrêter l'immigration illégale, mais elles sembleraient plutôt aggraver la situation désespérée des Asiatiques, pour lesquels la seule issue est de quitter leur pays pour la Grande-Bretagne.

Londres La capitale du commerce de la quincaillerie

Parmi les 700 exposants internationaux, à la HTF vous rencontrerez tous les grands noms de la profession. Vous pourrez entrer en contact avec des centaines de fabricants spécialisés qui offrent des produits uniques pour le foyer, pour l'extérieur et pour le jardin et dont vous n'entendrez normalement pas parler si vous ne venez pas ici.



INTERNATIONAL HARDWARE TRADES FAIR 26-31 Janvier 1975 Olympia Londres

Ouverture le dimanche Afin de faciliter les visites des acheteurs étrangers, l'Exposition HTF sera ouverte à leur intention toute la journée du dimanche 26 janvier. Heures d'ouverture : dimanche à jeudi 09h.30 à 18h.00. Vendredi 09h.30 à 12h.00.

Universal Exhibitions Ltd., Dept. 21 P.O. Box 43, High Wycombe, Bucks, Angletère.

Dossier

Comment consolider les colonnes du temple bancaire

SIR JOHN FRIDMANS, président du conseil d'administration de la National Westminster Bank, s'est vu contraint d'apporter un démenti qui eût été fort gênant en période normale. Mais nous ne sommes plus en période normale, même pour une des toutes premières banques de clearing de Londres. Sir John a catégoriquement démenti au début du mois de décembre les rumeurs sauvages courant sur la situation financière de son établissement.

Bank déplore que ses actionnaires, ses déposants et son personnel aient été trompés par des informations dont la presse s'est faite l'écho et qui, ainsi qu'il a pu le constater, sont dénuées de tout fondement. « a déclaré Sir John.

Les « crises » ne sont que les symptômes d'une crise aux implications beaucoup plus profondes, provoquée par un net changement de climat des affaires et par l'incapacité des banques importantes de s'adapter à ce « nouveau » âge.

Les « managers de crise » sont acrimonieusement très recherchés. Nul n'ignore que dans ce secteur la faillite d'un établissement se répercute sur tous les autres, ce qui n'arrive guère ailleurs dans l'économie d'un pays, la faillite d'une entreprise por-

trique fédérale, où l'on estimait que la Bundesbank pouvait — par la garantie d'une plus large indépendance allée à une législation rigoureuse et à la création d'une commission de contrôle des banques — être en mesure de prévenir les accidents, on en est revenu, depuis l'affaire Herstatt, à une vue plus réaliste des choses. Même en Italie, pays qui, avec la France, dispose en Europe du système bancaire le plus dépendant de l'autorité directe de l'Etat, les accidents n'ont pu être évités.

Le problème de la surveillance des banques et de ses insuffi-

banques luxembourgeoises repose sur la constitution de réserves minimales obligatoires. De plus, les banques ont été tenues de nommer un membre de leur direction chargé de la surveillance quotidienne de leurs opérations sur les marchés des changes. En Norvège, il est de nouveau question d'une nationalisation de l'ensemble des banques.

La confiance, comme une peau de chagrin...

Le marché international des capitaux est en proie à un profond malaise. Certaines institutions jusqu'à présent inébranlables commencent à trembler sur leurs fondations. Des ébranlements apparaissent sur les façades de marbre et de granite des banques. Les vocables les plus usités dans les conférences financières et les déclarations bancaires sont : crise, choc, manque de confiance. Le nombre des établissements avec lesquels on pouvait traiter des affaires en toute confiance était encore il y a un an de quatre cents ; il n'est plus aujourd'hui que d'une cinquantaine.

banque I.D. Herstatt. Cependant, les observateurs perspicaces avaient eu bien avant l'occasion de s'inquiéter. Les premières de la crise actuelle se manifestèrent un an auparavant, lors de la spéculation sur les « Sterling Certificate of Deposits » qui se solda pour la banque irlandaise Scottish Co-operative Wholesale Society par une lourde perte de change ; elles furent encore plus perçues quand la banque US National Bank of San-Diego tomba dans une série de difficultés qui se répétèrent à travers le monde entier.

1) L'inflation et les inévitables conséquences de la cure de désinflation à laquelle ont commencé de se soumettre de nombreux pays occidentaux ; les effets secondaires sont d'autant plus désagréables que l'expansion provoquée par la dévaluation monétaire a été plus prononcée ; 2) L'affaiblissement de la conjoncture mondiale, brutale transition après l'euphorie d'une période de « boom » économique paraissant sans fin, à très directement touché les secteurs bancaires les plus conservateurs ; 3) L'accumulation de tendances récessives provoquées par le choc de l'augmentation des prix du pétrole l'été précédent ; 4) A la fin de la fiction des taux de change fixes, dont les banques centrales étaient toujours les gardiennes en période de trouble monétaire, s'est substitué le régime des taux de change flottants, néfaste cette fois aux banques privées dont les pertes de change sont beaucoup plus importantes qu'auparavant ; 5) Le resserrement de toutes ces raisons que les marchés de capitaux sont privés de leur véritable fonction, qu'il est devenu beaucoup plus difficile d'ajuster les positions créditrices et débi-

« La ligue des perdants »

Table with 4 columns: BANQUE, BILAN (1), PERTES (2), REMARQUES. Lists various banks and their financial data across different countries like Germany, Belgium, Switzerland, etc.

SOURCES : The Banker, actualisé grâce à des recherches supplémentaires. (1) Indications dans le mois de décembre des pays concernés. Là où à la suite de pertes n'existe aucun appel de note, il s'agit de pertes connues en général et, dans la plupart des cas, déjà confirmées. (2) Pertes possibles. (3) Estimation de pertes.

Table with 3 columns: GROUPE, PARTICIPANTS, DEGRE DE COOPERATION. Lists various banking groups and their members, such as EUROPEAN BANKS INTERNATIONAL COMPANY (EBIC) and ASSOCIATED BANKS OF EUROPE COOPERATION (ASSCOB).

tant rarement préjudice à ses concurrents, qui peuvent même s'attendre à en tirer certains avantages. Mieux encore, les banques, qui sont considérées par les autorités nationales comme l'outil naturel de leur politique économique et monétaire, se doivent de présenter une façade d'intégrité garantie, par-delà la confiance accordée à l'unité monétaire du pays, de l'autorité de l'Etat.

En République fédérale a été fondé, sous l'égide de la Bundesbank, un Syndicat bancaire de liquidités. Déjà, un tel organisme est prévu, un renforcement important de la loi sur l'organisation du crédit qui comporterait notamment le refus de délivrer de nouvelles licences bancaires aux personnes privées jusqu'à ce que soit réaménagée la réglementation sur la position libre en devises. On envisage également, à plus long terme, un élargissement de la responsabilité solidaire de l'ensemble des instituts de crédit afin de renforcer la protection des créanciers.

En Suisse, les banques d'affaires sont tenues de fournir à l'Institut d'émission des rapports mensuels sur leurs activités en devises au comptant et à terme. En Belgique, on prévoit l'introduction de mesures analogues. Aux Pays-Bas, le projet de renforcement de la loi sur le contrôle du crédit, envisagé depuis longtemps déjà et qui prévoit notamment la protection des déposants et le contrôle des fusions, vient d'être remis à l'ordre du jour. En Grande-Bretagne, la liste des banques tenues de rendre compte à la Banque d'Angleterre a été sensiblement élargie et l'on a amélioré la qualité de l'information sur la structure des affaires bancaires internationales.

Cette analyse, renforcée par le fait que l'internationalisation croissante des marchés de capitaux a rendu les affaires bancaires très complexes, pose la question de savoir si les banques doivent être contrôlées plus strictement. Dans l'affirmative, doit-il s'agir d'un autocontrôle ayant comme support un certain nombre de règles dictées par la raison ou d'un contrôle d'Etat ? Et enfin de compte : avec quels moyens et dans quel but précis exercera-t-on ce contrôle ?

En Suisse, les banques d'affaires sont tenues de fournir à l'Institut d'émission des rapports mensuels sur leurs activités en devises au comptant et à terme. En Belgique, on prévoit l'introduction de mesures analogues. Aux Pays-Bas, le projet de renforcement de la loi sur le contrôle du crédit, envisagé depuis longtemps déjà et qui prévoit notamment la protection des déposants et le contrôle des fusions, vient d'être remis à l'ordre du jour. En Grande-Bretagne, la liste des banques tenues de rendre compte à la Banque d'Angleterre a été sensiblement élargie et l'on a amélioré la qualité de l'information sur la structure des affaires bancaires internationales.

En République fédérale a été fondé, sous l'égide de la Bundesbank, un Syndicat bancaire de liquidités. Déjà, un tel organisme est prévu, un renforcement important de la loi sur l'organisation du crédit qui comporterait notamment le refus de délivrer de nouvelles licences bancaires aux personnes privées jusqu'à ce que soit réaménagée la réglementation sur la position libre en devises. On envisage également, à plus long terme, un élargissement de la responsabilité solidaire de l'ensemble des instituts de crédit afin de renforcer la protection des créanciers.

Le maillon le plus faible

De telles questions se trouvent aujourd'hui posées dans la plupart des pays de la Communauté européenne et, pour sa part, la Commission de la C.E.E. penche vers une harmonisation des mesures. Aucune solution satisfaisante n'a encore été trouvée, et surtout pas dans le accord entre banques centrales (en général surestimé par l'opinion publique) du 9 septembre 1974.

En République fédérale a été fondé, sous l'égide de la Bundesbank, un Syndicat bancaire de liquidités. Déjà, un tel organisme est prévu, un renforcement important de la loi sur l'organisation du crédit qui comporterait notamment le refus de délivrer de nouvelles licences bancaires aux personnes privées jusqu'à ce que soit réaménagée la réglementation sur la position libre en devises. On envisage également, à plus long terme, un élargissement de la responsabilité solidaire de l'ensemble des instituts de crédit afin de renforcer la protection des créanciers.

En République fédérale a été fondé, sous l'égide de la Bundesbank, un Syndicat bancaire de liquidités. Déjà, un tel organisme est prévu, un renforcement important de la loi sur l'organisation du crédit qui comporterait notamment le refus de délivrer de nouvelles licences bancaires aux personnes privées jusqu'à ce que soit réaménagée la réglementation sur la position libre en devises. On envisage également, à plus long terme, un élargissement de la responsabilité solidaire de l'ensemble des instituts de crédit afin de renforcer la protection des créanciers.

Les autorités monétaires et financières de cinquante-deux pays assument en dernier ressort la responsabilité de soixante-dix établissements de crédit opérant sur le territoire de la Communauté européenne et dans le monde entier à partir de l'Europe. En vertu du principe : « Une chaîne n'a jamais que sa force de son maillon le plus faible », il n'est pas étonnant que l'on prête ne pas passer sur les maillons présumés « faibles ».

En République fédérale a été fondé, sous l'égide de la Bundesbank, un Syndicat bancaire de liquidités. Déjà, un tel organisme est prévu, un renforcement important de la loi sur l'organisation du crédit qui comporterait notamment le refus de délivrer de nouvelles licences bancaires aux personnes privées jusqu'à ce que soit réaménagée la réglementation sur la position libre en devises. On envisage également, à plus long terme, un élargissement de la responsabilité solidaire de l'ensemble des instituts de crédit afin de renforcer la protection des créanciers.

En République fédérale a été fondé, sous l'égide de la Bundesbank, un Syndicat bancaire de liquidités. Déjà, un tel organisme est prévu, un renforcement important de la loi sur l'organisation du crédit qui comporterait notamment le refus de délivrer de nouvelles licences bancaires aux personnes privées jusqu'à ce que soit réaménagée la réglementation sur la position libre en devises. On envisage également, à plus long terme, un élargissement de la responsabilité solidaire de l'ensemble des instituts de crédit afin de renforcer la protection des créanciers.

Table titled 'Autorités monétaires et organismes de contrôle' listing various banking authorities and organizations across different countries like Belgium-Luxembourg, Denmark, France, Germany, Ireland, Italy, Netherlands, and the UK.

Large advertisement on the right side of the page, featuring the text 'LE GRAND' at the top, 'Koweit: Analystes en...' and '5500 € sans imp...' in the middle, and 'CHURC' at the bottom. It includes an image of a building.

Handwritten Arabic text at the bottom center of the page: 'مكتبة من الأصل'.

Reykjavik, janvier 1975

LE PARADIS DE L'INFLATION



Il est 11 heures du matin, mais l'éclaircie est encore toutes, lentes, allumées. Je vais les étouffer pour les quelques heures d'un court après-midi jusqu'à 15 heures. Si, en été, l'Islande connaît des journées « scellées » si longues que votre existence elle-même semble s'allonger, elle traverse pour l'heure l'obscurité et les tourmentes de l'hiver. Le Gulf Stream, voyageur infatigable, apporte ici un peu de sa fécondité si bien que le thermomètre n'atteint jamais les minimums enregistrés à New-York ou à Vienne. Mais l'obscurité, la pénurie de visiteurs et le manque de liaisons aériennes accroissent l'isolement de ce dernier continent, avant l'Amérique.

L'inflation, le nouveau gouvernement, l'accord sur la base militaire de Keflavik et la « guerre de la morue » ne sont-ils pas plus importants que ces traits d'ambiance et de nos états d'âme ? En vérité, on ne peut aborder les problèmes islandais sans toucher à la civilisation de ce pays. Nous nous trouvons en présence d'un univers petit et équilibré, il se distingue non seulement par sa nature, ses étendues glacées, ses volcans, dont une trentaine en activité, ses geysers, ses sources d'eaux minérales froides, tièdes et chaudes, mais aussi et surtout par son environnement humain.

Géographiquement, l'Islande n'est pas majeure, elle continue de grandir et de se transformer comme l'ont montré récemment la naissance d'une nouvelle île, Surtsey, et l'éruption sur Helmsay. En revanche, socialement, les Islandais ont atteint une grande maturité, un avance sur beaucoup d'autres communautés. Les premiers Vikings ont débarqué ici en 874, et on a fêté cette année le onze centième anniversaire. Déjà, au douzième

siècle, l'Islande avait une littérature brillante, et au treizième siècle tous les Islandais sans exception savaient lire et écrire. Ce pays de deux cent dix mille âmes est certainement aujourd'hui l'un des plus cultivés du monde. On y imprime deux cent quinze livres par cent mille habitants ce qui constitue un record. Il n'existe ni riches ni pauvres. La dignité et la liberté de l'individu y sont depuis longtemps des réalités tangibles. Bien qu'ils vivent tout au long des côtes jusqu'au cercle polaire arctique, parfois séparés les uns des autres par des distances considérables, les Islandais présentent les caractéristiques d'une petite communauté très homogène. Pre-

nons l'annuaire du téléphone : le prénom se lit avant le nom, car le premier est plus important que le second. En effet, les enfants, garçons et filles, prennent comme nom de famille le nom de baptême du père. Ainsi, par exemple, Halldor, fils de Magnus Benediktsson, s'appellera Halldor Magnusson et non, le fils, Magnúsdóttir. Le nom de Benediktsson disparaît. La femme mariée garde son nom de jeune fille. Le nouveau speaker de l'Althing, le Parlement islandais, est une femme qui porte le splendide nom viking de Ragnhildur Helgadóttir. On peut remarquer que le nom Helga est un prénom féminin et, on l'espère, on s'est servi du génitif de Holgi.

Les tâches de Geir Halgrímsson

C'est le 30 juin dernier que le nouveau Althing a été élu après une bataille politique particulièrement épineuse. Les résultats du scrutin ont confirmé l'impopularité croissante du gouvernement de gauche et ont donné une solide majorité à un coalition de centre droit dirigé par Geir Halgrímsson. Elle est constituée par l'alliance de deux formations, à savoir : le parti de l'indépendance, conservateur, auquel appartient Halgrímsson, et le parti progressiste. La grève recrudescit, les socialistes confirment certaines tendances de l'opinion dans les pays scandinaves. En revanche, les communistes demeurent une force intacte avec près de 15 % des suffrages. Halgrímsson a trouvé deux dossiers urgents : Keflavik et l'inflation.

Il s'attaque d'abord au problème de Keflavik ; cette crise, longue et épineuse, est désormais réglée. Le gouvernement, précédé avait demandé que les Américains quittent la grande base aéronavale. Il avait même brandi le menace d'un retrait de l'alliance atlantique ou de sa structure militaire. Cette attitude était commandée par un certain idéal politique et également par l'espoir que les autres puissances atlantiques mettraient un frein à l'« agression » de l'Angleterre dans la « guerre de la morue ». En octobre dernier, la question de Keflavik a été réglée. Un nouvel accord prévoit que les Américains pourront continuer à utiliser la base, à partir de laquelle leurs avions et leurs radars suivent les mouvements des sous-marins soviétiques dans l'Atlantique, mais, en échange,

donneront le vertige. La pêche constitue presque 95 % des exportations de l'Islande et, pourtant, un plat de poisson peut coûter 35 F dans un bon restaurant et on peut vous demander 80 F pour un plat de langoustines. Cette inflation tient à plusieurs facteurs dont deux sont prépondérants : d'abord, l'Islande doit tout importer (à noter qu'elle achète son pétrole à l'Union soviétique qui aligne ses prix sur ceux fixés par l'OPEP), ensuite, on a laissé trop longtemps s'accumuler un pouvoir d'achat excessif.

Désormais, l'Islande est considérée comme « l'île sans l'inflation ». Ce phénomène qui, ailleurs, suscite la peur, est ici une façon de vivre. L'épargne n'existe pas, tout le monde dépense et dilapide. Au cours de l'année 1974, neuf mille voitures ont été importées. A quel bon s'inquiéter ? Depuis la fin de la guerre, presque tout — nourriture, loyers, électricité, pensions, etc. — est indexé. Si les prix montent, les salaires augmentent immédiatement. Il n'existe même pas le brida des impôts, plus lâche que dans les autres pays scandinaves puisqu'elle laisse 80 % de leurs revenus aux salariés. Le fait que les prix forciers ne soient pas indexés constitue une raison supplémentaire pour dépenser sans compter. Le loyer double chaque année et le coût de l'emprunt diminue d'autant.

L'inflation, elle, constitue un autre problème beaucoup plus difficile à résoudre. Avec un taux situé entre 43 et 45 %, elle constitue un record puisqu'elle est la plus forte du monde occidental. Les prix

Personne ne condamne cette situation. Les hauts fonctionnaires eux-mêmes déclarent : « L'inflation a apporté une prospérité générale, elle a rendu possible l'installation de nouvelles industries. » Ce serait bien si le lété pouvait continuer. Mais l'Islande, en dépit de ses volumineuses exportations de poisson, n'aura bientôt plus d'argent pour acheter toujours plus cher à l'étranger.

C'est la tâche très difficile qui attend Halgrímsson. Il a déjà plaidé pour un an le niveau de l'échelle mobile ; il a pris des mesures visant à limiter les achats à l'étranger. Mais comment convaincre les Islandais que l'inflation est « mauvaise » ? Les syndicats semblent décidés à livrer bataille, et la prochaine rencontre entre le gouvernement et les centrales ouvrières pourrait être très difficile.

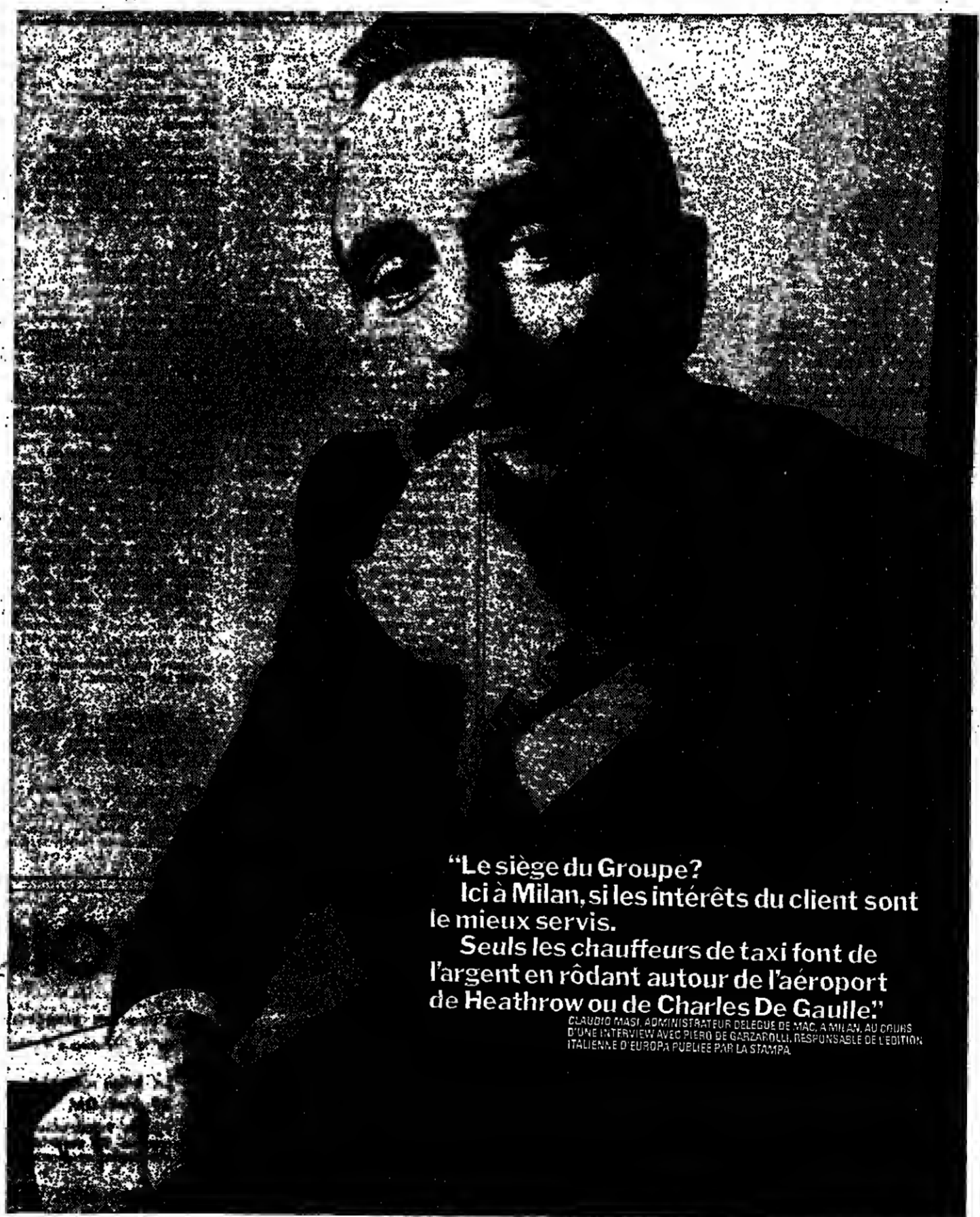
Le « front de la morue »

Le premier ministre a déclaré : « Au cours de 1975, nous voulons réduire l'inflation de 43 % à 15 %. Il est douteux qu'il y parvienne. La menace de grèves dures est réelle. Mais il n'existe pas d'autre issue. Par chance, le gouvernement n'a pas à combattre en même temps les Anglais sur le « front de la morue ». Un accord, valable deux ans, signé en novembre 1973, règle momentanément ce conflit. Un nombre limité de chalutiers anglais peuvent venir pêcher dans certaines zones délimitées à une cinquantaine de miles de Reykjavik. Il reste à régler la querelle entre Islandais et Allemands qui porte, elle aussi, sur les droits de pêche. Les Islandais ont raisonnablement un chalutier de Bremerhaven et, en représailles, les ports allemands

ont interdit aux bateaux islandais de débarquer leur poisson frais. Il y a tout de même un rayon d'espoir, les ministres des deux pays ont exprimé le désir de faire redémarrer les négociations.

Voici quelle est l'Islande d'aujourd'hui : un pays qui doit tout à coup considérer l'inflation comme un ennemi mortel et non plus comme un généreux bienfaiteur. Si l'opération économique est ardue, la mutation psychologique l'est encore plus. Pour ces Vikings audacieux, le sens de la communauté est très solide, mais pas plus que leur individualisme.

MARIO CIRIELLO.
(La Stampa.)



“Le siège du Groupe ? Ici à Milan, si les intérêts du client sont le mieux servis. Seuls les chauffeurs de taxi font de l'argent en rôdant autour de l'aéroport de Heathrow ou de Charles De Gaulle!”

CLAUDIO MASSI, ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ DE MAC, AMILAN, AU COURS D'UNE ENTREVUE AVEC PIERO DE GARZAROLI, RESPONSABLE DE L'EDITION ITALIENNE D'EUROPA PUBLIÉE PAR LA STAMPA

La totalité de l'interview dont le sujet était la publicité multi-nationale en Europe et le Groupe Osborne a été enregistrée sur une bande magnétique de trente minutes.

Vous pouvez obtenir des copies de cette bande par

l'intermédiaire de Francesco Ceramelli de Mac.

Appellez à Milan 635865.

Vous verrez peut-être d'un oeil neuf vos propres problèmes de publicité en Europe après une demi-heure passée en compagnie de Claudio Massi.

Le Groupe Osborne comprend ce qu'est l'Europe.
MILAN: Mac s.p.a. LONDON: Lonsdale Crowther Advertising, Osborne Advertising.
HAMBURG: KWA Osborne Werbeagentur GmbH. PARIS: Citrod Bodson Osborne, T.D.O.

Grain de sel

LE CLIENT ROI !

Un spectre hante l'Europe : celui du marché chinois ! Le plus importante réserve de consommateurs potentiels et pas encore convertis à la consommation git là, en proie à ses manies propres de développement. Peut-on l'exploiter ? « Rendez-vous compte, rêve le marchand d'espadrilles qui, pied à pied, voit grossir ses stocks : si seulement un Chinois sur deux achetait une paire d'espadrilles tous les deux ans... cent soixante-quinze millions de paires à fournir par an ! Il faudrait reconstruire l'industrie automobile européenne à la corde ! »

Tous sont comme ça, dans toute l'Europe : s'ils mangent des saucisses de Francfort, de la sauce anglaise, des raviolis ? S'ils faisaient relier leurs petits livres rouges en Belgique ? S'ils achetaient des lampes de poche aux Pays-Bas, des bicyclettes, du chewing-gum, des blue-jeans, ou des magazines érotiques ? Ah ! pourquoi ne sont-ils pas comme nous ?

Le rêve un peu fou du chinois armé de travellers checks et déferlant sur l'Europe pour devenir un héros de la consommation, ce rêve tourne à l'obsession avec la crise actuelle. Le Marché commun souffre de ses forces vives, d'employés : petites industries et gros artisans voient passer au-dessus de leurs têtes le brusquement des grèves consécutives à l'exportation dont les journaux sont remplis. Cela ne les console pas : ni de leurs comptes d'exploitation, ni de leurs chiffres d'affaires, ni de l'inflation, ni de leurs besoins d'acheteurs pour leurs propres produits.

Etrange transformation ! Voici quelques décennies, le péril jaune effrayait dans les chaumières et les écoles, ces enfants qui sont les chefs d'entreprises d'aujourd'hui. L'Europe horrifiée avait des cauchemars à l'idée de hordes grimacantes supposées envahir les calmes et riches plaines européennes pour piller et satisfaire des besoins élémentaires. Nos produits ? Il allait falloir partager ! C'était inimaginable. On s'employait avec une énergie désespérée à contourner ces élans barbares avec des canonniers, des comptoirs, des concessions, et des missionnaires.

Maintenant le monde s'est converti. Il ne s'agit plus de ne pas partager mais de vendre ! Les hordes au primitivisme égalitaire sont devenues de « chers et honorés » clients potentiels. La production trop abondante n'est plus un trésor mais un péché économique : ce nous mettons sous les stocks ou nous séduisons des acheteurs nouveaux !

Deux morceaux de sucre supplémentaires par jour dans le régime pékinois et les betteraviers du marché commun n'ont plus rien à craindre ! Trois saux de tête supplémentaires par Chinois et par an, la chimie européenne reprend sa marche en avant. Qu'attend donc le Banque mondiale pour offrir à chaque Chinois un bracelet-montre, à chaque dirigeant chinois un chronomètre, en or s'il y a plus vite, de toute urgence, ils se mettent à l'heure de l'économie moderne ?

GÉRARD LAUZUN.

مكتبة من الأصل

Ordina
Ordina 2

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

CHRIS MARKER FILME YVES MONTAND

Yves Montand, chanteur de fond... Oul, bien sûr. Courreur de fond aussi : une chanson se prépare, se vit, comme une compulsion sportive.

portance du moindre détail (une percussion trop accentuée, un professeur mal dirigé, qui ne passe rien à lui-même).

El l'homme derrière le chanteur. Non pas derrière, il est derrière avec lui.

Au même programme que le Soldat du chanteur de fond, un autre moyen métrage de Chris Marker.

Tout cela éclate dans le film-portfolio que lui a consacré Chris Marker. Ce film fut tourné pendant les répétitions de « one man show ».

La réunion de ces deux films compose un spectacle inégalé qui brille d'un double rendez-vous à ne pas manquer.

JEAN DE BARONCELLI

COMPAGNIE RENAUD BARRAULT THEATRE D'ORSAY calendrier janvier

Table with 2 columns: Date and Time for performances of 'Ainsi parlait Zarathoustra de Nietzsche'.

Table with 2 columns: Date and Time for performances of 'Harold et Maude de Colin Higgins'.

Table with 2 columns: Date and Time for performances of 'Les Emigrés de Mirozek'.

Table with 2 columns: Date and Time for performances of 'Oh ! les beaux jours de Beckett'.

Jazz MORT DU GUITARISTE RENÉ THOMAS

Le guitariste du jazz René Thomas est mort le 4 janvier, d'une crise cardiaque, à Santander (Espagne). Il était âgé de cinquante-sept ans.

(Né le 25 février 1927 à Liège, en Belgique, René Thomas vit au Canada puis se fit aux Etats-Unis, après avoir débité dans des orchestres belges et joué avec Ches Baker. Considéré comme le meilleur guitariste européen après la mort de Django Reinhardt, il est élu le meilleur guitariste de jazz en 1965 par un jury de critiques internationaux. Il joue notamment avec Benny Bennett et Kenny Clarke, et se joint, en 1968, au Stan Getz Quartet. Le 15 décembre 1974, René Thomas donnait un concert à la salle 104 de l'O.R.T.F., à Paris.)

PRESSE

Deux quotidiens londoniens de soirée, l'Evening News et l'Evening Standard ont augmenté leur prix de vente de 1 penny depuis le 6 janvier, passant à 5 pence (0,55 franc environ).

Le samedi, l'Evening News sera vendu à 5 pence. L'Evening Standard ne paraîtra plus le samedi depuis le 30 novembre dernier en raison de difficultés financières.

D'autre part les deux quotidiens — matin et soir — du groupe Eastern Counties Newspaper qui paraissent dans le Norfolk passent à 5 pence. — (A.F.P.)

En France, le prix de vente de trois des quatre quotidiens, Al'Amor, l'Action (organes du parti socialiste destouré) et la Presse de Tunisie (propriété du gouvernement), est passé de 40 à 50 millions (soit environ 1,50 franc) par copie, le quatrième quotidien, As Suha, (indépendant, se vend déjà depuis plusieurs mois à 70 millions. — (U.P.I.)

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : L'Impromptu de Marigny.

Les autres salles

Cour des Miracles, 18 h. 30 : La Terzine du chat ; 23 h. 30 : V comme Vin.

Les chansonniers

Château de la République, 21 h. : C'est la vie, l'été, l'été, l'été.

Les cabarets-théâtres

Anacréon, 20 h. 30 : Dents d'acier ; 21 h. 30 : Les Amours de Jacques le Palatine ; 23 h. : Souffrance.

Le Grand Théâtre de Bordeaux, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Le Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger ; 21 h. : Les Femmes d'Alger ; 23 h. : Les Femmes d'Alger.

Lundi 6 janvier

Le MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34

(De 11 heures à 2 heures sauf les dimanches et jours fériés)

Petit Casino, 21 h. 15 : La Requête de Greta Garbo dans Phédre ; 22 h. 45 : La Requête d'Angleterre.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES SÉANCES SPÉCIALES

CABARET (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 17 (236-12-81), à 13 h. 45, 15 h. 30, 20 h. 15 et 22 h. 15.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LES BAITS DE SOLITUDE (Fr.) : Marsis, 41 1278-47-56 ; 14 h. 30 : 22 h. 30.

LE BALLET DE L'OPERA PARIS DES SPORTS

LE FILS PRODIGE SYMPHONIE INACHEVÉE

BOLERO L'OISEAU DE FEU

LE FILS PRODIGE SYMPHONIE INACHEVÉE

BOLERO L'OISEAU DE FEU

LE FILS PRODIGE SYMPHONIE INACHEVÉE

BOLERO L'OISEAU DE FEU

COMEDIE IMAGINAIRE JEAN-CLOUDE MONNET

COMEDIE IMAGINAIRE JEAN-CLOUDE MONNET

COMEDIE IMAGINAIRE JEAN-CLOUDE MONNET

COMEDIE IMAGINAIRE JEAN-CLOUDE MONNET

COMEDIE IMAGINAIRE JEAN-CLOUDE MONNET

COMEDIE IMAGINAIRE JEAN-CLOUDE MONNET

COMEDIE IMAGINAIRE JEAN-CLOUDE MONNET

COMEDIE IMAGINAIRE JEAN-CLOUDE MONNET

COMEDIE IMAGINAIRE JEAN-CLOUDE MONNET

COMEDIE IMAGINAIRE JEAN-CLOUDE MONNET

COMEDIE IMAGINAIRE JEAN-CLOUDE MONNET

LES DOIGTS DANS LA TÊTE

LES DOIGTS DANS LA TÊTE

LES DOIGTS DANS LA TÊTE

LES DOIGTS DANS LA TÊTE

LES DOIGTS DANS LA TÊTE

LES DOIGTS DANS LA TÊTE

LES DOIGTS DANS LA TÊTE

LES DOIGTS DANS LA TÊTE

MADELEINE LE TOURNANT 7 dernières

LES VOIX LES PLUS HAUTES, LES PLUS PURES, LES PLUS BELLES DU NOUVEAU CINÉMA FRANÇAIS

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,80
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	24,00	26,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,88
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,88

emploi international

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

HELLOS-FRANCE
Groupe Sociétés expertises comptable recherche

CHEF DE MISSION AUDIT

base Libreville (Gabon)
expérience 7 ans min. cabinet Audit langues anglaises souhaitée

Sera chargé direction et supervision importantes missions d'Audit Afrique Equatoriale

Poste larges responsabilités et initiative comportant fréquents contacts avec équipes Audit de Paris, réelles perspectives d'avenir, rémunération élevée.

Adresser C.V. manuscrit et photo à F.P.A., 63, rue de la Victoire, 75002 Paris.

Schlumberger

offre des situations vivantes bien rémunérées et comportant de nombreux avantages à des

INGÉNIEURS

débutants (ou presque) électriciens, électroniciens ou mécaniciens. Ils participeront à l'expansion des activités de recherche pétrolières en Europe, Afrique, Moyen et Extrême-Orient. Une formation rémunérée, préparatoire à l'activité proposée, est assurée sur les lieux mêmes d'exploitation et, selon ceux-ci, le salaire débute entre 4 600 et 7 650 F par mois. Outre un diplôme d'ingénieur, il est demandé aux candidats de posséder de bonnes notions d'anglais, d'être célibataires et de le rester pendant 15 mois. Envoyer C.V. + photo à S.T. Schlumberger, personnel dept. 42, rue St-Dominique, 75007 Paris. Merc.

Importante Société recherche pour **AFRIQUE NOIRE** d'expansion française et anglaise

Comptables
QUALITÉS
niveau O.E.C.S.

Un Comptable
QUALITÉ
niveau D.E.C.S.
susceptible de voyager en AFRIQUE NOIRE.
Avantages indéniables.
Nombreux avantages.

Envoyer C.V. avec photo au Service 5375 M
PLEIER EMPLOI
118, rue Réaumur, Paris-2^e.

Important bureau études techniques et contrôle rech. urgente ingénieurs-conducteurs de travaux contrôlés 30 ans minimum, 10 ans exp., spécialisés en travaux d'alimentation en eau potable, topographie, terrassements, béton armé (ouvrages en irrigation), traitement des eaux, pose canalisation, réservoirs surélevés et surveillance et contrôle technique chantiers A.E.P. en CÔTE-D'IVOIRE. Adr. C.V. det. et références à M. le Directeur général B.N.E.T.D. G.P. 1.355, ABIDJAN (CÔTE-D'IVOIRE).

Traducteurs internationaux langues maternelles, tous sexes techn. commerc. spécial. sport. Télés. 8743-81 - 8742-87.

Pour TANGHER Industrie textile ch. cadre technico-commercial, min. 35 ans, anglais courant, et études marchés, plan commercial. Programmes fabrication, ventes, travaux, etc. Adr. C.V. et références, photo, n° 1 8344, Résidence Bénédictine, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Importante Entreprise DE TRAVAUX PUBLICS recherche pour chantier en AFRIQUE NOIRE

COMPTABLE
DEUXIEME ECHELON

Cette annonce s'adresse à des candidats ayant sept à dix ans d'expérience comptable et administrative, ayant une bonne connaissance de l'anglais.

Ecrire avec C.V. et références n° 8439, CONTEXTE PUBLI., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra l'annonce à la Direction Générale de la Recherche Internationale.

Ingénieurs et Universitaires IRANIENS
pour travail en IRAN.
Postes à pourvoir :
- INGENIEURS ROUTIERS
- INGENIEUR LABORATOIRE ROUTIER
- INGEN. INFORMATIEN
Envoy. C.V. + photo + salaire sous réf. 384/78, PUBLIPRESS, 31, boulevard Soufflot-Neuveville, 75002 PARIS CEDEX 02.

Société Transports Internationaux marchandises recherche

CHEF SERVICE TRANSIT

Expérience confirmée trafic terrestre - Camions, groupes rouler et fer. Bonnes notions aéronautique et maritime. Connaissances pratiques et réglementaires. Langues étrangères apprises. Poste de responsabilité et initiative dans Société en expansion. Adr. C.V. et références, photo, n° 8338, Publications Bénédictines, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

emploi régionaux

FILIALE IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Constructions métalliques spécialisée matériel OFFSHORE

recherche pour chantiers de montage Grand port Nord de la France

Ingénieur

RESPONSABLE DE TRAVAUX
Formation Ecole de soudure si possible Anglais souhaité.

Contremaîtres DE SOUDURE

Excellentes références exigées
Bonne rémunération
Avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé à PUBLIPRESS (sous Références No 8637) 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE
LEADER DE SON MARCHÉ
MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
située à 100 km au Sud de Paris

recherche

SON RESPONSABLE CONTROLE QUALITÉ

POUR :

- assurer l'animation du service contrôle qualité
- développer et améliorer les méthodes de contrôle (matières premières, procédés de fabrication, produits finis)
- garantir que les produits finis mis à disposition du consommateur répondent aux normes de qualité définies.

VOUS ÊTES UN « PROFESSIONNEL » DU CONTROLE QUALITÉ, vous avez une expérience de 3 à 5 ans en contrôle de qualité - réception - production et si possible quelques années en tant que responsable d'un service ou d'un atelier.

VOUS ÊTES DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SCIENTIFIQUES, VOUS VOULEZ METTRE EN PRATIQUE :

- vos connaissances approfondies en méthodes statistiques
- vos compétences en matière de négociation et d'argumentation, information, influence auprès des services qui font la qualité
- votre esprit de créativité
- votre dynamisme et vos ambitions.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- la responsabilité d'une équipe jeune en pleine évolution
- un revenu annuel qui ne sera pas inférieur à 70.000 F/an
- un système d'intéressement aux résultats.

Adresser votre C.V. détaillé, n° 85448, CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris Cedex 01, qui tr.

Une des plus importantes Filiales du **GROUPE D.M.C.** recherche un

Consultant Interne en Organisation

pour lui confier dans le cadre du DEPARTEMENT ORGANISATION et INFORMATIQUE

un travail complet de conception, élaboration et mise en œuvre de nouveaux MOELES d'ORGANISATION Commerciale, de Production, Administrative, en adossant très largement l'outil INFORMATIQUE (IBM 370/135).

Ce poste conviendrait à **Chef de Projet** expérimenté et de Formation Supérieure (Grandes Ecoles, Licences...), désirant élargir son champ d'activités à des problèmes d'organisation générale.

Le poste est situé à LILLE.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par **DEVELOPPEMENT**

membre de l'ANCFER, service M. 940 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Importante Société de Constructions et de Montage d'Ensembles Industriels (Groupe de Premier Plan)

recherche

JEUNES INGÉNIEURS
(E.C.P. - A.M. - L.C.A.M. ou ASSIMILÉS)

pour compléter ses équipes de supervision du montage (charpente, chaudronnerie).

- Formation complémentaire assurée pour débutants.
- Connaissances courantes de l'anglais indispensables.
- Résidence grande ville du Nord.
- Déplacement France/étranger nécessaires.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et références à n° 8338, Publications Bénédictines, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

UN HOMME DE PRODUCTION POUR UNE NOUVELLE USINE

FRAMATOME : nous fabriquons des cuves et des générateurs de vapeur pour centrales nucléaires. Soumis à des exigences de qualité très sévères, utilisant des procédés technologiques avancés en soudage manuel et automatique comme en usinage sur grosses machines (tours verticaux, fraiseuses à axes, perceuses) suivant un cycle de fabrication supérieur à deux ans.

Notre développement nous amène à accroître dès maintenant notre potentiel de production et créant une usine à Chalon-sur-Saône. Sa population composée d'ingénieurs, techniciens et professionnels atteint 500 personnes en 1976.

Notre rôle : organiser et gérer la production. Pour cela vous aurez la responsabilité des méthodes, de l'ordonnancement, de la fabrication et de l'entretien. Une mission qui vous fera participer pleinement à notre activité d'engineering nucléaire.

FRAMATOME Réf. M1 Service Emploi-Orientation 77/81, rue du Mans - 92400 COURBEVOIE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ METALLURGIQUE FRANÇAISE recherche pour

Usine du Sud-Est :

JEUNE CADRE COMPTABLE

Formation Supérieure : H.E.C. - E.S.S.E.C. Sup. de Co. ou certificat d'expertise Comptable. Quelques années d'expérience nécessaires.

FONCTION :

- Revir les circuits administratifs d'une Usine importante
- Participer à l'organisation comptable de l'usine, en liaison avec l'informaticien
- Revir la sortie des données comptables dans le but d'accélérer le service des résultats.

Le candidat devra bien connaître les techniques d'organisation, les notions d'informaticien et posséder le sens du commandement.

Possibilité d'évolution de carrière.

Env. C.V. détaillé avec photo et présent. n° 86337, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, G.P. Indiquer numéro de téléphone si possible.

IMPORTANTE ENTREPRISE BATIMENT recherche

DIRECTEUR Agence de Travaux
(C.A. 50 millions - 200 km PARIS)

INGENIEUR Grande Ecole

ayant expérience étendue et indiscutable dans poste similaire, pour réalisation :

- grands ensembles logements
- constructions industrielles
- préfabrication lourde
- préparation technique des opérations
- études de prix
- négociations commerciales
- gestion d'Agence

Références et compétence exceptionnelles exigées.

Les candidats qui ne répondent pas aux conditions ci-dessus sont invités à s'abstenir.

Envoyer C.V. et préférences à BENZ Co 101, r. Croix-Nivert 75015 PARIS, qui transmet.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION MATÉRIEL ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE recherche

UN CHEF D'AGENCE

Lieu de résidence Rennes.

Age minimum 30 ans, connaissances techniques et commerciales indispensables.

Fixe + primes d'intéressement selon résultats. Statut cadre.

Poste disponible de suite.

Envoyer C.V. manuscrit, photo, à : HAVAS RENNES, N° 428 M, qui transmettra.

Importante Société de Constructions d'Ensembles Industriels (Charpente, chaudronnerie mécanique) recherche

INGÉNIEUR

qui assumera la responsabilité du bureau d'études de l'une de ses usines de l'Est.

Le titulaire aura la Direction et le contrôle de l'ensemble des études de mécanique et de chaudronnerie et sera amené à suivre chez les clients la réalisation des travaux.

Il coordonnera et contrôlera le travail d'une cinquantaine de personnes dont 5 ingénieurs.

Une expérience de plusieurs années dans un poste similaire (ou d'adjoint) est indispensable.

Des connaissances en hydraulique et électricité seront appréciées.

Résidence dans grande ville universitaire de l'Est.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et références à n° 8338, Publications Bénédictines, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

Groupe Thouraud-Sammib
Entreprise de Construction et Usine de Préfabrication proche REIMS 51 recherche un

Jeune Gestionnaire
diplômé d'une Grande Ecole de Commerce et ayant 3 à 5 ans d'expérience.

Finances-Comptabilité

En tant qu'Assistant de la Direction Générale, il contrôlera l'administration et la gestion des deux Sociétés.

Sa responsabilité s'étendra notamment à l'organisation du Service Informatique et du système de Contrôle de Gestion ainsi qu'aux problèmes de relations industrielles (salaires, problèmes sociaux...)

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par **DEVELOPPEMENT**

membre de l'ANCFER, service M. 940 10 rue de la Paix, 75002 Paris

LES LABORATOIRES SEARLE recherchent

DÉLÉGUÉS (ES)
A L'INFORMATION MÉDICALE

- Niveau d'études : baccalauréat ou diplôme universitaire scientifique adapté ;
- Aptitudes aux relations humaines.

NOUS ASSURONS :

- Une formation complète par stages rémunérés et perfectionnement continu des connaissances.
- SALAIRE : Fixe + primes en rapport avec les réalisations.
- VOYAGES PERSONNELLE INDISPENSABLE.

SECTEURS A POURVOIR :
VENDEE - DEUX-SEVRES - COTES-DU-NORD - MORBIHAN

Se présenter à M. TERROUD le 7 Janvier 1975 à 9 heures, Direction Régionale de RENNES, 51, boulevard de la Liberté - 35018 RENNES.

ingénieur QUALITÉ CONTROLE

Pour une de ses usines situées en Savoie, un important groupe industriel recherche un ingénieur ayant acquis, dans la métallurgie de préférence, une expérience de la fonction contrôle qualité.

Travaillant en liaison étroite avec la fabrication, il devra organiser et animer les opérations de suivi des procédés et de contrôle de la qualité de produits dont la fabrication fait appel à des phénomènes physico-chimiques et thermiques complexes d'où naissent les problèmes d'usinage.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Ecrivez rapidement sous réf. 10113 M à **EUREQUIP** chargé de réunir les candidatures, et indiquant un numéro de téléphone où un message peut vous être laissé.

EUREQUIP
19, rue Yves du Manoir, B.P. n° 30
92420 Vaucresson

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
leader dans sa branche (C.A. 1,6 milliard de francs), recherche pour

BORDEAUX

CADRE DE GESTION

pour assurer la prévision budgétaire, le contrôle et l'analyse des écarts de la production.

Les possibilités d'évolution sont réelles, vers des missions plus globales, dans les services financiers ou de gestion.

Nous recherchons un Jeune Diplômé ayant une formation E.S.S.E.C., SUP. de CO. Licence SCIENCES ECO. ou équivalent.

Pour un premier contact adressez C.V. et photo sous références 9 228 à **ORGANISATION ET PUBLICITÉ**
2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmet.

SOCIÉTÉ CONSTRUCTIONS NUCLÉAIRES

Un assistant au contrôleur budgétaire
Formation du type Ecole de Commerce ou de Gestion.

MISSION :

- Collaborer à l'établissement et au suivi des budgets.
- Participer à la conception et à la mise en place d'un système informatique de gestion.

Expérience - même brève - en usine.

Ce poste est à pourvoir à Le Creusot (71).

Adresser C.V. détaillé en mentionnant la référence F-415 à FRAMATOME - 77/81 rue du Mans - 92403 Courbevoie.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir Politesse de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

مكتبة من الأصل

emploi régionaux

ingénieur diplômé grand...
centrale. A.M. ou simi...

Directeur de l'usine

PROFESSEUR DE PRODUCTION
CONTROLÉES

GUIDE INTERNATIONALE
DU DISQUE

un jeune ANALYSTE

1 DIRECTEUR
DES VENTES

DE PRODUCTIONS DE PROPULSION
ETABLISSEMENT DE VERNON

CADRES TECHNIQUES
AGENTS TECHNIQUES
PRINCIPAUX

2207 VERNON

	La ligne	La ligne T.S.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Prestations Essentielles"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.S.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Attachés commerciaux

Nous avons les trois stades de la réussite, il ne nous manque qu'un "tu" - VOUS - pour étaler notre jeu.

Vous êtes jeune et ambitieux, diplômé d'une Ecole de Commerce, ou expérimenté.

Votre activité s'exerce dans un marché au potentiel élevé, nous disposons d'une gamme d'appareils fiables, vous aurez un salaire à vos mesures.

Vous bénéficiez d'un stage de départ rémunéré.

Des postes sont actuellement créés dans les départements: 42 - 52 - 54 - 63 - 69 - 75 - 76 - 80.

A vous de jouer... et merci d'écrire sous référence V6 à F. ESCOFFIER

RANK XEROX 4, rue Nicolas Robert 93600 Aubrey/Bois

ETABLISSEMENT PUBLIC DU CENTRE BEAUBOURG

recherche pour l'implantation et le développement d'un système de gestion.

analyste-programmeur

ASSEMBLEUR 360 DOS ou SIEMENS 4004 BS 1000+COBOL.

allemand technique indispensable - expérience de 4 ans minimum.

programmeur expérimenté

ASSEMBLEUR 360 DOS ou SIEMENS 4004 BS 1000+COBOL

notions d'allemand indispensables

Envoyer lettre de candidature manuscrite avec photo et C.V. à J.-N. TRINH, EPCB, 35, Bd de Sébastopol, 75001 PARIS Tél. 508.25.00

Directeur Administratif SECTEUR BANCAIRE

Une Banque d'Affaires, filiale d'une grande Banque de Dépôts, recherche un Directeur Administratif confirmé pour lui confier les fonctions suivantes:

- Rattaché au Directeur Général, il sera chargé, au sein de cette Banque (120 personnes) de diriger les Services Administratifs, Comptabilité, Service Informatique, Service du Personnel, Services Généraux.
- d'assister les Directeurs de Département, pour tout ce qui concerne l'organisation et la marche des services, l'amélioration et le contrôle des procédures.
- de mettre en place un système de contrôle de gestion (élaboration d'un plan à 3 ans - coordination et synthèse des budgets par secteur d'activité: Affaires Commerciales, Affaires Industrielles, Affaires Immobilières, calcul des écarts).

Cette situation d'éventuel au sein d'un groupe de premier plan convient à un Cadre de 40 ans minimum, de formation supérieure (économique et financière) ayant déjà exercé des responsabilités similaires, et réalisé avec succès, en milieu industriel ou de préférence bancaire, l'implantation d'un contrôle de gestion.

Séle CEGOS pour ce recrutement, transmettre les dossiers (réf. M 22251) à la Société Interpro, 83 quai Châtelet 92133 Suresnes

Signaler le nom des entreprises auxquelles vous ne désirez pas que votre dossier soit transmis.

DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DE NOTRE SOCIÉTÉ

Nous sommes amenés à adopter et à renforcer constamment nos structures, le rôle du responsable de la

RECHERCHE ET DU DEVELOPPEMENT DU PERSONNEL

Se situer au niveau de :

- l'analyse des besoins et la recherche du personnel adéquat;
- l'animation d'une équipe qualifiée pour le choix et le suivi du personnel (méthodologie, Procédure, etc.);
- la participation au développement des carrières (rémunération, appréciation, orientation, tableau de bord...).

Son profil ?

- une formation supérieure aux sciences humaines;
- une connaissance pratique d'au moins 5 ans de l'entreprise;
- un intérêt majeur pour les relations humaines, concrétisées par des réalisations tangibles, soit au sein d'atouts à une carrière qui pourra trouver un développement possible dans un travail varié.

Votre demande de candidature détaillée transmise à la Société Générale de Publipost, 2, square de la Doune, 75017 PARIS, permettra de nous rencontrer rapidement.

SOCIÉTÉ DE SERVICE ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

partageant entre tous ses collaborateurs les profits de sa gestion.

recherche

PROGRAMMEURS ou ANALYSTES-PROGRAMMEURS

- AYANT 1 AN ENVIRON D'EXPERIENCE, OU DEBUTANT (LA FORMATION AU NIVEAU DE PROGRAMMEUR EST BIEN SÛR ASSURÉE PAR LA SOCIÉTÉ)!

Les candidats doivent avoir :

- un BAC O U E, un B.T.S. ou un D.U.T. ou toutes formations équivalentes;
- accepter des déplacements en province.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : INFORMATIQUE ET ENTREPRISES S.A., rue Alfred-de-Vigny, - 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ EN EXPANSION

recherche pour Siège Paris

COLLABORATEUR

Spécialisé gestion expédition export (transitaire, documents douaniers) et dans la banque (crédits documentaires, gestion des accreditifs).

ASSISTANT CHEF DE GROUPE

GESTION DE COMMANDES EXPORT Pratique de la langue allemande.

ASSISTANT CHEF DE GROUPE

GESTION DE COMMANDES EXPORT (langue espagnole appréciée).

TECHNICO-ADMINISTRATIF

Pour vente moteurs à l'étranger.

- Connaissances moteurs essence et diesel approfondies et mécanique industrielle.
- Pratique de la langue allemande.
- 41 h. 15 en 5 jours. Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 85.867 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 9. tr.

SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS

recherche pour importants chantiers bâtiments industrialisés à l'étranger :

INGÉNIEUR EN CHEF

avec résidence région parisienne en vue de :

- Gérer contrats à l'étranger,
- Superviser études techniques et de prix,
- Assurer la liaison avec les chantiers à l'étranger.

Connaissance de l'anglais appréciée.

Écrire avec C.V. et références sous n° 85.771, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE

produisant de petits appareils électro-domestiques

recherche pour

nos unités situées à BOUILLEUX (81)

CHEF DE FABRICATION

Niveau Ingénieur A.M. - C.N.A.M. ou équivalent. Age minimum 29 ans.

- Le candidat devra assurer rapidement la direction d'un atelier de fabrication (150 personnes);
- Avoir la sensibilité de l'organisation et de la gestion ainsi qu'une expérience de quelques années dans une branche similaire.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo, à B.A.-PUBLISCOPE, 11, rue Royale, 75008 PARIS.

Bergerat Monnoyeur

recherche

chef de personnel

- Ce poste conviendrait à un jeune homme débutant ou ayant une première expérience de la Fonction Personnel.
- Homme de contact et de grande ouverture d'esprit, il pourra facilement s'intégrer à une équipe dynamique.

chef du service administratif et comptable

- Ce poste conviendrait à une jeune femme ou à un jeune homme ayant été quelques années Chef de Personnel ou Adjoint et ayant également une solide expérience de la Comptabilité Analytique.
- La Poste est basée à Montlhéry.

Pour ces deux postes il existe de réelles possibilités de développement.

Adresser C.V. et photo à M. GRANGER 6, rue Christophe Colomb - 75008 PARIS.

Nous sommes une société multinationale spécialisée dans le négoce de produits agricoles. Nous connaissons une expansion continue qui impose l'adaptation rapide de nos effectifs. Nous tenons à ce que cette mutation s'opère dans le maintien pour tous d'une ambiance agréable.

SEREZ-VOUS NOTRE directeur du personnel

chargé de coordonner les actions de :

- recrutement, formation, développement, information, rémunération, relations sociales.

C'est possible si vous avez une expérience de la fonction, le goût des relations humaines, le besoin de vous engager au sein d'une équipe dynamique, le sens du conseil en position fonctionnelle.

Vous vous installerez dans nos locaux de Paris, mais votre action concernera aussi nos filiales de province.

Envoyer votre CV avec indication de la rémunération souhaitée au Service 8952 M

plein emploi 118 ré féranç 2

Votre candidature sera traitée avec une totale discrétion.

ENGINEERING INFORMATIQUE

propose à

AUTOMATICIEN INGENIEUR GRANDE ECOLE E.S.E. ou similaire

ayant deux à trois ans d'expérience dans les connexions industrielles sur CALCULATEURS DE PROCESS de participer au développement et à la mise en place au sein de différentes entreprises de réalisations techniques de pointe dans ce domaine.

- anglais parlé indispensable
- lieu de travail : Paris
- déplacements de courts durée à prévoir.

Adresser C.V. dét. et présent. Centre de Psychologie Appliquée, sous réf. 121 424, 30, rue de Mogador PARIS 9^e

GRUPE BANCAIRE Paris 8ème

recherche, dans le cadre de son développement,

gradés et cadres de banque

pour compléter son Service Organisation.

Les candidats auront une expérience confirmée des techniques bancaires, le sens du contact et un esprit d'équipe.

Ils auront pour mission de participer à la réorganisation des établissements bancaires du Groupe à PARIS et en PROVINCE.

Écrire avec C.V., photo et prétentions au Service 1454

plein emploi 10 rue de Mail Paris 2

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION EN EXPANSION

recherche

CHEF DE PERSONNEL CONFIRMÉ

Ce cadre, directement rattaché au Directeur Général de la Société, recevra une large délégation pour prendre en charge, en liaison avec la Direction des Relations Humaines de groupe auquel appartient la Société, l'ensemble des activités de la fonction personnel.

- Recrutement
- Formation
- Administration du Personnel
- Politique Sociale
- Effectif 3.000 personnes

Les candidatures demandées sont celles de personnes de formation supérieure, ayant l'expérience de la fonction.

Adresser les candidatures à n° 85.599, CONTEXTE Publicité, 20 avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui trans.

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS

construisant de grands ensembles industriels dans les domaines de la chimie, des engrais, du pétrole, recherche :

RELANCEUR

pour Service Achats de son département Entreprises Générales, en vue de suivi complet des commandes de biens d'équipement.

Ce collaborateur, qui sera donc chargé de la tenue des fiches suivies, de faire rentrer tous les documents contractuels exigés des fournisseurs, de la surveillance et du respect des délais, de faire procéder aux inspections et emballages, du contrôle des factures et des révisions de prix, devra avoir de bonnes références dans l'exercice de cette fonction.

C.V. et références à adresser sous n° 85.775, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ

Leader mondial dans sa branche recherche

pour son service de Gestion Informatique centralisée (IRIS 80, IBM 370, réseau de time-sharing, temps réel et remote batch)

- Programmeurs confirmés (I.U.T., 2 ans d'expérience Cobol, méthode Warnier ou connaissances Ariane souhaitées)
- Analystes organiques DEBUTANTS (Au moins 2 ans d'expérience de programmation préalable, méthode Warnier, ou connaissances Ariane souhaitées)

Lieu de travail : Paris (13^e) et banlieue Sud.

Env. C.V. avec photo sous réf. 78 à CREATIONS DAUPHINE, 41, av. Friedland, Paris (8^e), qui tr.

UNION NATIONALE DES CAISSES D'ÉPARGNE DE FRANCE

recherche

pour son Service des Etudes Economiques et Statistiques

DIPLOMÉ SCIENCES ÉCONOMIQUES

Option gestion ou économétrie.

Déjàgés des obligations militaires.

Adress. curr. vitas, photo au Service du Personnel, U.N.C.E. - 5, rue Massena, 75007 PARIS.

Important Groupe financier national

recherche pour son département juridique

JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

- Formation Droit privé.
- Expériences 2 à 3 années acquises dans un cabinet juridique, une fiduciaire ou éventuellement chez un notaire dans le domaine du Droit des Affaires et spécialement Droit des Sociétés.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 9.240, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmet.

Société en expansion recherche pour Siège PARIS

INGÉNIEUR DIPLOMÉ - Position II

Expérience Bureau d'Etudes Laboratoire essais moteurs ou mécaniques, après-vente et technico-commercial quelques années souhaitées.

Connaissances mécaniques indispensables, moteurs thermiques, groupes moto-pompes, hydrauliques souhaitées.

Déplacements en France et à l'étranger. Langue anglaise appréciée.

41 h. 15 en 5 jours. Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 85.683, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 9. tr.

responsable de la comptabilité générale

Nous sommes une société de négoce international, filiale d'un groupe américain. Nous recherchons un collaborateur capable de prendre en charge avec l'autorité du Chef Comptable, notre service comptabilité générale qui comprend 8 personnes. Il sera responsable de la tenue des écritures comptables et comptes d'exploitation, des déclarations fiscales, de l'établissement du bilan.

Pour répondre à ce poste, il faut posséder une formation comptable supérieure (GEC), être âgé d'un minimum 28 ans, et avoir dirigé un service comptable.

La rémunération ne sera pas inférieure à 80.000 F par an. Le poste est à pourvoir à Saint-Germain-en-Laye. La connaissance de l'anglais est demandée.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence 2087 JM

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION
11, Danton, 75008 Paris (Membre de l'ANCFP)

مکان التعمیر

501

REGIONS

RTS... représentent 20... Paris en France

La vie de la région parisienne... Le mardi, paraître désormais sous le titre « La région parisienne - tous les lundis ».

PROPOS DE... LES COMPAGNIES REGIONALES

derrière le train

Les compagnies régionales... derrière le train... les compagnies régionales...

faits

faits... les compagnies régionales... faits...

La vie de la région parisienne... Le mardi, paraître désormais sous le titre « La région parisienne - tous les lundis ».

La région parisienne

PORTRAIT

CHARLIE, LE PORTIER D'ÈVE

DANS l'arc-en-ciel frémissant des enseignes au néon qui colore les trottoirs mouillés de la place Pigalle de reflets psychédéliques, un jeune homme jette un regard qu'il veut indifférent et désintéressé sur les vitrines publicitaires du cabaret Eve.

Un quartier bien calme

De 20 h. 30 à 2 h. 30 de la nuit, Charlie vit depuis des années au rythme de Pigalle, un quartier bien calme, monsieur, croyez-moi, auquel on a fait une mauvaise réputation.

1975 : L'ANNÉE DU MAIRE ?

APRÈS l'année du président et de ses interventions - selon les habitudes de l'Élysée - dans l'aménagement de la capitale, 1975 sera-t-elle pour Paris celle du maire ?

Interventions

Longtemps réclamé par les associations, l'abandon de la voie express, que soutenaient ardemment Georges Pompidou, a été signifié au Conseil de Paris par le retrait des crédits d'État indispensables à sa construction.

Promesses

Pour ce qui concerne les espaces verts, des décisions devaient être prises en décembre, à la suite de l'inventaire dressé en septembre, mais la réunion n'a pas eu lieu.

Un vide

Ces réformes, qui ne seront sans doute pas appliquées avant les prochaines élections, même si elles sont décidées cette année, permettront de combler le vide politique qui existe, en fait, bien plus dans la région parisienne qu'ailleurs, entre les citoyens et le pouvoir central.

Des comptes à régler

LES HALLES : bataille d'architectes

DESSINERA-T-ON pour de bon en 1975 le futur carreau des Halles ? Cinq équipes ont remis sur la table à dessin les esquisses du jardin demandé par M. Valéry Giscard d'Estaing, en août dernier, après l'abandon du centre de commerce international qui devait occuper un hectare devant l'église Saint-Eustache.

ITALIE : la tour change de nom

On cherche, dans le treizième arrondissement, un nouveau nom pour la tour Apogée qui ne devrait pas dépasser 116 mètres. Le fait que cette tour perde son nom et de sa hauteur représente un symbole : celui de la remise en cause de la rénovation du secteur Italie (Le Monde du 26 novembre 1974).

LA VILLETTE : autre chose au printemps

AVANT la fin du mois de mars le gouvernement devrait prendre une décision concernant l'aménagement du terrain sur lequel se dressaient les abattoirs de la Villette. Il était temps. Certains l'ont dit : après le premier scandale de La Villette, qui a éclaté à la fin de 1969 et s'est soldé par une perte de 100 millions pour la commune, s'établirait un engagement en cascade qui conduirait à laisser en friche les 55 hectares dont l'État avait dû acquiescer à la propriété ?

croisière de Pâques vacances scolaires organisée par ferrytour... à bord d'ÎLE DE BEAUTÉ paquebot de croisière battant pavillon français.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

UN RAPPORT SUR L'INDUSTRIALISATION EN MILIEU RURAL Des usines à la campagne

En novembre 1973, M. Charbonnel, alors ministre du développement industriel et scientifique, a créé une commission afin d'étudier les problèmes posés par l'implantation d'usines industrielles en milieu rural. C'est le rapport de cette commission — composée d'une majorité d'industriels — qu'a présenté, lundi 6 janvier, à la presse M. Georges Charbonnel, qui préside la direction de la Société Lazard-Sonnet. L'un des grands thèmes de ce document, qui a été remis à M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, est sans doute de démontrer — au travers d'exemples pratiques rassemblés en annexes — que l'industrialisation des petites villes ou bourgs ruraux est non seulement souhaitable mais possible. On y trouve également plusieurs suggestions qui, si elles étaient adoptées, et surtout « sous-tendues par une volonté politique clairement affichée », pourraient permettre de remédier à un déséquilibre préoccupant.

Le rapport intitulé « Des usines à la campagne » analyse dans une première partie les coûts économiques et humains du déséquilibre actuel : « La surconcentration des hommes dans quelques zones agglomérées représente une forme passible d'urbanisation », notent les auteurs. Elle implique « un accroissement des dépenses publiques » (les dépenses marginales d'équipement collectif par habitant sont, notamment, plus élevées dans les communes de plus de deux cent mille habitants que dans celles de moins de dix mille habitants). Les conséquences, supposées en outre, « le maintien d'un taux de croissance accélééré » et « l'aggravation de l'inflation ». Elle est enfin de moins en moins bien supportée par les citadins (dont 83 %, selon une enquête de la SORFES, souhaiteraient « voir à la campagne ») et à plus forte raison par ce « milieu malgré lui » qu'est le rural transplacé en milieu urbain.

D'un autre côté, « le dépeuplement des campagnes représente pour la collectivité un coût économique dont on sous-estime généralement l'importance ». L'exode rural est d'autant plus néfaste que, « contrairement à une opinion trop répandue », les zones rurales ne sont pas « dépeuplées » (ruraux) et ne s'y défont de leur pays » et ne s'y défont de leur pays » et ne s'y défont de leur pays ». L'implantation d'usines dans de petites bourgs et villages dans des villages devrait permettre de résoudre ce problème.

Dans une seconde partie, les auteurs tentent de définir « l'in-

dustric rurale telle qu'elle existe actuellement » (c'est-à-dire peu de choses). Puis, soulignant au passage que les « petites entreprises (c'est-à-dire moins de trente emplois permanents), alors que « la création de dix emplois peut être très importante pour un bourg rural ». Ces insuffisances de la législation amènent les auteurs du rapport à formuler dans une dernière partie un ensemble de propositions susceptibles de favoriser l'implantation d'usines en milieu rural. Après avoir défini la région comme « le noyau privilégié d'intervention » pour la promotion des zones rurales, le rapport propose une série de mesures à court terme. Il s'agit notamment de modifier les critères d'attribution des aides au développement régional et des prêts du FIDES de façon à ce que ceux-ci ne désavantagent pas l'implantation rurale de petites entreprises. D'adopter en ce sens des dispositions fiscales particulières au profit des zones rurales. A moyen terme, il faudrait également entreprendre un effort de recherche et d'information, poursuivre l'élaboration des plans d'aménagement rural, développer l'équipement et l'animation des petites villes (moins de vingt mille habitants) et développer l'industrie parallèlement aux autres secteurs d'activités, en encourageant notamment « l'agriculture à temps partiel ».

Ces propositions, précises toutefois le rapport, n'ont de sens que si elles sont effectivement sous-tendues par une volonté politique clairement affichée. Mais « quel que soit l'avenir qui sera réservé à ce rapport, les pouvoirs publics ne peuvent pas rester plus indifférents à la taille des entreprises qu'au lieu de leur implantation, faute de quoi bientôt le territoire français composé de quelques mégapoles isolées, théâtres de conflits incessants, au milieu d'un territoire rural pratiquement désert ».

Pour mémoire, le dernier relevé des tarifs de l'assurance automobile vient d'être majoré de 4 % à 5 % en janvier 1974.

Developper l'animation des petites villes
Ce n'est pas un hasard si ces travaux ont intéressé la commission Sudreau, chargée de la réforme de l'entreprise. Le rapport et ses annexes insistent largement sur les gains en productivité qui résultent d'une amélioration des relations humaines au sein de l'entreprise et de la qualité de la main-d'œuvre rurale, « socialement plus calme, moins perméable aux mots d'ordre, parce que non massifiés », et qui présente « une conscience plus robuste, une conscience professionnelle, une ardeur au travail », supérieures à celles des citadins.

Mais si les facteurs favorables à l'industrialisation rurale sont nombreux, les obstacles ne le sont pas moins, notamment en ce qui concerne les primes accordées pour la décentralisation. « Certains régions, explique le rapport, ne sont pas primées parce que l'emploi industriel est déjà globalement développé. Mais elles composent fréquemment des zones rurales en perte de vitesse. En l'état actuel de la réglementation, aucune prime, même dérogatoire, ne peut être accordée dans ces zones rurales, car l'exode progressif et continu des jeunes vers les villes y masque le déséquilibre profond de l'emploi. Le règlementation actuelle privilégie, en outre, les « créations » par rapport aux « extensions » d'activités et exclut du bénéfice de la prime les industries agri-

« La confédération Force ouvrière a appelé à boycotter les raisins de table et les légumes provenant de Californie pour faire échec aux manœuvres antisyndicales des patrons californiens » à l'encontre de la Fédération des travailleurs agricoles d'Amérique (United Farm Workers Union of America, U.F.W.). [Certains responsables de cette dernière organisation ont été emprisonnés. Pour répliquer, l'U.F.W. a lancé un mouvement de boycottage des raisins et des légumes en Amérique du Nord, que les producteurs ont essayé de tourner en écoulant leur production en Europe.]

« Le gouvernement panaméen prendra la direction de la seule grande société d'exportation de bananes du pays, United Brands, à compter du décembre 1977. L'accord, encore provisoire, entre le gouvernement du Panama et la filiale de United Brands dans le pays, Chiquita Land Co, devrait être signé en avril prochain.

SALAIRES

Les négociations dans le secteur public et le secteur nationalisé n'ont pas encore traité de la progression du pouvoir d'achat

Les négociations sur les salaires de 1975, amorcées en décembre dans la fonction publique et le secteur nationalisé, se poursuivront plus activement cette semaine. Les rendez-vous sont fixés les 6 et 8 janvier à la R.A.T.P., le 9 à la S.N.O.F., et les 7 et 8 janvier à la fonction publique, le 8, on discutera, d'autre part, les problèmes relatifs aux fonctionnaires de la catégorie A.

D'une façon générale, les directeurs des sociétés nationalisées et le secrétaire d'Etat à la fonction publique ont proposé une révision trimestrielle des salaires pour maintenir le pouvoir d'achat. Les syndicats le trouvent insuffisant parce qu'intervenant à retardement, et contestent toujours l'indice officiel des prix. Les prochains rendez-vous semblent devoir être consacrés aux revendications catégorielles, avant d'aborder, finalement, la question de la progression du pouvoir d'achat.

Les déclarations gouvernementales faites en décembre laissent entendre que la progression sera faible et réservée aux salaires modestes. Les syndicats ont-ils voulu que, même si elle doit être uniforme et non hiérarchisée, l'augmentation soit effective pour tous les agents. Ils peuvent, pour appuyer leurs thèses, faire référence à la situation de l'É.G.P. et des Charbonnages de France, où les conventions ont été tacitement reconduites en 1974. Elles comportent une progression du pouvoir d'achat d'un moins 2 %.

Cette clause n'a pas été dénoncée par les entreprises, bien qu'elle ait été fortement attaquée tant par la Rne de Rivoli que par le C.N.P.F., qui y voient un facteur inflationniste.

PRIX

Les tarifs de l'assurance-automobile vont être majorés

Les tarifs de l'assurance-automobile vont être majorés de 7 % au maximum, le relevement devant être modulé selon les compagnies. Le ministre de l'économie et des finances, qui a autorisé cette majoration, estime qu'elle est « modérée » compte tenu d'une hausse générale des prix de 15 % en 1974. Le coût des sinistres a très fortement augmenté (15 % à 20 %) au cours de l'année passée, que ce soit les frais médicaux et d'hospitalisation ou les barèmes de réparation des garages.

En revanche, le nombre des accidents a diminué de 4,8 % en 1974, avec vingt-trois mille blessés et deux mille deux cent soixante-trois tués en moins, du fait de la limitation de vitesse et du port obligatoire de la ceinture de sécurité. Cette dernière a donc permis de ne répercuter sur les assurés qu'une partie de l'augmentation du coût des sinistres.

Pour mémoire, le dernier relevé des tarifs de l'assurance-automobile vient d'être majoré de 4 % à 5 % en janvier 1974.

D'autres hausses autorisées au B.O.S.P.

Le Bulletin officiel des services des prix (B.O.S.P.) daté du 4 janvier publie divers arrêtés autorisant des hausses de prix sur certains produits industriels.

« Les agendas et blocs de bureau : +7 % ; les almanachs et calendriers (à l'exception de celui des P.T.T.) : +5 % ; les agendas de poche : +4 %.

« Les fabricants de boissons, sodas, colas, bières et boissons au jus de fruits sont autorisés à relever leurs tarifs de 4,5 centimes par litre vendu en emballage conique, de 3,5 centimes par litre et demi-bouteille sans consigne, de 2 centimes par quart de litre en emballage conique et de 1,5 centime pour la même quantité en emballage perdu.

« Les articles de mobilier métallique vont augmenter de 1 à 3,5 %.

Le B.O.S.P. publie également le détail de tous les nouveaux prix des produits pétroliers en France selon les zones géographiques (le Monde du 1^{er} janvier). Enfin, aux termes d'un contrat de programme signé entre l'administration et la

profession, les encres d'imprimerie ne devront pas augmenter de plus de 3 % d'ici le 1^{er} septembre 1975.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FRUITPIERRE Société civile de placements immobiliers

La Caisse centrale des Banques Populaires et les Banques Populaires viennent de créer conjointement avec la Société Immobilière de Paris, filiale du Crédit Foncier de France, et la Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics, une Société de placements immobiliers, « Fruitpierre », au capital initial de 1 milliard 600 millions.

Cette société, dont le siège social est établi à 75002-Paris, 121, rue Montmartre, aura pour objet principal l'acquisition et la gestion d'immeubles.

Le conseil d'administration comprend des directeurs généraux de banques populaires, ainsi que M. Jacques François, secrétaire général adjoint du Crédit Foncier de France.

BANK OF THE NEAR EAST

La Bank of the Near East, Beyrouth, créée à l'initiative de la Société nationale d'assurance, une des toutes premières compagnies libanaises, vient d'élargir son capital qui comprend désormais, outre dix-neuf sociétés financières et bancaires arabes, les partenaires internationaux suivants :

- La Banque mondiale, à travers sa filiale internationale Finance Corp.
- La Compagnie La Réunion.
- La Banque Varnes et Compagnie de Paris.
- U.N.A. Corp. (U.S.A.).
- Alexander Howden Group Ltd (G.E.).

La Bank of the Near East, banque de crédit à long et moyen terme, au capital de 15 millions de livres libanaises, consacrera ses moyens au financement au Liban.

De l'immobilier, et notamment de l'accession à la propriété de logements.

De l'industrie et du tourisme. La banque interviendra également dans des projets industriels en Proche-Orient associant des intérêts arabes et occidentaux.

LES SOUSCRIPTEURS DE LA CAECL SAVENT MIEUX PLACER LEUR ARGENT



Bien placer son argent, c'est une affaire de spécialistes. Les souscripteurs de la CAECL le savent bien. Les souscripteurs de la CAECL savent aussi que leur argent va aider les villes et les villages de France à s'équiper, à mieux vivre.

La CAECL émet un emprunt obligatoire national : l'emprunt CAECL Hiver 74-75 à 11,30 % représenté par des obligations de 1.000 F nominal émises au pair et amortissables en 15 ans au pair à partir de la 6^e année, en 3 séries égales.

Les emprunts CAECL sont négociables à la Bourse de Paris. Ils offrent la meilleure sécurité, le remboursement des annuités en capital et le paiement des intérêts étant garantis par la loi qui fait obligation aux Collectivités Locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondantes.

Vous pouvez souscrire dans votre banque, votre Caisse d'Épargne, chez votre comptable du Trésor et à votre bureau de poste. La Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales (CAECL) est un établissement public, géré par la Caisse des Dépôts.

LES SOUSCRIPTEURS DE LA CAECL AIDENT LES COLLECTIVITÉS LOCALES À S'ÉQUIPER

CONDITIONS DE TRAVAIL

L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION DE LA FEMME DÉPEND SURTOUT D'UNE PRISE DE CONSCIENCE PLUS AIGUË estime un rapport

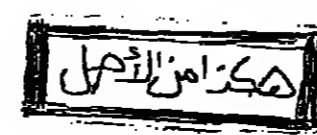
« Une prise de conscience aiguë de la nécessité pour les femmes d'une égalité de chances et de traitement avec les travailleurs masculins » est la raison essentielle de la lecture améliorée dans de petits bourgs et villages dans des villages devrait permettre de résoudre ce problème.

« Dans les pays où sévit un chômage croissant, les travailleuses sont souvent considérées comme une menace, comme des intruses, dans un domaine réservé au sexe masculin. Pour le B.I.T., c'est la lutte contre la discrimination, subtile mais brutale, doit se transformer en une campagne plus large et plus concrète pour promouvoir l'égalité. Le B.I.T. propose que la prochaine conférence de l'Organisation internationale du travail, en juin, engage les gouvernements à prendre des mesures permettant un accès égal à l'formation et à la formation professionnelle, ainsi que des modifications aux lois et à certaines pratiques ». Il devrait aussi y avoir un nombre équitable de femmes dans les délégations qui participent à la conférence. Elles étaient 87 sur 1.608 délégués en 1974 (5,7 %).

CONFLITS

« Le personnel des restaurants de Orly-Sud en grève — Le personnel de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme (C.I.W.L.T.) en grève à Orly-Sud s'est mis en grève le samedi 4 janvier, pour protester contre un éventuel licenciement de quatre-vingt employés sur quatre cents, dû à la baisse d'activité de l'aéroport depuis l'ouverture de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy-en-France. Les bars et restaurants, ainsi que le service sans douane, sont fermés. Seul fonctionne l'air Hôtel.

TELEGRAMME
industriels affaires difficiles. stop.
forcez la conjoncture. stop.
participez F.I.L. 75
foire internationale de Lyon
15-24 mars 1975
Renseignements : Foire Internationale de Lyon
Palais des Congrès : 69458 Lyon Cedex 3 - Tél. (78) 24.29.61 - Téléfax : 54055 Foire Lyon
A Paris : 135, Bd Haussmann (9^e) - Tél. 524.68.50



سكنا في الامل

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

PERSONNES AGÉES

«NON A L'OUBLI»

Grandeur et limites du bénévolat collectif

La campagne au faveur du troisième âge, « Non à l'oubli », lancée par la première chaîne de l'ex-O.R.T.F., à l'occasion des fêtes de fin d'année, a montré tout à la fois les limites et les possibilités d'une opération qui vise à faire passer le bénévolat collectif et à l'initiative personnelle.

A demi-aveugle, une ancienne vedette de music-hall, soixante-cinq ans, pensionnaire de la Fondation Rossini (Paris-19), évoquait avec coquetterie ses souvenirs sentimentaux. Une charmante vieille de ma du Limousin décrivait en souriant sa solitude, au terme d'une vie de travail et de tragédie. Le clown qu'évoquait de son veuvage et de l'annuel qui frappe tant de retraités, exprimait la foi espérée de « tout recommencer ». Deux paysannes de l'île d'Ouessant racontaient la misère d'une Bretagne du bout du monde où les vieux, seuls, survivent.

Quatre portraits tracés sans complaisance ni mélodrama inutile, à l'heure où un certain nombre de Français préparent la grande ripaille des réveillons... Cette émission, présentée par Roger Pic et Michel Tauriac, est une belle réussite de la Fondation Rossini.

Pour généreuse qu'elle soit, cette opération comporta une leçon. Malgré le pessimisme des mass media, notre société est encore mal préparée aux actions collectives d'urgence qui devraient s'ajouter aux bonnes œuvres traditionnelles, afin d'atténuer les drames sociaux de notre époque.

Pour changer les hommes, il faut aussi changer les structures et expurger les vieux réflexes bureaucratiques. Il subsiste heureusement au sein de cette civilisation du bruit, du week-end et du P.M.U., un besoin vif de contact humain. « Quel étonnement, dit désemparé certains vieillards, de s'apercevoir que les voisins sont finalement de braves gens ! »

Pourtant, il y a eu quelques

BILAN DE SIX MOIS DE PRÉSIDENTENCE FRANÇAISE DES «NEUF»

Les concessions de M. Giscard d'Estaing à ses partenaires européens n'ont pas réduit la dépendance grandissante de la C.E.E. à l'égard des États-Unis

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La France, après avoir assuré pendant six mois la direction des travaux du Marché commun, vient de passer le relais à l'Irlande. Au mois d'août, M. Giscard d'Estaing, à l'occasion d'une allocution télévisée, avait déclaré la construction européenne.

Il n'est pas facile de juger une politique sur un délai aussi bref, d'autant plus que l'action entreprise par la France va se poursuivre. Mais trois observations peuvent être faites dès maintenant : 1) M. Giscard d'Estaing et ses ministres ont prouvé la volonté européenne de la France ; 2) cette démonstration a été l'occasion, moyennant quelques dossiers importants, et du même coup de rendre un peu moins pesante l'ambiance communautaire ; 3) l'europhisme français n'a pas été suffisant pour inciter les Neuf à traiter de façon sérieuse le dossier énergétique et ses prolongements financiers et industriels, qui constitue pourtant le problème européen numéro un.

M. Wilson, dont la préoccupation exclusive était de marquer des points dans sa réintégration du traité d'adhésion, a également obtenu l'assurance que le nécessaire serait fait pour que le Royaume-Uni ne contribue plus à la dette communautaire au-delà de ses moyens. Ce succès est surtout psychologique, car les sommes qui devront être payées par les autres États membres à la fin de la Grande-Bretagne seront modestes. L'effort consenti cette année par la C.E.E. pour assurer l'approvisionnement en sucre du Royaume-Uni pèsera à la charge de la Communauté. Les finances communautaires. La concession faite à M. Wilson n'est donc pas déraisonnable. Il reste qu'il faut faire preuve d'un solide optimisme pour penser que l'hypothèque d'un retrait anglais.

déterminés à mener une politique régionale européenne.

Pour l'instant, le terme « régional » n'est guère plus qu'une étiquette. Les justifications d'une politique régionale européenne ont été oubliées. Ce qui a été créé, c'est, plus prosaïquement, un dispositif de péage au profit des États les plus pauvres de la C.E.E. : l'Italie, l'Irlande, le Royaume-Uni. La France, renonçant à la position défendue avec constance jusqu'en décembre 1974, a accepté que le Royaume-Uni, qui est le plus pauvre des régions, ne soit pas plus pauvre que les autres. Elle a accepté que le Royaume-Uni, qui est le plus pauvre des régions, ne soit pas plus pauvre que les autres.

En septembre dernier on faisait grand cas du conseil des ministres consacré à la définition d'une politique énergétique communautaire convoquée pour la fin décembre. Les résultats de cette réunion peuvent, à première vue, être considérés comme prometteurs. Les Neuf ont accepté de réduire leurs dépenses extérieures, ont fixé pour les différents secteurs d'énergie des objectifs chiffrés qui, même modestes, pourraient servir de trame à un plan énergétique européen. Mais l'essentiel reste à faire : prendre les engagements, accepter les contraintes que suppose la réalisation effective de ce plan.

Beaucoup a été fait en trois mois par la France. Outre les initiatives institutionnelles, les Français ont rendu plus souple leur position sur l'énergie, acceptant ainsi une certaine dose d'atlantisme. Il est préoccupant d'observer que ces « avancées » n'ont guère trouvé d'écho dans les autres capitales.

Tout se passe comme si, en raison de leurs liens atlantiques de plus en plus contraignants, nos partenaires n'avaient pas eu le temps de concrétiser leurs intentions de relance européenne. A moins d'un sursaut imprévisible, on peut redouter que l'année nouvelle, impuissante à agir d'une manière qui lui soit propre, ne déperisse ou ne se disloque.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Projets énergétiques dans le cadre atlantique

Sur le plan interne, les résultats acquis sont aussi affligeants. La conférence de Washington de février 1974, les perspectives peu riantes que la France s'emploie, jusqu'ici dans le bonheur, à corriger sur les suites de la coopération énergétique, notamment en ce qui concerne le développement de sources nouvelles d'énergie, dont la nucléaire, s'organiserait dans un cadre atlantique, c'est-à-dire pratiquement au sein de l'Agence internationale de l'énergie animée par les États-Unis. Une telle orientation, si elle est maintenue, signifie qu'un pan essentiel de l'activité économique — la coopération énergétique, mais aussi financière et bientôt industrielle — échappera au libre contrôle de la Communauté. Si une telle hypothèse se vérifie, les quelques progrès accomplis politiquement

depuis plus de dix ans, la France était sans cesse accusée de chercher à saboter la tentative d'intégration totale de l'Europe en 1988. On l'accusait de vouloir ne faire référence à l'Europe et à ses exigences que par commodité, pour faire finalement prévaloir ses intérêts les plus égoïstes, mais de s'en détourner aussitôt qu'il était proposé d'élargir le champ d'application de la coopération communautaire. Dès lors, ses initiatives « européennes » étaient accueillies avec la plus extrême méfiance.

Cet état d'esprit s'est encore vérifié dans les premiers temps de la présidence de M. Giscard d'Estaing. Les propositions de M. Giscard d'Estaing de réunir périodiquement les chefs de gouvernement ont été entravées de jeu interprétées comme une tentative pour porter atteinte à l'équilibre institutionnel existant. Cependant, les pays partenaires, voyant qu'il n'était pas possible pour le président Giscard d'Estaing de renoncer à son projet, s'approprièrent à monnaie leur participation. De fait, les travaux préparatoires montrèrent tout de suite que c'était la France — et d'ailleurs que l'Allemagne — qui avait à espérer le moins de résultats de cette nouvelle conférence présidentielle. Pour bien marquer l'esprit de la situation, qui animait son gouvernement, M. Giscard d'Estaing a mis l'accent sur le fonctionnement des institutions et proposé des amendements à l'acte de 1965. L'Allemagne s'était toujours opposée : assouplissement du jeu de la règle de l'unanimité et, pour l'échéance 1980, élection du Parlement européen au suffrage universel. Le « sommet » devenait ainsi une opération vaine. Il pouvait apparaître clairement que c'était à Paris que l'on refusait de rendre plus « intimes » les liens politiques et institutionnels.

Dès avant la réunion « au sommet », on sut également que la France refusait d'accepter des dossiers épineux — jusqu'alors restés bloqués — tel celui de la politique régionale.

Dans un même souci d'accommodement, M.M. Sauvagnargues et Bonnet avaient accepté, deux mois d'octobre, après l'impressionnante remise en cause par le chancelier Schmidt du réajustement de 5 % des prix agricoles, que soit dressé par la Commission de Bruxelles un inventaire critique de la politique agricole commune.

Deception sur la coopération économique

M. Giscard d'Estaing n'avait pas à planer de succès du même ordre. Il a eu l'occasion de démontrer que l'engagement européen de la France était désormais plus sérieux que jamais. Mais il a eu l'occasion de constater que l'accord de ses partenaires pour que les chefs de gouvernement se retrouvent au moins trois fois l'an ; tel était bien le signe d'une volonté commune de relance.

En dehors de ce sommet, la France n'a pas ménagé sa peine pour que la relance se manifeste sur le terrain de la coopération économique et monétaire. La crise a dominé, mais elle a permis à des pays membres de mieux conjuguer leurs efforts pour rétablir leur prospérité menacée. Les résultats obtenus sont encourageants. L'Allemagne a fait plus de progrès durant l'année d'attente de l'idée d'émettre des emprunts communautaires sur le marché international que n'en avait fait l'Allemagne en 1974. L'Allemagne a fait plus de progrès durant l'année d'attente de l'idée d'émettre des emprunts communautaires sur le marché international que n'en avait fait l'Allemagne en 1974.

A LONDRES

Les Neuf vont rechercher une position commune sur l'or et le recyclage des pétrodollars

De notre correspondant

Bruxelles. — Les ministres des finances des Neuf, qui se retrouvent les 7 et 8 janvier à Londres, ont le comprend aisément à ce que les banques centrales des Neuf fassent appel pour cette opération à des critères identiques. Au cours de ce débat sur l'or, les Neuf auront l'occasion d'examiner la position récemment prise par deux importants pays producteurs de pétrole, l'Irak et l'Irlande, contre une réévaluation unilatérale des réserves détenues par les pays industrialisés.

Quelle position la C.E.E. doit-elle adopter en ce qui concerne le recyclage des pétrodollars ? Les Neuf ont une position commune sur cette affaire, en fait, assez proche de celle du 21 décembre. La Communauté souhaite surtout que soient multipliés les canaux de recyclage des surplus financiers accumulés par les pays producteurs de pétrole. Elle souhaite également, semblerait-il, que soit renforcée la responsabilité du recyclage des pétrodollars incombant en large partie au Fonds monétaire international.

P. L.

Deception

M. Giscard d'Estaing n'avait pas à planer de succès du même ordre. Il a eu l'occasion de démontrer que l'engagement européen de la France était désormais plus sérieux que jamais. Mais il a eu l'occasion de constater que l'accord de ses partenaires pour que les chefs de gouvernement se retrouvent au moins trois fois l'an ; tel était bien le signe d'une volonté commune de relance.

En dehors de ce sommet, la France n'a pas ménagé sa peine pour que la relance se manifeste sur le terrain de la coopération économique et monétaire. La crise a dominé, mais elle a permis à des pays membres de mieux conjuguer leurs efforts pour rétablir leur prospérité menacée. Les résultats obtenus sont encourageants. L'Allemagne a fait plus de progrès durant l'année d'attente de l'idée d'émettre des emprunts communautaires sur le marché international que n'en avait fait l'Allemagne en 1974. L'Allemagne a fait plus de progrès durant l'année d'attente de l'idée d'émettre des emprunts communautaires sur le marché international que n'en avait fait l'Allemagne en 1974.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschemarks	Francs suisses
24 heures	5 3/8	9 3/8	6 3/4
1 mois	5 1/4	9 3/4	6 3/4
3 mois	5 3/8	9 7/8	7
6 mois	5 1/2	10	7 1/4

Faits et chiffres

- Affaires**
 - LE GROUPE AMERICAIN CATERPILLAR prend une participation majoritaire dans la Société de fonderies et aciéries de Paris-Seine (F.A.P.S.). La F.A.P.S., produit des pièces moulées en fonte grise dans une usine située à Vernon (Eure). Elle emploie six cent cinquante personnes et approvisionne notamment les usines Caterpillar d'Europe.
 - A.E.C. TELEFUNKEN a vu ses bénéfices 1974 sérieusement compromis par les risques et les engagements pris dans le secteur nucléaire, unique dans un bref communiqué la direction de groupe ouest-allemand. Récemment, A.E.C. a d'ailleurs précisé qu'il n'entendait se retirer du groupement nucléaire K.W.U. créé à égalité avec Siemens.
- Énergie**
 - HAUSSE DU PRIX DU CHARBON EN R.F.A. — La société Ruhrkohle A.G., principal producteur de charbon d'Allemagne fédérale, augmentera ses prix d'environ 10% au 1^{er} janvier 1975.
 - LA BANQUE DU JAPON a décidé de mettre 800 milliards de yens (2,9 milliards de dollars) à la disposition des treize principales banques commerciales du Japon durant le premier trimestre de 1975 pour leur permettre de remédier au manque de liquidités des industries.
- Étranger**
 - LA BANQUE DU JAPON a décidé de mettre 800 milliards de yens (2,9 milliards de dollars) à la disposition des treize principales banques commerciales du Japon durant le premier trimestre de 1975 pour leur permettre de remédier au manque de liquidités des industries.

QUE

le secteur nationalisé

gression du pouvoir d'achat

Les directeurs de la Banque de France ont décidé de maintenir le taux de l'escompte à 12%.

Le ministre de l'Énergie a annoncé que la production de pétrole en France sera de 1,5 millions de tonnes en 1975.

Le gouvernement a décidé de réduire de 10% les dépenses de l'État en 1975.

ICIERS BES SOCIÉTÉ

FRANÇOIS PIERRE

Agence de placements immobiliers

15, rue de Valenciennes, Paris 10^e

01 42 50 10 10

UFIMEG

Union Française des Industriels et Métallurgistes

15, rue de Valenciennes, Paris 10^e

01 42 50 10 10

REPRENEURS DE LA CAECL

PLACER LEUR ARGENT

15, rue de Valenciennes, Paris 10^e

01 42 50 10 10

S. I. E. I.

Une équipe de formateurs - consultants à votre service

Toutes et tous nous vous souhaitons une BONNE ANNÉE

Société Internationale d'Interventions

237, r. Saint-Denis - 75002 PARIS

TEL. 236-58-29

COLMAR, LYON, MARSEILLE, ARMAND, LIBREVILLE, KINSHASA

cadres

QUI SOUHAITEZ CHANGER OU AMÉLIORER VOTRE SITUATION

Organisme français de conseils en carrières peut vous aider à faire dans les meilleures conditions.

Un service. Des références. GVO

7, rue Marbeuf 75008 Paris

BAL. 59.75 - 56.25

Logo V. Christian

FORMATION EN TEMPS DE CRISE ? PLUS QUE JAMAIS RIGoureuse !

CP32

3 mois hors de l'entreprise pour

- mieux comprendre
- mieux se situer
- mieux diriger

Cycle résidentiel de 3 mois du CPA, Centre de Perfectionnement dans l'Administration des Affaires

2 SESSIONS PAR AN

session 75/1 : 3 mars au 31 mai

session 75/2 : 22 septembre au 21 décembre

INFORMATIONS : 1, RUE DE LA LIBÉRATION 75350 JOUY-EN-JOSAS TEL.: 956.51.09 ET 956.80.90

CP32

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Une politique régionale bâclée

LES CONCESSIONS ET LES RESULTATS. — La conférence au « sommet » s'est déroulée sans surprise et sans élan. A l'évidence, les partenaires de la France, plus que jamais à l'écoute de Washington, n'avaient pas l'esprit à l'innovation ou à l'audace. Ceux qui étaient venus en demandeurs ont reçu satisfaction.

Fin de tenir les promesses faites depuis plus de deux ans, les Neuf ont décidé la création d'un Fonds européen de développement régional ; pour la première phase « expérimentale » (d'une durée de trois ans) celui-ci a été doté d'un budget modeste : 1,4 milliard d'unités de compte (7,7 milliards de francs). En fait, c'est seulement à l'issue de ces trois premières années de démarrage, lorsqu'il faudra arrêter un nouveau budget, que se situera le vrai test : on pourra alors apprécier si les gouvernements membres sont réellement

pour l'instant, pas la moindre ébauche de réplique européenne à la crise énergétique. L'idée française selon laquelle les besoins de la C.E.E., en raison de sa forte dépendance extérieure, sont sensiblement différents de ceux des États-Unis et exigent, par conséquent, la définition d'une politique énergétique propre à la Communauté est restée à peu près sans effet. La vérité, c'est que les huit partenaires de la France ont choisi pour l'instant la coopération sans restriction avec Washington.

Certes, ils ont applaudi au compromis intervenu à la Marti-

150

LES MARCHÉS FINANCIERS

MARCHE DES EURO-OBLIGATIONS

Optimisme modéré

Agel. - Le marché des euro-obligations, dont le volume global s'est accru en 1974 au plus haut niveau depuis dix ans, a subi l'impact de la hausse des taux d'intérêt...

LONDRES

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Includes entries like War Loan 3 1/2 %, British Petroleum, etc.

B. A. L. O.

Le numéro du 8 janvier publie notamment les inscriptions suivantes: Pechony - Ugra - Kuhlmann, Emmission d'un emprunt de 400 millions de francs...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

DFMAG. - Bénéfices net de l'exercice clos le 30 septembre 1974 de 18,85 millions de francs contre 12,27 millions de francs l'année précédente...

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: Indes, Cours, Dernier cours. Includes indices like Indes françaises, Indes étrangères, etc.

MARCHE MONÉTAIRE

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Includes entries like Franc suisse, Franc allemand, etc.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Includes entries like Dollar, Yen, etc.

BOURSE DE PARIS - 3 JANVIER - COMPTANT

Large table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Large table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various international and domestic securities.

MARCHE A TERME

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various futures and term market data.

COTE DES CHANGES

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists exchange rates for various currencies.

MARCHE LIBRE DE L'OR

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists gold market prices.

MONNAIES ET DEVISES

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various currencies and their values.

ALGERIENNE LTIQUE ET POPULAIRE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE DE FABRICATION ET DE MONTAGE ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE

G.F.S.A. ACCEPTER

BANQUIERS SE SENSIBLE ENFANT

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. PROCHE-ORIENT
- 4. ASIE
- 5. INDOCHINE : une importante délégation de G.R.P. sud-vietnamien vient d'être reçue au Cambodge par le G.P.U.C.
- 6. AMERIQUES
- 7. ETATS-UNIS : une commission, présidée par M. Rockefeller, va enquêter sur les activités « intérieures » de la C.I.A.
- 8. AFRIQUE
- 9. EUROPE
- 10. GRANDE-BRETAGNE : à propos de l'affaire Stamboulis.
- 11. ESPAGNE : les ministres de l'armée et de la marine demandent aux officiers tenus par la politique, de quitter l'uniforme.
- 12. DIPLOMATIE
- 13. POLITIQUE
- 14. « La place de la France », livre d'opinion par Pierre Lefranc.
- 15. Fondation française des droits de l'homme.
- 16. Une déclaration de M. Chirac sur les perspectives économiques.
- 17. LE DEBAT SUR LA CONVICTION MILITAIRE
- 18. POINT DE VUE : « Un monde à part ? », par Jean Cassou.
- 19. JUSTICE
- 20. La nouvelle loi sur les chèques est publiée au Journal officiel.
- 21. EDUCATION
- 22. L'Etat et les organisations voudraient envoyer la désaffection croissante des étudiants par les élections universitaires.
- 23. SCIENCES
- 24. La NASA pourrait faire payer une partie des recherches faites par ses satellites sur les ressources terrestres.
- 25. RELIGION
- 26. Le centenaire de l'abbé Migne : le plus grand éditeur du XIX^e siècle.

EUROPA
PAGES 17 à 24

- Chaque-croisé sur l'avant : Entretiens avec M. Daniel Bell et Robert Jungk.
- FORUM : Pour mieux faire connaître le « National », sont mis en sommeil.
- Sur le devant de la scène.
- Les clés de la conjoncture.
- DOSSIERS : Comment consolider les colonnes du temple bancaire.

- 26-27. SPORTS
- 28-29. ARTS ET SPECTACLES
- 30. RADIO - TELEVISION : les passagers de l'air O.R.T.F. à l'exception de « National », sont mis en sommeil.
- 31. CINEMA : Chris Marker filme Yves Montand.
- 32. EQUIPEMENT ET REGIONS
- 33. TRANSPORTS : les chantiers français et la crise pétrolière.
- 34. LA REGION PARISIENNE
- 35. 1975, l'année du maire de Paris ?
- 36 à 38. LA VIE ECONOMIQUE
- 39. ET SOCIALE
- 40. EUROPE : bilan de six mois de présidence française des Neuf.
- 41. PRIX : les tarifs de l'assurance automobile vont être relevés.

LIRE EGAGEMENT

RADIO-TELEVISION (26)
Annonces classées (30 à 34) ; Carnet (16) ; Informations pratiques (22) ; Journal officiel (23) ; Micrologie (28) ; Mots croisés (28) ; Finances (39).

LATREILLE
LE SPECIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

SOLDES ANNUELS
QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS

62, R. ST ANDRÉ des ARTS - 5^e
PARIS (1^{er}) - Tél. 20 20 20

DANS UNE INTERVIEW A L'A.C.P. L'identité de vues entre la France et l'U.R.S.S. sur le Proche-Orient nous paraît suspecte

déclare M. Ben-Natan

M. Akiar Ben-Natan, ambassadeur d'Israël à Paris, a accordé à l'Agence centrale de presse une interview dans laquelle il déclare notamment : « Si les relations franco-Israéliennes se développent normalement dans le domaine économique et culturel, de profondes divergences de vues subsistent entre les deux pays au sujet du Proche-Orient. La récente visite de M. Stavroukas à Jérusalem a été un fait positif, mais elle n'a pas rapproché nos thèses. En tout cas, M. Akiar, ministre des affaires étrangères israélien, viendra à son tour à Paris à la fin de l'hiver ou au début du printemps. »

« A la question de savoir si l'attitude de la France a été plus nuancée à l'égard d'Israël depuis l'élection présidentielle, l'ambassadeur répond : « Oui. On a un sentiment d'ouverture plus marqué sur le problème palestinien. Ce qui nous paraît suspect, c'est l'identité de vues sur le Proche-Orient entre la France et l'U.R.S.S. L'U.R.S.S. affirme que l'Israël n'est pas responsable de la guerre dans cette région du monde, l'U.R.S.S. n'est pas intéressée, nous nous parons d'un véritable impartialité des frontières ouvertes entre Israël et les Etats arabes. Ce qu'elle cherche, c'est la création d'un Etat palestinien sous influence soviétique et surtout le maintien d'une tension permanente dans la région qui sert les intérêts soviétiques. »

Interrogé sur les récentes déclarations de M. Giscard d'Estaing sur la nécessité d'un « juste règlement du problème palestinien », M. Ben-Natan déclare : « Le problème palestinien n'est pas nouveau, il existe depuis 1947, lorsque les pays arabes et les Palestiniens eux-mêmes ont refusé la décision de l'ONU de créer en Palestine deux Etats : l'un juif, l'autre arabe. »

M. Ben-Natan rejette comme « inacceptable » le projet de création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza pour trois raisons : ces deux territoires sont séparés par Israël ; un tel Etat ne compterait d'autre part que 600 kilomètres carrés avec une population de 1 100 000 Arabes, dont 400 000 réfugiés, pour les trois quarts habitant la bande de Gaza ; enfin, cet Etat palestinien serait un « briquet » à la fois pour la Jordanie et pour Israël, le secrétaire d'Etat américain au sujet des frontières de 1967 ne s'est ni sûr ni défendable ; et que « tout nouveau partage de Jérusalem est hors de question. »

Interrogé sur l'éventualité d'une nouvelle initiative de M. Kissinger, l'ambassadeur répond : « Oui, je m'y attends, il est probable que le secrétaire d'Etat américain va poursuivre ses efforts en vue d'obtenir un accord partiel israélo-égyptien. Mais celui-ci devra, en contrepartie d'un dossier, retirer israélien dans le Sinaï, comporter la délimitation du secteur égyptien, ainsi que des concessions d'ordre politique en application de la formule du premier ministre d'Israël, M. Rabin : « Un bout de territoire pour un bout de paix. »

« En ce qui concerne les perspectives pour 1975, l'ambassadeur affirme qu'Israël veut la paix et n'engagera pas de guerre préventive. Il estime, précise l'A.C.P., qu'il existe un élément d'optimisme, constitué par une certaine évolution à l'égard de la montée arabe. »

Interrogé enfin sur la position d'Israël dans l'union française, M. Ben-Natan répond : « Les implications de la crise au Proche-Orient sur la vie de tous les jours des Français, d'autre part le fait que la politique d'Israël n'est pas toujours comprise, risquent peut-être d'avoir une influence sur l'opinion publique. Ce que veut le gouvernement israélien, c'est évidemment le maintien de la paix, qui est la base de la politique d'Israël. »

Interrogé sur ses rapports personnels avec les dirigeants français, M. Ben-Natan répond : « Ils sont normaux. Mais, pour moi, je suis un ambassadeur qui dit ce qu'il pense, j'étais avant de venir à Paris, et je n'ai pas changé, alors, parfois... »

LES QUOTIDIENS PARAITRONT LE 9 JANVIER

La Fédération française des travailleurs du livre (C.G.T.) a décidé de diffuser la grève de vingt-quatre heures prévue pour le 9 janvier. Elle expose les raisons de sa décision dans un communiqué que nous publions ci-dessous :

« Compte tenu de la prochaine réunion des instances nationales professionnelles, de la convocation imminente de la commission interministérielle chargée d'examiner les problèmes de la profession et de la signature d'un contrat d'accord de l'activité des anciens établissements Néogravure, qui sont le fruit de l'action menée par les travailleurs du Livre lors de ces trois derniers mois, le bureau de la Fédération du Livre C.G.T., dans le but de favoriser le déroulement de ces discussions et d'aboutir à des résultats positifs, décide de reporter le mouvement de grève prévu pour le 9 janvier 1975. »

« Toutefois, il appelle tous les travailleurs du Livre à rester mobilisés pour reprendre l'action au cas où rien de tangible ne serait obtenu lors de ces réunions, dont l'issue sera fait par le Comité fédéral national convoqué les 16 et 17 janvier 1975. »

Les quotidiens paraîtront donc normalement lundi prochain, dans toutes leurs éditions.

LE PLAN DE SAUVETAGE DE LA NÉOGRAVURE EST PRÉSENTÉ AU TRIBUNAL DE COMMERCE

« Le montage industriel » destiné à relancer les activités de la Néogravure devant être présenté, le mardi 8 janvier, en début d'après-midi, au tribunal de commerce de Paris. M. René Jeanson et André Boyer, chargés II y a deux mois d'une « mission exploratoire », ont tenu avec les diverses parties intéressées aux activités de la Néogravure (financiers, industriels, éditeurs et porteurs publics) une ultime réunion. Les plans financiers, les modalités d'un plan à s'établir pas encore arrêtées.

En principe, deux sociétés distinctes reprendraient en location-études, pour une période de six mois, le secteur offert et l'exploitation du groupe. Mais ces contrats de gestion ne seraient conclus qu'une fois que le montage industriel sera en mesure de présenter un bilan satisfaisant. C'est sur ce montage que, vers le jour des conclusions substantielles encore lundi matin, sur le plan financier, et des capitaux privés (des sociétés financières et des industriels), se déclareront prêts à s'investir dans la Néogravure, et si l'Etat doit apporter son soutien sous forme de prêt (à l'U.R.S.S. notamment), il restera, semble-t-il, à en fixer les modalités.

Le montage industriel a prévu également la conclusion de contrats d'un type nouveau entre la Néogravure et les éditeurs, ainsi qu'avec l'imprimeur. La suppression de plusieurs centaines d'emplois serait envisagée dans les diverses usines du groupe, qui emploient au total plus de six mille personnes.

A Paris

ATTENTAT CONTRE UN PARKING DE CITROËN

Trois explosions, provoquées par des engins incendiaires détreffés, dans la nuit du 5 au 6 janvier, au parking Citroën à Paris (15^e), ont provoqué des dégâts matériels et ont entraîné la destruction de plusieurs voitures. Les explosifs, qui ont été retrouvés, étaient des explosifs artisanaux, ont été retrouvés, intactes, par les enquêteurs. Cet attentat — le deuxième en trois semaines commis contre la société Citroën (le premier, le 18 décembre 1974) — n'a pas encore été revendiqué.

NOUVELLES BRÈVES

Le gouvernement marocain a décidé le 3 janvier, dans le cadre de la distribution des hydrocarbures raffinés, la fermeture de la régulation des sociétés Esso Standard Maroc et Esso Gaz.

M. Marcel Long, ancien président-directeur général de l'O.R.T.F., est réintégré dans ses fonctions de maître des requêtes au Conseil d'Etat à compter du 1^{er} janvier 1975, par arrêté du premier ministre publié au Journal officiel du 6 janvier.

Le courant électrique a été coupé lundi matin à Paris, dans le 7^e et le 8^e arrondissement, en raison d'une panne de l'équipement de 160 000 kilowatts provoquée par un incident technique sur les lignes à haute tension alimentant la capitale.

Selon le Comité d'action des prisonniers (C.A.P.), un jeune détenu, M. Battaille, âgé d'une vingtaine d'années, s'est pendu dans la nuit du 3 au 4 janvier dans sa cellule à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne). Le C.A.P. fait également état de plusieurs tentatives de suicide pendant la semaine dernière dans cette même prison. Lundi 8 janvier, en fin de matinée, le service de presse du ministère de la Justice n'était toujours pas en mesure de confirmer ou d'infirmer ces informations.

L'entreprise Luce Economy, principale scierie de la Sarthe, annonce le licenciement de quarante-cinq des cent quatre-vingt-dix ouvriers qu'elle emploie. Les difficultés sur le marché du bois, en effet, laissent prévoir une baisse de la production de scierie de 55 % pour les panneaux de contre-plaqué, de 35 % pour les panneaux d'aggloméré.

Le troisième tome de l'Archipel de Gosling doit paraître en russe, au cours du premier trimestre. Les éditions de Seuil comptent publier, en avril ou en mai, la traduction française de cette partie de l'ouvrage. D'autre part, Soljenitsyne, grippé, a dû prolonger son séjour en France.

AVANT LA PLUS GRANDE VENTE DE L'HISTOIRE SUR UN MARCHÉ LIBRE

L'once d'or est cotée 173 dollars à Londres

Le cours de l'once d'or sur le marché libre de Londres a été coté par opposition, lundi matin, 173 dollars, non loin de son cours de vendredi, dans l'attente de la plus grande vente de métal de l'histoire.

C'est à 11 heures à Washington (17 heures à Paris) que le Trésor des Etats-Unis devait procéder à l'adjudication de 2 millions d'onces d'or (62,2 tonnes), prélevées sur les 8 500 tonnes de réserves officielles, soit environ 0,75 %.

En fin de semaine, une trentaine d'offres seulement étaient parvenues, mais les sources officielles ont attendu la dernière minute — et les derniers cours pratiqués tant aux Etats-Unis qu'en Europe — pour fixer leurs conditions.

Le Trésor américain, qui s'est bien gardé de précéder le prix soutenable, a seulement fait savoir qu'il refuserait les offres considérées comme « inacceptables », et peut-être celles provenant de certains acheteurs étrangers, les gouvernements ayant déjà été cotés des années.

Le peu d'enthousiasme manifesté jusqu'à présent par les acheteurs domiciliés aux Etats-Unis a fait perdre au cours du métal près de 33 dollars par once par rapport aux 198,76 dollars (cours record) cotés le lundi 30 décembre. Les experts n'ont guère risqué un pronostic sur l'effet qu'exercera la vente de 62,2 tonnes de métal. Chaque jour, 5 tonnes d'or sont échangées en moyenne sur les marchés de Londres et Zurich, avec des pointes jusqu'à 10, 20 ou 30 tonnes pendant les périodes de crise. « Tous ces chiffres sont très éloignés de ce qui se passe dans le monde », a déclaré le plus absolu régnant sur le montant exact des transactions effectuées. La vente du Trésor représenterait donc l'équivalent d'une douzaine de séances quotidiennes sur les marchés européens, un mois de production des mines sud-africaines et quatre mois environ de la consommation habituelle des Etats-Unis. Théoriquement, son importance ne devrait pas être de nature à bouleverser la structure des échanges, mais certains experts s'attendent à une baisse dans l'immédiat, si les espoirs d'une hausse rapide après le 1^{er} janvier continueraient à être déçus.

Baisse du dollar

Le dollar a baissé à nouveau lundi matin sur les marchés des changes, tombant au plus bas cours historique par rapport au franc suisse (3,50 F). A Paris, il a glissé à 2,38 1/2 DM contre 2,40 DM, et à Paris il s'est établi à 4,41 F contre 4,43 F.

A l'occasion de travaux d'adduction d'eau

Incidents entre paysans du Larzac et gendarmes mobiles

Trois pelotons de gendarmes mobiles sont brutalement intervenus samedi 4 janvier, en fin de matinée, pour empêcher les paysans du Larzac de placer, au travers de la route nationale 9, une canalisation destinée à une adduction d'eau « sauvage ». Les agriculteurs, nous indique notre correspondant à Rodez, n'ont opposé qu'une résistance passive à la charge des forces de l'ordre. C'est la première fois qu'un affrontement semblable se produit sur le plateau et l'on voit généralement l'indice d'un durcissement de la situation.

« An, le président Giscard d'Estaing a annoncé une enquête de fruitivité. Les paysans du Larzac ont voulu mettre en application ce principe, en ouvrant un chantier d'adduction d'eau en faveur de ceux qui ne sont injustement privés dans le projet de périmètre d'extension de camp militaire. A cette occasion, ils ont pu constater la façon originale dont les forces de l'ordre et le ministre dont ils dépendent mettent en pratique le souhait du président de la République : coup de crosse et de poing contre quelques dizaines de manifestations pacifiques. Malgré les belles paroles, les années et les hommes passent, mais les méthodes demeurent. Gardarem le Larzac. »

Le numéro du Monde daté 5 et 6 janvier 1975 a été tiré à 509 282 exemplaires.

ANGLAIS ALLEMAND ESPAGNOL ITALIEN RUSSE FRANÇAIS

INSTITUT-FRANCE AUDIO-VISUEL

180 F PAR MOIS

COURS ANNUELS DE 2 100 F

Formation dans les Sociétés Françaises de Commerce

14, AV. de la République - PARIS - 256.37.36/30.88

soldes ANNUELS NICOLL

APERÇU DE QUELQUES PRIX

COSTUMES, en très grands chics dans des fils de série soignée à : 550 F	COSTUMES peignés classiques et fantaisies mode, forme droite, deux boutons. 600 F
COSTUMES, fantaisies les plus diverses, exécutées en coloris mode. 630 F	COSTUMES avec ou sans gilet, dans toute la gamme de draperies "Sélection NICOLL". 850 et 700 F
PARDESSUS, fins de série, forme et coloris divers, prix fin de saison. 450 et 530 F	PARDESSUS, vestes classiques ou sport à dessins, tissus haute qualité. 700 F
PARDESSUS, rigides et manches montées, draperies classiques. 600 et 630 F	PARDESSUS, vestes décontractées plus beaux tissus proposés "Sélection NICOLL". 850 F
BLAZERS, serge bleu marine, forme droite, coupe tronc. 300 F	VESTONS sport, fins draperies fantaisies sans cols. 300 F
VESTONS sport, coloris fantaisies, poches plaquées, linte tronc. 330 F	VESTONS sport, variés variété de qualité des PHARES TISSUS traditionnels. 450 F
PANTALONS serge coupe tronc, polyester et laine, gilet et manchettes. 180 F	PARDESSUS, la gamme complète des draperies et tissus, et les blazers. 200 et 230 F
IMPERMEABLES rigides, drapés, tissus polyester, coton déperlant. 200 F	CRÈMES, un choix important de diverses fins de série. 60 F
VÊTEMENTS femme en draperies soignées à des prix de 200 F à 300 F	PLACE VERTÉ dans les Rayons de Chaussures, articles de chaussures ou Trousses masculines.

Rayon spécial pour hommes grands et hommes forts

NICOLL

La tradition anglaise au service de l'élegance masculine

29 RUE TRONCHET PARIS 8^e

Mouvement ouvert avec interruption de 9 h.30 à 10 h. Le Lundi de 14 h.30 à 18 h.

DECORATION LES NOUVEAUX TISSUS D'AMEUBLEMENT

« Velours "Dracon" jacquard. »
« Imprimés anglais et américains. »
« Nouveaux tissages unis, grossés toiles, sergés épais, chevrons, diagonales, etc. »
« Toiles en 200 cm, nouveaux coloris. »
« Tissus bouclés, tweeds, satins. »
« Jacquards modernes de bon goût. »
« De merveilleux damas de style et les genres "tapisseries" et "Gènes". »
« Imitations fourrures... »

de 29 F à 175 F le mètre
(tous nos tissus sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

En raison des incertitudes du courrier

MEN SPORT rappelle à ses clients que les **PRESOLDES** leur sont exclusivement réservés jusqu'au 10 janvier

MEN SPORT
HABILLER DE L'HOMME
18, RUE DE SÈVRES 94, 93, 94
PARIS (8^e)

كندا من الأصل